



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère des Finances et du Budget

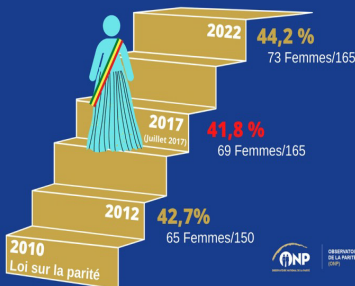
Direction générale du Budget

Direction de la Programmation budgétaire



LES FEMMES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Evolution de la présence des femmes à l'Assemblée nationale



DOCUMENT BUDGETAIRE GENRE 2023

Table des matières

INTRODUCTION	5
I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE	8
1.1. LES ENJEUX ET DEFIS	9
1.2. LES ACQUIS	12
1.3. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES	24
II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES.....	31
1. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE)	31
2. Ministère des Forces armées (MFA)	33
3. Ministère de l'Intérieur (MINT)	35
4. Ministère de la Justice (MJ).....	36
5. Ministère de la Fonction publique et de la Transformation du Secteur public (MFPTSP).....	38
6. Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions (MTDSRI).....	41
7. Ministère des Pêches et de l'Economie maritime (MPEM).....	43
8. Ministère des Infrastructures, des Transports et du Désenclavement (MITD).....	45
9. Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement rural et de la Souveraineté alimentaire (MAERSA)	47
10. Ministère des Finances et du Budget (MFB)	49
11. Ministère du Pétrole et des Energies (MPE).....	51
12. Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises (MCCPME)	54
13. Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique (MULHP)	56
14. Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne Industrie (MDIPMI)	58
15. Ministère du Tourisme et des Loisirs (MTL).....	61
16. Le Ministère de l'Education nationale (MEN)	63
17. Ministère des Sports (MS).....	68
18. Ministère de la Culture et du Patrimoine historique (MCPH)	71
19. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS).....	72
20. Ministère de la Jeunesse, de l'Entreprenariat et de l'Emploi (MJEE).....	76
21. Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique (MEDDTE)	79
22. Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants (MFFPE).....	81
23. Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion (MFPAI)	86
24. Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération (MEPC).....	89
25. Ministère de l'Elevage et des Productions animales (MEPA)	93
26. Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunication (MENT).....	95
27. Ministère de la Microfinance et de l'Economie, sociale et solidaire (MMESS).....	96
28. Ministère des Collectivités territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires (MCTADT) .	98
29. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA)	100
30. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI).....	107
31. Ministère des Mines et de la Géologie (MMG)	110
32. Ministère du Développement communautaire, de la Solidarité nationale et de l'Equité territoriale (MDCSNET)	112
CONCLUSION	117

“

Nos avancées sont significatives. Il en est de même de nos défis. Je pense à la paix, à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme ; à la protection de l'environnement et au développement économique et social inclusif, tenant compte des besoins spécifiques des jeunes et des femmes notamment l'éducation, la formation, l'emploi et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

”





INTRODUCTION

En érigeant **la promotion de l'égalité des droits et le partage équitable des ressources et des responsabilités entre hommes et femmes** au rang des priorités, le Gouvernement réitère son engagement résolu à faire face aux impératifs de la prise en compte des rôles et besoins spécifiques de tous et de toutes.

Cette volonté forte des autorités de bâtir une société équitable et dépourvue de toutes formes d'inégalités et d'iniquités est bien prise en compte dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), référentiel de politique économique et sociale pour une participation inclusive, équitable ou égalitaire des acteurs au processus de développement.

Pour une mise en œuvre effective de cette volonté, les pouvoirs publics s'appuient principalement sur les orientations de la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG 2) à travers l'intégration transversale du genre dans :

- les actions visant la transformation de la structure de l'économie, la création d'emplois et de richesse de manière à soutenir une dynamique de croissance forte, durable et égalitaire ;
- les initiatives visant l'élargissement de l'accès aux services sociaux et la couverture sociale, la modernisation de l'économie solidaire, le développement d'un écosystème de constructions, la préservation des conditions d'un développement durable et ;
- la mise en œuvre des initiatives destinées à créer les conditions de réponse aux exigences de bonne gouvernance, à travers le renforcement du niveau de participation des femmes à la prise de décision, la promotion de la paix et de la sécurité particulièrement celle des filles.

Dans ce cadre, pour participer à l'opérationnalisation de cette stratégie, le Ministère des Finances et du Budget, à travers le budget de l'Etat, ambitionne d'intégrer la dimension genre dans la chaîne **Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi (PPBS)** pour sa meilleure prise en compte dans les politiques publiques : **la Budgétisation sensible au genre (BSG)**.

Dans cette perspective, les **revues annuelles conjointes (RAC)**, moments de partage des performances de la politique économique et sociale mais également de bilan des thématiques transversales, constituent de précieux outils d'appréciation de la dimension genre notamment en termes de suivi-évaluation.

Par ailleurs, la démarche méthodologique adoptée dans le cadre de l'élaboration du budget est basée sur l'entrée par les **programmes budgétaires** pour une intégration effective du genre dans la programmation budgétaire. Cela nécessite un examen minutieux de l'ensemble des actions déclinées dans les différents Projets annuels de Performance (PAP) avec des « lunettes genre », de proposer des activités « sensibles au genre » et d'apporter des corrections

nécessaires. Il en découle, un cadre de performance sous-tendu par une budgétisation des activités sensibles au genre.

Le **Document budgétaire Genre 2023** est élaboré dans un contexte marqué par le conflit russo-ukrainien qui a fortement impacté le panier de la ménagère. Malgré l'appui de l'Etat à travers le renoncement à des recettes et le consentement de subventions pour faciliter l'accès des populations à l'énergie et aux produits de première nécessité, la situation reste difficile, les prévisions de reprise aussi bien au niveau national que mondial restant bouleversées. Le taux de croissance du PIB déjà révisé à **5,1%** pour 2022 vient encore d'être revu à **4,8%** contre une estimation de **6,1%** en 2021, soit un repli de 1,3 point de pourcentage. Toutefois, en 2023, à la faveur de l'exploitation des hydrocarbures et de ses externalités, il est prévu un taux de croissance de **10,1%**.

Globalement, le présent document dresse (I) le **bilan des politiques publiques intégrant la dimension genre** en présentant, d'une part, la liste des **principaux projets/programmes** choisis dans le Programme d'Investissements publics (PIP) selon l'approche du **marqueur genre** de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) et, d'autre part, (II) présente le **rapport budgétaire genre des différents départements ministériels**. Ce dernier retrace les réalisations sectorielles qui sont suivies de la maquette de budgétisation sensible au genre.



OPERATIONALISATION
DE LA DIMENSION GENRE

I. **OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE**

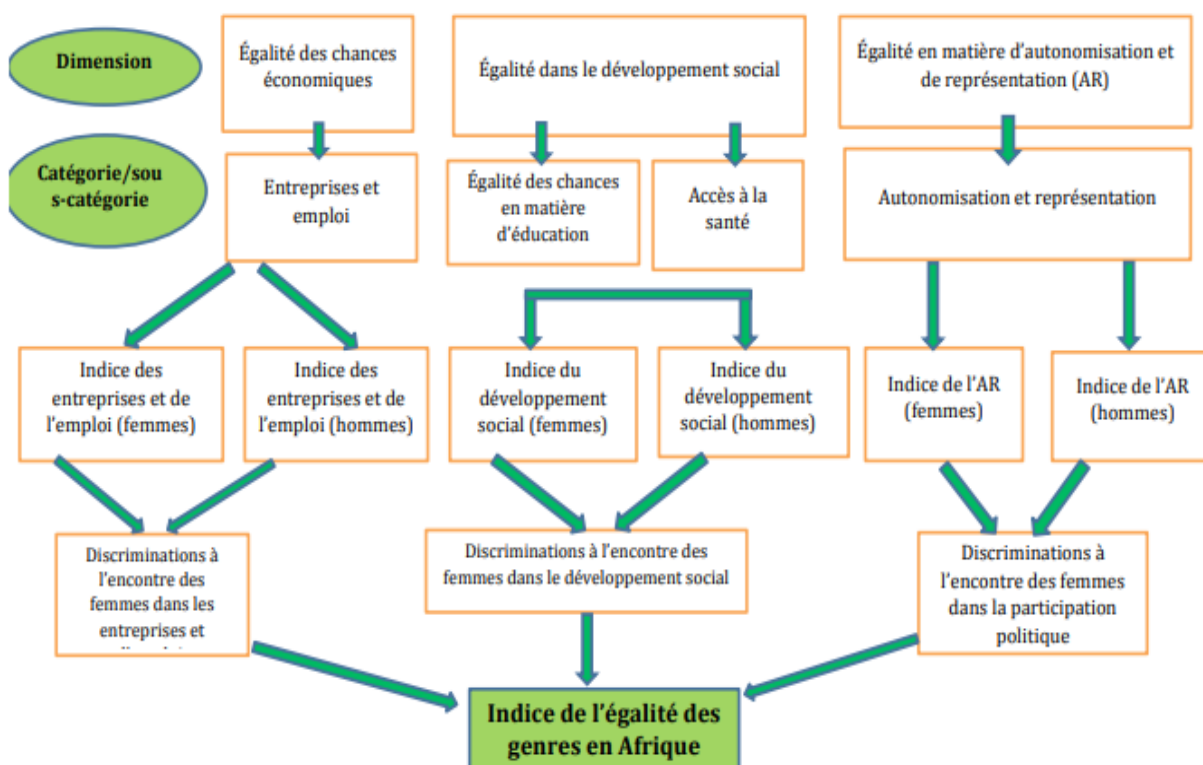
Au regard de ses engagements sur le plan international, le Gouvernement réaffirme son engagement à diversifier les instruments pour influencer la répartition des ressources. Ce faisant, la prise en compte des rôles et besoins des hommes et des femmes à travers l'approche genre, reste l'objectif visé à travers la promotion de l'égalité des droits et le partage équitable des ressources et des responsabilités.

Cette approche est également partagée par les partenaires multilatéraux. Ainsi, la politique de la **Banque Ouest Africaine de Développement** (BOAD) fondée sur le constat que l'Afrique en général et la zone UEMOA en particulier, a des traits spécifiques au plan du genre qui influent directement sur son développement économique et social. La vision pour les cinq (5) prochaines années de la **Banque africaine de Développement** (BAD) est de transformer les secteurs clés du continent en terrains d'opportunités accessibles, où les différentes composantes de la population, quelle que soit leur origine, bénéficient d'un accès et d'un contrôle égaux sur les ressources productives et bénéficient d'infrastructures et de services de soutien pour s'épanouir. Quant au groupe de la **Banque mondiale** (BM), il part du principe qu'aucun pays, aucune communauté ni aucune économie ne peut réaliser son potentiel ou relever les défis du 21^{ème} siècle sans la participation pleine et entière des femmes et des hommes, des filles et des garçons, sur un pied d'égalité. Il en est également ainsi pour beaucoup de partenaires au développement.

Par ailleurs, pour le Sénégal, en matière d'évaluation du niveau de développement humain des pays tenant compte des inégalités, il ressort dans le rapport national sur le développement humain 2021 une valeur de **0,354** pour l'**IDH ajusté aux inégalités**, **0,874** pour l'**indice de développement de genre** et **0,530** pour l'**indice d'inégalité de genre**.

Dans la même dynamique, la **BAD** et la **Commission économique des Nations unies pour l'Afrique** (CEA) ont élaboré l'**indice de l'égalité de genre en Afrique** (IGA) pour aider les décideurs à mettre le focus sur les obstacles qui empêchent les femmes africaines de s'engager, au même niveau que les hommes, dans trois dimensions du bien-être humain à savoir le **bien-être économique, social** et l'**autonomisation**.

Le schéma ci-après présente le processus de calcul de l'IGA dont l'objectif général est de proposer aux États membres, un outil complet facile à utiliser pour l'élaboration de politiques et la responsabilisation en matière de genre afin d'évaluer les progrès accomplis tendant vers l'égalité des genres. De manière spécifique, le but de l'IGA est de favoriser la mise en œuvre accélérée des engagements pris sur le plan mondial et régional en matière d'égalité des genres, notamment, les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.



Dans le dernier rapport méthodologique et statistique de mars 2020, on note un IGA de **0,504** pour le Sénégal avec **0,666**, **0,863** et **0,222** respectivement pour la dimension **économique**, la dimension **sociale** et **l'autonomisation et la représentation**. Il se retrouve derrière notamment, le Lesotho, la Namibie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud et devant le Bénin, le Gabon, le Burkina Faso et le Maroc.

En dehors des stratégies mises en œuvre par le Ministère en charge du genre, le Sénégal a pris l'option de saisir l'opportunité de l'institutionnalisation du budget-programme en vue de rendre effective la prise en compte du genre dans les politiques publiques. Dans cette optique, il devient impératif de l'intégrer dans la chaîne **Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi** (PPBS).

S'agissant des projets à inscrire dans la liste des « **projets intégrant la dimension genre** », leur choix est désormais assujéti aux conditions **du marqueur G de la politique d'égalité de genre de l'OCDE** qui est un indicateur de politique utilisé pour suivre l'affectation des ressources des bailleurs de fonds visant à promouvoir l'égalité de genre.

La première partie du document du Document budgétaire Genre (DBG 2023) est consacrée : (i) aux enjeux et **défis de l'intégration du genre dans les politiques publiques** ; (ii) aux **réalisations** et enfin (iii) à la liste des **principaux projets/programmes genre** qui sont prévus dans le PIP.

1.1. LES ENJEUX ET DEFIS

Dans l'optique d'un développement inclusif et durable, l'approche genre vise à rendre visibles les inégalités grâce à une mise en évidence des mécanismes discriminatoires afin que celles-ci soient prises en compte directement dans les politiques, programmes et projets. Dès lors,

l'accès des femmes et des filles aux services de base (éducation, santé) joue un rôle clé : santé des femmes et des filles (réduction de la mortalité infantile, accès à la santé sexuelle et reproductive y compris à des services complets de planification familiale), accès des jeunes à l'éducation (accès et amélioration de l'éducation sexuelle), accès à la formation, à l'emploi et aux infrastructures facilitant le désenclavement des zones rurales les plus reculées.

Il existe une certaine diversité des besoins et des réalités des femmes à considérer dans le combat pour une égalité de genre. Au Sénégal par exemple, les besoins spécifiques des femmes vivant en milieu rural sont différents de ceux des femmes en milieu urbain ; il en est de même des besoins par génération.

Au regard des nombreux défis, les politiques publiques devraient converger vers une correction des inégalités de départ pour arriver à l'équivalence des chances entre femmes et hommes tenant compte de leurs besoins et intérêts spécifiques. A travers cette approche holistique, l'objectif visé est d'atteindre « *l'égalité de genre* » et/ou « *l'équité de genre* » à travers un traitement différencié entre hommes et femmes en leur fournissant les mêmes droits, opportunités, ressources dans tous les domaines.

La récente étude portant sur « **la contribution de l'entrepreneuriat et du leadership féminin à la valeur ajoutée de l'économie sénégalaise** » financée par l'ONU-FEMME à travers « woman count », en collaboration avec l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), a montré que les femmes contribuent à hauteur de **1 000,5 milliards FCFA** à la création de revenu, soit **24,5%** à la valeur ajoutée du secteur formel. Selon la même étude, elles génèrent **45%** de la richesse dans l'informel non agricole. Au total, l'entrepreneuriat et les leaderships féminins ont contribué à hauteur de 2 681 milliards FCFA à la création de valeur ajoutée, soit 22,1% du PIB en 2017.

Par ailleurs, il ressort des résultats de la recherche que les politiques ciblant la réduction de certaines formes d'inégalités de genre ont un impact positif sur la croissance économique. Dans cette logique, la plupart des études montrent que la réduction des écarts entre les sexes dans le domaine de l'éducation a généralement porté ses fruits sur le plan économique. Ainsi, la construction d'infrastructures scolaires et la conception de systèmes scolaires appropriées contribuent à l'augmentation de la scolarisation des filles, ce qui constitue un effet significatif d'un point de vue statistique et économique.

Également, les investissements dans les infrastructures ayant pour effet d'épargner le temps des femmes et des filles pourraient faire avancer la cause de l'égalité des sexes concernant l'accès aux ressources et la participation à l'économie.

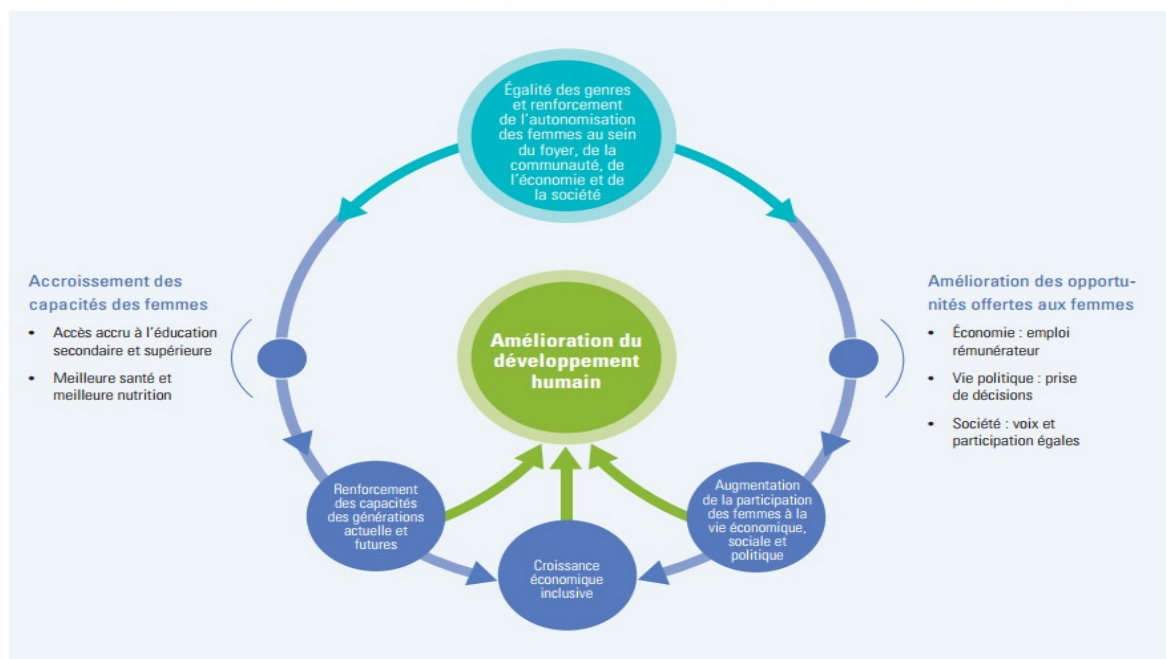
Certaines activités grugent le temps des filles consacré aux études et le temps de travail et de loisirs des femmes. A titre illustratif, des investissements en eau potable et en énergie profitent à tous les membres de la famille, mais de façon particulière aux filles. L'expérience a montré qu'en milieu rural, la disponibilité de l'eau courante permet aux garçons et aux filles

de fréquenter l'école. Mais ce sont les filles qui en profitent davantage, puisqu'elles se consacraient auparavant à chercher de l'eau au détriment de leurs études. En définitive, il est admis que des investissements faits pour la réalisation de ces infrastructures, réduiraient également le temps que les femmes consacrent à l'entretien de la maison, ce qui leur donne l'opportunité d'avoir un emploi rémunérateur leur conférant plus de pouvoir au sein du ménage.

Dans le même sillage, un meilleur accès au financement des femmes entrepreneurs constitue un défi majeur qui, s'il est relevé, contribuera à réduire les inégalités sociales. Et selon la BAD, le déficit de financement des femmes africaines dans l'ensemble des chaînes de valeur des entreprises est estimé à **42 milliards de dollars** et, dans ce sens, l'une des conclusions phares du Cabinet McKinsey dans un scénario potentiel « *dans lequel les femmes et les hommes jouent des rôles identiques sur les marchés du travail, l'Afrique pourrait ajouter 1 000 milliards de dollars, soit 34%, à son PIB collectif d'ici 2025* ».

Dès lors, lorsque les femmes ont davantage accès aux ressources, leurs pouvoirs sont accrus, ce qui se traduit par une augmentation des dépenses et des investissements en faveur des enfants.

Égalité des genres et renforcement de l'autonomisation des femmes au sein du foyer, de la communauté, de l'économie et de la société



Fort de ce constat, en juillet 2022, le Conseil d'administration du **Fonds monétaire international** (FMI) a approuvé la première stratégie pour l'intégration du genre dans ses activités principales. Par cette intégration, le FMI reconnaît que **la réduction des disparités entre les sexes va de pair avec une croissance économique plus élevée**, une plus grande stabilité et résilience économiques et une réduction des inégalités de revenus.

Dans le même temps, les politiques économiques et financières peuvent exacerber ou réduire les disparités entre les sexes. Des politiques macroéconomiques, structurelles et financières bien conçues peuvent favoriser des résultats efficaces et inclusifs et bénéficier équitablement

aux femmes, aux filles et à la société en général. La stratégie explique comment le FMI peut aider ses pays membres à lutter contre les disparités entre les sexes dans le cadre de l'exercice de ses fonctions essentielles.

A ce titre, la stratégie mise en place comprend les quatre (4) piliers clés suivants :

- la collecte de données ventilées par sexe et le développement d'outils de modélisation pour permettre au personnel de mener une analyse des politiques ;
- un cadre de gouvernance solide pour une approche impartiale entre les membres basée sur la macro-criticité du genre ;
- le renforcement de la collaboration avec les partenaires externes pour bénéficier du partage des connaissances et de l'apprentissage par les pairs, tirer parti des complémentarités et maximiser l'impact sur le terrain ;
- l'utilisation efficace des ressources allouées au genre en mettant en place une unité centrale pour réaliser des économies d'échelle et soutenir les équipes de pays.

Dans la même dynamique, le Sénégal fait de la poursuite et de l'intensification de la mise en œuvre des politiques publiques visant l'amélioration continue de la condition des femmes, un défi majeur. Concernant la politique d'équité territoriale « le Sénégal de tous », un impact indirect certain est attendu sur l'allégement des travaux des femmes rurales, toutes choses étant égales par ailleurs.

1.2. LES ACQUIS

Conscients des liens existants entre le genre et le développement, les pouvoirs publics ont pris l'option de traduire cela concrètement dans les politiques publiques. Ainsi, malgré la persistance de disparités dans certains domaines, des avancées ont été notées en matière d'égalité de genre notamment dans le domaine de l'accès aux instances de décision, à l'éducation et à la formation.

Ces avancées résultent, entre autres facteurs, de la mise en place d'un dispositif juridique en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles. Dans ce dispositif, figurent la Convention pour l'Élimination de toutes Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) de 1979, le Protocole à la Charte africaine des Droits et des Peuples relatifs aux Droits de la Femme en Afrique de 2003 (Maputo), la Déclaration solennelle des Chefs d'États et de Gouvernements sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, les ODD, l'Agenda 2063 de l'Afrique et l'acte additionnel pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes pour un développement durable dans l'espace de la CEDEAO.

Au niveau national, en plus de l'arrimage de la Stratégie nationale pour l'Égalité et l'Équité de genre (SNEEG), au PSE, le genre est érigé en critère d'éligibilité des projets dans le PAP 2A. C'est dans cette optique que s'inscrit la revue thématique genre, coordonnée par le

Ministère en charge de Femme, conformément aux dispositions de la **lettre-circulaire n°0097/MEPC/DGPPE/UCSPE du 21 février 2021**.

En outre, la Constitution de la République du Sénégal de janvier 2001 pose le principe de l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi.

Ce cadre juridique s'ajoute au référentiel des politiques publiques sensibles au genre en tant que levier de promotion d'une participation inclusive, équitable ou égalitaire des hommes et des femmes au processus de développement pour éclairer sur la volonté de l'Etat de progresser dans le domaine.

En matière de représentativité des femmes au sein du parlement, le Sénégal se classe au dix-huitième (18^{ème}) rang mondial avec une proportion de 44,2% et occupe la 4^{ème} place en Afrique.



Source : Observatoire nationale de la Parité (ONP) 2022

Grâce à l'application de la loi sur la parité, la proportion des **femmes députés** est passée de **18,7% à 44,2%**, entre la 12^{ème} et la 14^{ème} législature, soit une hausse significative de **25,5 points de pourcentage** sur une période de 12 ans.

Au niveau de la **Cour des Comptes**, sur un total de **46 magistrats**, seules **5** sont des femmes, soit un ratio de **11%** avec **3 femmes** parmi les 11 conseillers référendaires et **2** parmi les 21 conseillers. Pour les assistants vérificateurs, on note un ratio de **30%** soit **14 femmes** sur un total de **46**.

La présence des femmes au niveau du **Conseil économique, social et environnemental (CESE)** est de vingt-sept (27) sur un total de cent dix-neuf (119), soit un taux de présence de **22,7%**.

Au sein du **Haut Conseil des Collectivités territoriales (HCCT)**, les femmes représentent un peu plus du tiers des conseillers avec cinquante-deux (52) sur un total de cent-cinquante (150), soit 35%. Il est important de souligner également que la présence d'une femme à la tête de cette importante institution constitutionnelle constitue un fait majeur qui mérite d'être salué.

Pour ce qui est des **communes**, sur les 558, seules **16** sont dirigées par des femmes, soit un faible taux de représentativité de **2,87%**. S'agissant des départements, la situation est similaire avec un taux de **6,97%**, soit **3 femmes** (Sédhiou, Kounghoul et Tivaouane) sur un total de 43 présidents de conseils départementaux.

S'agissant des **forces de défense et de sécurité**, les enjeux liés à l'introduction du genre dans les rangs des forces de défense et de sécurité ne sont plus à démontrer au regard de l'effectif de plus en plus important des femmes dans les corps militaires et paramilitaires. Ce faisant, la présence des femmes dans les forces de défense et de sécurité est passé de **4,7%** en 2020 à **4,95%** en 2022, soit une hausse de **0,25 points de pourcentage**. Toutefois, afin de garantir un plein succès à cette initiative salubre, des contraintes socioculturelles, encore liées à la condition féminine, méritent d'être levées.

Par ailleurs, suite à la promulgation de la loi n°81-63 du 24 novembre 1981, la police nationale, pionnière dans l'intégration des femmes dans les rangs des forces de défense et de sécurité au Sénégal et en Afrique de l'Ouest a fêté, cette année, ses 40 ans. Malgré tout, le taux de féminité demeure encore faible avec **9,18%** selon le bureau des relations publiques de la police nationale.

Concernant la **diplomatie**, la proportion de femmes ambassadeurs est passée de **19%** à **21,4%** entre 2021 et 2022, soit une hausse de **2,4 points de pourcentage**. Cependant, sur un effectif total de quinze (15) consuls généraux, on ne compte aucune femme. Pour les vice-consuls, il est noté la présence de 5 femmes sur un total de treize (13), soit un taux de présence de **38,5%**.

S'agissant de la **fonction ministérielle**, la proportion des femmes reste inchangée entre 2021 et 2022 avec huit (8) femmes sur un total de trente-huit (38) ministres de l'attelage gouvernemental.

Dans le **commandement territorial**, le niveau de représentation des femmes est faible avec deux (02) **femmes gouverneurs** de région sur quatorze (14), **08 adjoints au gouverneur** sur 28, **04 préfets** sur 46, **05 adjoints au préfet** de département sur 46, **06 sous-préfets** d'arrondissement sur 127 et **08 adjoints sous-préfet** sur 127.

Du côté de l'éducation nationale, les bons résultats notés au niveau des filles reflètent les politiques discriminatoires positives menées en leur faveur afin de corriger les disparités. Ces effets se reflètent à travers le concours général 2022 où Monsieur le Président de la République, s'est réjoui non seulement des résultats, mais de l'expansion fulgurante des jeunes filles avec une parité presque parfaite, 95 lauréats dont 46 filles et 49 garçons avec une fille comme meilleure élève. Le plaidoyer se poursuit avec la tenue de la conférence sur la masculinité positive à Kinshasa avec pour thème : « **Soutenir l'éducation des filles et semer les meilleures graines pour demain** ». A ce titre, le lycée d'excellence Mariama BA de Gorée a été citée comme un **facteur d'éveil et d'autonomisation des femmes**.

Dans le cadre de la **passation des marchés**, l'Agence de Régulation des Marchés publics (ARMP) à travers la politique « **Small Business Act** » qui vise à faire de la commande publique, un outil d'amélioration des conditions socio-économiques des femmes et un levier de

l'employabilité des jeunes. Le small Business Act comporte trois volets : la formation, l'appui technique et des mesures réglementaires.

Dans le domaine de la formation, l'ARMP a initié en 2021, **888 femmes** dans le domaine des marchés publics sur fonds propres ou en partenariat avec ONU-FEMMES. Elles sont désormais outillées à préparer, à soumissionner et à gagner des marchés.

S'agissant des jeunes, elle prévoit un programme global de formation de **1 000 diplômés** pour leur donner la qualité d'assistant en passation de marchés publics et de **1 000** autres jeunes entrepreneurs ou titulaires de GIE ou de PME.

Les jeunes assistants en passation des marchés publics formés sont mis par la suite à la disposition du secteur privé et des autorités contractantes pour les assister dans la gestion des marchés publics.

L'ARMP a complété le dispositif en signant une convention de partenariat avec la Direction de l'emploi qui s'est engagée à accompagner le secteur privé dans la prise en charge de la rémunération. Les organisations patronales ont été invitées à inciter les entreprises à recruter parmi ces jeunes formés par l'Institut de Régulation des Marchés publics, le centre de formation de l'ARMP.

Dans le domaine de la réglementation le Small Business Act vise à mettre en œuvre des mesures favorables à l'accès des femmes et des jeunes dans la commande publique déjà prises en compte dans le décret **2020 n°14-43 du 27 octobre 2021** portant application de la loi sur les contrats de partenariat public privé. L'article 24 dudit décret précise que pour bénéficier d'un régime préférentiel et pour participer aux procédures de contrats de partenariat public privé en deçà de 5 milliards FCFA, 50% du personnel d'exécution et d'encadrement doivent impérativement être de nationalité sénégalaise ou communautaire.

Concernant la promotion des femmes dans la commande publique, il est prévu à l'**article 29** du décret une marge de préférence de **2%** applicable aux entreprises dont l'actionnariat majoritaire est détenu par des femmes. Dans ce même cadre et conformément aux engagements de l'Etat du Sénégal, il est envisagé de réserver au moins **8%** des marchés aux entreprises dirigées par les femmes.

Les autorités contractantes devront également indiquer dans leur rapport annuel le nombre de marché attribué aux entreprises dirigées par les femmes.

Concernant les **Violences Basées sur le Genre (VBG)**, l'année 2021 a été marquée par la poursuite et l'intensification des campagnes de sensibilisation conformément aux directives présidentielles relatives au renforcement de la lutte contre la violence faite aux femmes en vue de son éradication systématique.

A cet effet, en présence de ses homologues des Affaires étrangères et de la Jeunesse, le Ministère en charge du genre a mené une campagne de seize **(16) jours d'activisme contre la violence basée sur le genre**. Les activités ont couvert toutes les quatorze (14) régions du pays,

avec une forte collaboration de l'administration territoriale, des chefs religieux et coutumiers ainsi que des partenaires au développement et la société civile.



La place NELSON MANDELA aux couleurs des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Également, le **Projet d'Appui à la SNEEG (PASNEEG)**, en collaboration avec l'**Association des Juristes sénégalaises (AJS)** a enregistré des résultats importants à travers l'appui à l'offre de services aux victimes/survivantes de VBG au niveau des cinq boutiques de droit des régions d'intervention avec **4 546 consultations** dont **88%** de femmes. Le partenariat est orienté au niveau des dites boutiques sur la réalisation de différentes activités de consultations juridiques, de communication sur les VBG, d'assistance judiciaire, de conseil et de médiation, de prise en charge médicale et psychosociale, etc.



Dans le domaine de l'énergie solaire, le centre de formation « **barefoot college international regional training center** » sis à Toubab Dialaw a été inauguré le 2 janvier 2022. Son objectif est de renforcer les capacités des femmes issues des zones rurales non électrifiées du Sénégal et de la sous-région dans le domaine de l'énergie solaire. Ladite formation est adaptée aux profils de ces femmes qui sont pour la plupart analphabètes.



La cérémonie inaugurale en présence du PDG de la société Emirati, Sultan Ahmed bin Sulayem Toubab Dialaw : Des femmes rurales formées à la fabrication de panneaux solaires.

Financé à hauteur de **250 millions FCFA** par la société DP World, ledit centre cible la formation des femmes dans la confection de panneaux solaires. Le choix des bénéficiaires est basé sur le critère « zones éloignées » où l'accès à l'électrification solaire serait plus adéquat que celle conventionnelle. Le matériel de formation est spécifiquement conçu pour les personnes qui n'ont jamais été à l'école. Dans une pédagogie simple, tout l'apprentissage déroulé, se fait sur base de couleur et de code.



Par ailleurs, dans le cadre de la prise en compte du genre dans les politiques publiques, les six (6) marqueurs sociaux que sont le **Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC)**, le **Programme national des Bourses de Sécurité familiale (PNBSF)**, la **Couverture maladie universelle (CMU)**, le **Programme de Modernisation des Villes (PROMOVILES)**, le **Programme d'Urgence de Modernisation des Axes Territoires frontaliers (PUMA)** et la **Délégation générale à l'Entreprenariat rapide des Femmes et des Jeunes (DER)** ont eu aussi un impact direct et/ou indirect sur la lutte contre les disparités de genre.

A titre illustratif, dans sa composante « **amélioration de l'accès aux services sociaux de base** » qui vise l'amélioration de l'offre de services de santé et la construction ou la réhabilitation de forages, ouvrages de stockage et de fourniture d'eau potable, les réalisations ont fortement contribué à l'allègement des travaux des femmes rurales d'où son qualificatif de « **programme de justice sociale** », mettant ainsi les populations « **sur un pied d'égalité** ».

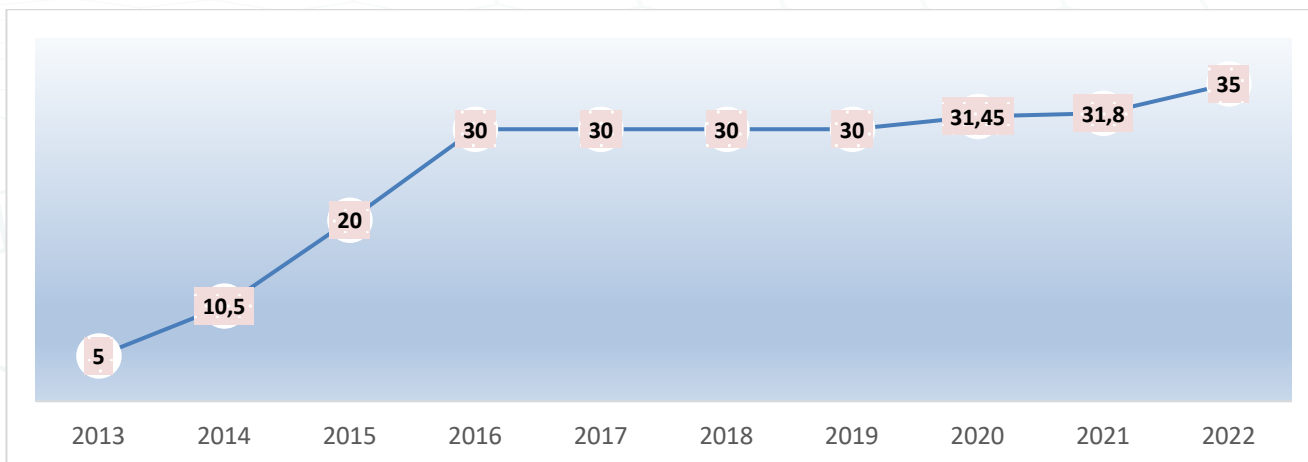
Instauré par le Président de la République depuis 2013, le **PNBSF** a pour objectif de lutter contre la vulnérabilité et l'exclusion sociale des familles. L'une des particularités du programme est que l'argent est versé directement à la femme chef de famille et les paiements sont initialement destinés à soutenir la scolarisation des enfants des familles bénéficiaires à travers une protection sociale intégrée visant à renforcer leurs capacités productives et éducatives.



L'innovation cette année, a été le lancement du paiement digital avec la mise en place de la plateforme monétique **DigiPOS** pour permettre aux populations enclavées ou situées dans des zones faiblement desservies par les services de transferts monétaires publiques ou par les opérateurs privés, d'avoir accès à des services essentiels en termes d'inclusion financière sans engendrer de frais supplémentaires.



Ainsi pour l'année 2021, le nombre de bénéficiaires est de **315 626**, dont **91,9%** sont issus du **Registre national unique (RNU)**, **8,08%** des détenteurs de la **Carte d'égalité des Chances (CEC)** et plus de 60 « enfants de la rue ». L'allocation budgétaire est passée de **5 milliards FCFA** en 2013 à **35 milliards FCFA** en 2022, soit une hausse de **30 milliards** en valeur absolue et **600%** en valeur relative.

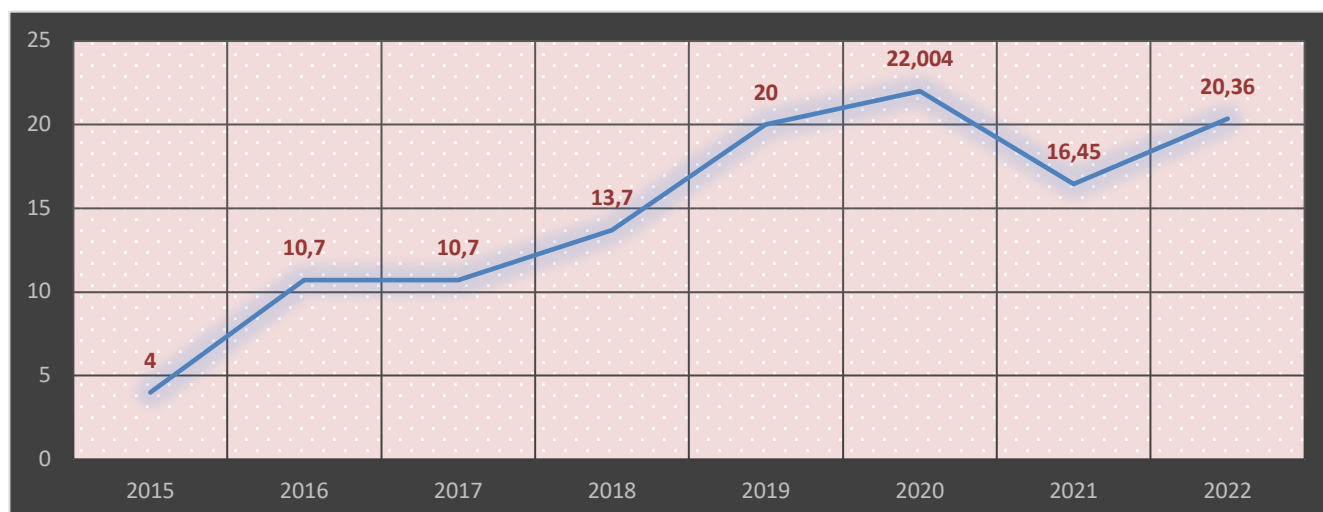


Source : DGB/MFB

Dans la perspective d'une politique ambitieuse en matière d'amélioration des conditions d'accès aux services de santé des groupes vulnérables, à travers l'inclusion sociale, la **CMU** depuis 2015, contribue sans cesse à cet objectif afin de permettre l'accès aux soins pour tous. A cet effet, dans le rapport annuel 2021, il ressort un taux d'enrôlement à travers les mutuelles de santé de 52% pour le PNBSF équivalant à 2 046 365 bénéficiaires et 24 319 détenteurs de cartes d'égalité des chances.

En termes de gratuité des soins, **1 686 275** malades en ont bénéficié en 2021 contre **2 194 520** en 2020. Il s'agit de **1 607 829** enfants âgés de moins de 5 ans, **48 716** personnes âgées de plus de 60 ans, **28 242** cas de césarienne, **1 488** hémodialysés.

Cependant, entre 2016 et 2021, les allocations budgétaires ont connu une évolution en dents de scie, avec un pic de **22,004 milliards FCFA** en 2020. Néanmoins, le montant a plus que quadruplé entre 2015 et 2022 passant ainsi de **4 milliards FCFA** à **20,36 milliards FCFA**.



Toutefois, des constats majeurs ont été faits sur les questions relatives à l'effectivité de l'enrôlement, à la disponibilité du carnet par le bénéficiaire, au renouvellement annuel des carnets et à la mise à jour des listes des bénéficiaires par les mutuelles de santé.

S'inscrivant en droite ligne de la politique nationale d'amélioration du cadre de vie des populations dans les centres urbains, le **PROMOVILLES** vise à réduire les inégalités en matière d'assainissement et d'accès aux infrastructures routières. Depuis sa mise en œuvre, ledit programme a eu des résultats satisfaisants dans son volet amélioration des conditions de travail des femmes et l'employabilité des jeunes.

La zone d'influence directe du programme regroupe une population de près de **2 342 649 habitants** dont **1 174 378 femmes** soit un peu plus de **15%** de la population ciblée. En dépit de leur poids démographique et des progrès enregistrés sur le plan législatif, les femmes demeurent les plus exposées à la vulnérabilité. Selon la division sexuelle du travail prédominant dans la zone du programme, en plus d'être impliquées dans les autres activités dont dépend la vie quotidienne des ménages (transformation, petit commerce, agriculture, etc.), elles ont en charge, l'ensemble des tâches domestiques. Elles jouent donc un rôle non négligeable dans les activités économiques et sociales de la zone d'influence.

La responsabilisation à la fois des groupements féminins, des communes et du Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants paraît incontournable pour assurer une mise en œuvre efficace et pérenne du dispositif d'appui à l'autonomisation des femmes et jeunes filles et à leur bien-être.

Ainsi, les formations pratiques avec une cible de 700 jeunes se poursuivent (soit une cinquantaine de personnes ciblées par commune) dont au moins 20% de femmes pour promouvoir leur employabilité dans le domaine de l'entretien routier, de la pose de pavés, de l'aménagement paysager, de l'éclairage, etc.

S'agissant du **PUMA**, l'objectif visé au plan national, est d'arriver à un développement plus équilibré entre les couches de la population et entre les zones. Ce programme phare de l'Etat met l'accent sur les infrastructures et équipements sociaux de base avec comme cibles, les régions administratives de Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Kolda, Matam, Saint-Louis, Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor. Ces dernières ont la particularité d'être frontalières avec les 5 pays limitrophes du Sénégal.



Ainsi, d'importantes réalisations ont été notées à travers les volets infrastructures et équipements sociaux, promotion économique, éducation et santé avec notamment :

- l'appui à la promotion des jeunes et l'autonomisation des femmes grâce au programme de financement PUMA/DER avec un ciblage de 293 projets ;
- la mise en place de projets communautaires de résilience et appui aux groupements en activité et au profit de 185 groupements (ferme avicole, embouche bovine, renforcement du matériel d'exploitation, pisciculture) ;
- les activités génératrices de revenus avec 140 000 ménages des zones frontalières touchées ;
- la formation et l'appui à l'insertion de 917 jeunes et femmes des zones frontalières dans divers domaines d'activités ;
- la création de la Plateforme des Groupements de Femmes des zones frontalières (PG2F) qui regroupe les femmes bénéficiaires de projets de promotion économique du PUMA.

Concernant la **Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ)**, son intervention s'étend sur l'ensemble des quatorze (14) régions, 46 départements et 552 communes. L'objectif visé, à travers cet outil de politique publique, est de rendre plus visible le projet d'équité territoriale et de valorisation du potentiel des terroirs tel qu'il est indiqué par le PSE. Ce programme a été initié depuis 2018 sur la base d'un budget de 40 milliards FCFA financé sur ressources internes dans l'optique de promouvoir, d'encourager et d'accompagner l'entrepreneuriat des femmes et jeunes.

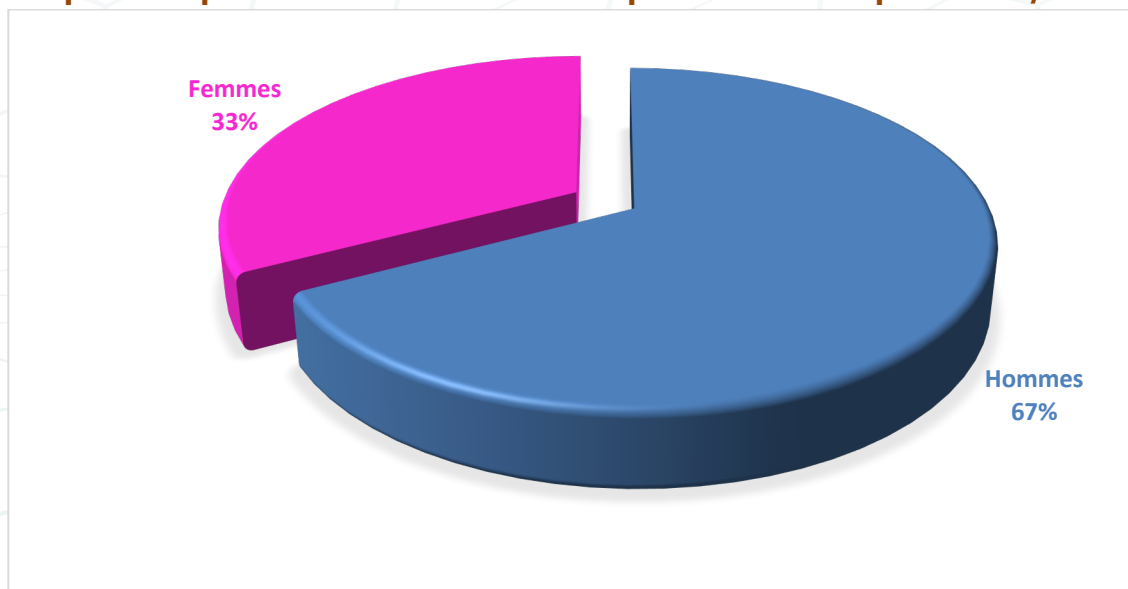
Au titre de l'année 2021, les résultats obtenus se résument comme suit :

- les dossiers de financements : 130 205 dossiers ont été traités depuis mars 2021 sur une demande globale de 215 milliards FCFA ;
- le guichet nano-crédit et autonomisation économique : 53 points nano-crédit ouverts sur l'étendue du territoire national et 3,4 milliards FCFA de financement décaissés correspondant à 47 848 crédits octroyés à 30 153 bénéficiaires ;
- les appuis non financiers : 1 566 personnes ont bénéficié de formations en renforcement des capacités managériales et techniques. De même, 1 910 unités économiques ont été immatriculées en 2021 dont 32,74% dirigées par des femmes ;
- la mise en œuvre du programme d'urgence pour l'insertion et l'emploi des jeunes « XËYU NDAW ÑI » : 2,447 milliards FCFA au profit de 28 494 bénéficiaires de nano-crédit et 7,061 milliards FCFA pour la composante « appuis aux secteurs et métiers » au profit de 2 544 Très petites et moyennes Entreprises (TPME).

En matière de formalisation des entreprises, la DER/FJ a créé un Guichet unique de Formalisation des Entreprises (GUFÉ) pour lever les différentes contraintes susceptibles d'allonger les délais de création d'entreprise, à savoir :

- des formalités longues et fastidieuses notamment dans la délivrance du Registre du Commerce et du Crédit mobilier (RCCM) et du Numéro d'Identification national des Entreprises et des Associations (NINEA) ;
- des difficultés liées au paiement des frais de formalisation des entreprises.

Répartition par sexe des unités économiques formalisées par la DER/FJ



Source : rapport bilan des activités 2021 de la DER/FJ

Dans le cadre du renforcement de son intervention pour l'autonomisation des femmes et des jeunes, la DER a conçu un produit **Nano crédit** qui est un service financier de proximité destinés aux couches les plus vulnérables, avec comme points d'ancrage les marchés traditionnels, les quais de pêche et les quartiers. Il est destiné à accompagner les activités

courantes des auto-entrepreneurs, en particulier « informels » qui n'ont pas accès au système financier classique.

A terme, son ambition est de soutenir les initiatives d'auto-emploi ainsi que l'inclusion socio-économique des femmes et des jeunes en lien avec les objectifs du PSE.

Les critères de financement sont soumis aux conditions suivantes :

- **Cibles** : Femmes à partir de 18 ans et Hommes de 18 à 40 ans, organisés au sein d'associations, de GIE, de fédérations et exerçant une activité génératrice de revenus notamment au sein des marchés, des quais de pêche et des quartiers ;
- **Ticket** : 10 000 FCFA à 300 000 FCFA ;
- **Durée** : 3 mois ;
- **Commissions** : 4% ;
- **Frais de mise à disposition** : 1% payé à l'opérateur de mobile money ;
- **Mode d'octroi du prêt** : réponse entre 24 et 48h au maximum et mise à disposition des fonds dans le porte-monnaie électronique du bénéficiaire, en partenariat avec certains opérateurs ;
- **Remboursement** : total ou partiel selon le rythme souhaité par l'emprunteur sur une durée de trois (3) mois au maximum. Les bénéficiaires ont également la possibilité de rembourser par anticipation sans aucune pénalité.



Les fédérations agréées de Thiès réorganisées en une faitière DER/FJ

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Projet d'Appui et de Valorisation des Initiatives entrepreneuriales (PAVIE)**, dont les missions sont similaires à celles assignées à la DER, d'importantes réalisations sont notées relativement à l'appui à la création d'emplois pour les jeunes et les femmes en priorité pour la densification du tissu économique des PME. Pour un financement d'un montant global de **25 899 150 214 FCFA**, l'Etat a contribué pour **7 516 682 388 FCFA**, la contrepartie de la DER pour **4 313 996 932 FCFA**, la BAD pour **10 732 450 942 FCFA**, l'AFD pour **3 169 173 901 FCFA** et la FAD pour **166 846 051 FCFA**. La part consacrée à l'autonomisation de la femme représente **11,6%** du coût global du projet.

Parallèlement, l'analyse genre de la RAC fait ressortir la liste d'indicateurs genre clés ci-après par axes du PSE pour l'année 2021 :

RAC | 2022

REVUE ANNUELLE CONJOINTE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

⇒ **Axe I : transformation structurelle de l'économie et croissance**

Indicateurs	Valeurs 2021
Taux d'occupation des femmes	31% (données 2020)

⇒ **Axe II : capital humain, protection sociale et développement durable**

Indicateurs	Valeurs 2021
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	156,6 ‰
Taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié	97%
Indice de parité dans l'enseignement supérieur	91%
Nombre de jeunes en situation de handicap bénéficiaires de bourses de formation	651 (données 2020)
Nombre de personnes en situation de handicap bénéficiaires de projets économiques	35
Nombre de personnes en situation de handicap appareillées	8 367
Nombre d'enfants retirés de la rue	420

⇒ **Axe III: gouvernance, institutions, paix et sécurité**

Indicateurs	Valeurs 2021
Nombre de victimes/survivants de VBG y compris les pratiques néfastes pris en charge	5 103
Nombre de mécanisme de suivi post déclaration d'abandon de l'excision fonctionnels mis en place	10
Nombre de femmes formées	2 237
Nombre de femmes bénéficiaires de financement	4 394
Proportion de ministères disposant de mécanismes de prise en compte du genre	94%
Nombre d'agents cadres formés dans la prise en compte du genre	193

Des avancées notoires ont été obtenues en termes de prise en charge des inégalités de genre. Cependant, des contraintes subsistent notamment dans le cadre de l'intégration des femmes et des personnes en situation de handicap dans certains secteurs. Également, dans le secteur du transport, en dehors des infrastructures et de la logistique non adaptées à la condition des femmes et des personnes vivant avec un handicap, les hommes ont plus de chance de se former dans les métiers du transport que les femmes et les disparités et contraintes sont plus accentuées en milieu rural qu'en milieu urbain.

Au regard de ce qui précède, Monsieur le Président de la République a donné des instructions aux ministres en charge de la fonction publique et des finances, d'accélérer les procédures nécessaires à l'exécution rapide d'un plan spécial de recrutement de personnes vivant avec un handicap diplômé dans la fonction publique, selon un quota déterminé.

1.3. GENRE DANS LES PROJETS PROGRAMMES

La prise en compte du genre dans les projets et programmes est érigée en critère d'éligibilité dans le cadre de l'évaluation et la sélection des projets du PAP2A.

Ainsi, des avancées significatives sont notées à travers l'analyse genre des projets/programmes inscrits dans le projet de loi de finances 2023. La démarche méthodologique utilisée dans le choix de la liste des projets ci-après s'est basée sur l'outil développé par le **comité d'aide au développement** de l'OCDE. C'est un indicateur de politique utilisé pour suivre l'affectation des ressources des bailleurs de fonds visant à promouvoir l'égalité de genre.

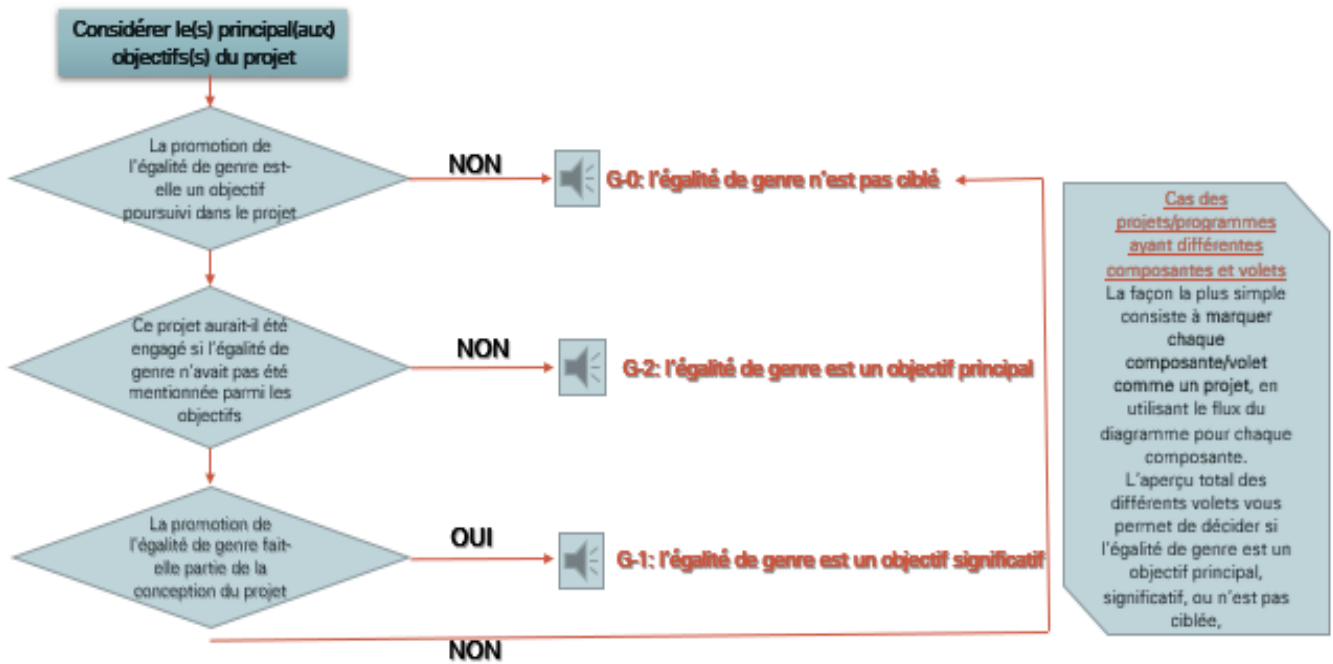
Selon l'OCDE, une activité devrait être classée comme « **orientée vers l'égalité homme-femme** » si elle :

- vise à renforcer l'égalité homme-femme et l'autonomisation des femmes;
- réduit les discriminations et les inégalités fondées sur le sexe.

L'objectif d'égalité de genre est explicitement mis en évidence dans la documentation concernant l'activité, à travers des mesures destinées à :

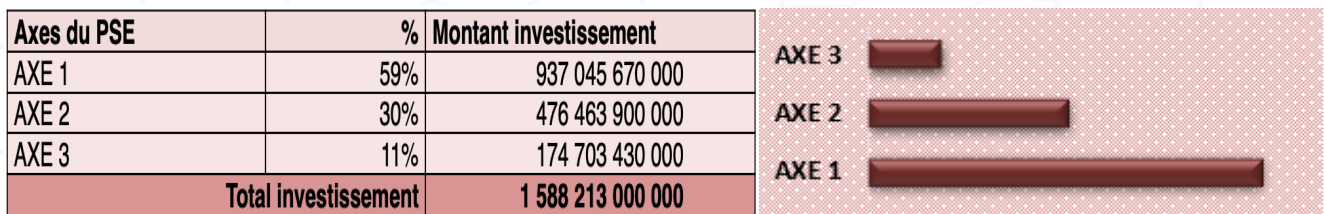
- réduire les déséquilibres dans les rapports de forces entre hommes et femmes, garçons et filles, au niveau social, économique ou politique; faire en sorte que l'activité bénéficie autant aux femmes qu'aux hommes, ou remédier à des discriminations passées; ou
- développer ou renforcer la politique, la législation et les institutions propres à garantir l'égalité de genre ou empêcher la discrimination.

Méthodologie du marqueur de politique d'égalité de genre de l'OCDE



Cette démarche permet de faire un listing des principaux projets/programmes intégrant la dimension genre afin de corriger les injustices et autres discriminations à l'égard des femmes pour un développement inclusif.

Dans le projet de loi de finances 2023, le montant destiné à l'investissement s'élève à **1 588,2 milliards FCFA** réparti par axe du PSE, comme suit.



Source : DPB/DGB/MFB

Tableau : liste des principaux projets intégrant le genre par sections inscrit dans le projet de loi de finances 2023

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENDRE OCDE		LFI 2023		Financement
		GEN 2	GEN 1	Total AE	Total CP	
Primature	PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD)		X	968 972 832	968 972 832	AFD
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SENEGAL		X	4 734 698 245	4 734 698 245	BM
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION / PHASE III		X	1 000 000 000	1 000 000 000	Etat
TOTAL SECTION 30				6 703 671 077	6 703 671 077	
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	FONDS CREDIT FEMMES DE LA DIASPORA	X		450 000 000	450 000 000	Etat
	PROJET D'ASSISTANCE A LA LUTTE ANTI MINES EN CASAMANCE		X	300 000 000	300 000 000	ETAT
TOTAL SECTION 31				750 000 000	750 000 000	

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2023		Financement
		GEN 2	GEN 1	Total AE	Total CP	
Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	PROJET D'APPUI A LA PHASE PILOTE DU REGIME SIMPLIFIE DE PROTECTION SOCIALE POUR L'ECONOMIE NON FORMELLE		X	200 000 000	200 000 000	
TOTAL SECTION 37				200 000 000	200 000 000	
Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	AIRES DE TRANSFORMATION (CREATION DE TROIS POLES ET D'AUTRES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENT DE PECHE MARITIME)		X	1 000 000 000	1 000 000 000	Etat
	PROGRAMME DE GESTION ET MAITRISE DE LA VALEUR AJOUTEE DANS LES FILIERES HALIEUTIQUES ET AGRO ALIMENTAIRE PAR UNE CHAINE DU FROID	X		500 000 000	500 000 000	Etat/Inde
	PROJET D'UN COMPLEXE FRIGORIFIQUE A HANN		X	400 000 000	400 000 000	Etat
	PROJET MOTORISATION DES PIROGUES			1 500 000 000	1 500 000 000	Etat
TOTAL SECTION 40				3 400 000 000	3 400 000 000	
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES NON CLASSES / EMPLOI DES JEUNES	X		6 690 000 000	6 690 000 000	Etat
TOTAL SECTION 41				6 690 000 000	6 690 000 000	
Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	PROGRAMME ZERO DECHET			600 000 000	600 000 000	BM
	PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)			7 284 909 422	7 284 909 422	
	PROGRAMME D'ACCELERATION DE L'OFFRE EN HABITAT SOCIAL			466 466 683	466 466 683	
TOTAL SECTION 46				8 351 376 105	8 351 376 105	
Ministère de l'Agriculture, de l'Equipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	APPUI EXPLOITATIONS FAMILIALES A MATAM PH II		X	4 404 863 391	4 404 863 391	Etat/AFD
	PROJET D'AMENAGEMENT DES FERMES INTEGrees VALORISANT LES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PAFIVERFH) / EMPLOI JEUNES		X	15 500 000 000	6 500 000 000	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE		X	1 500 000 000	500 000 000	BID
TOTAL SECTION 42				21 404 863 391	11 404 863 391	
Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	PROGRAMME DE MODERNISATION DES MARCHES DE SYNDICAT PIKINE, SANDAGA, ZIGINCHOR, DIORBEL ET KAOLACK	X		5 000 000 000	3 000 000 000	Etat
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE SOUS REGIONAL A DIAOBE	X		250 000 000	250 000 000	Etat
	PROJET DE PLATEFORME DE COMMERCE ELECTRONIQUE (EX PROJET D'EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION EN COMMERCE ELECTRONIQUE)		X	55 000 000	55 000 000	Etat
	PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE		X	10 000 000 000	1 500 000 000	Etat
	PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PETER) / VOLET PME		X	2 500 000 000	2 500 000 000	Banque Mondiale
	PROJET DE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES DE VALORISATION DES PRODUITS LOCAUX EN MILIEU RURAL	X		100 000 000	100 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE DE L'ANACARDE SENEGALAISE (PACAS)		X	500 000 000	500 000 000	Etat
TOTAL SECTION 45				18 405 000 000	7 905 000 000	
Ministère de l'Education nationale	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION AU SENEGAL (PADES)		X	1 500 000 000	1 500 000 000	Etat
	PROGRAMME EDUCATION USAID 2021-2025		X	5 310 217 549	5 310 217 549	USAID
	PROGRAMME "Faire l'Ecole"		X	663 299 451	663 299 451	Italie
	PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES		X	4 709 404 955	4 709 404 955	BOAD/Etat

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2023		Financement
		GEN 2	GEN 1	Total AE	Total CP	
	PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES (LOT 2)		X	25 643 000 000	4 143 000 000	BOAD/Etat
	PROJET D'APPUI AU SYSTEME EDUCATIF DE BASE AU SENEGAL (PASEB)	X		2 333 082 888	2 333 082 888	Italie
	PROJET DE RENFORCEMENT DE L'APPUI A LA PROTECTION DES ENFANTS DANS L'EDUCATION (RAP)	X		369 824 606	369 824 606	Canada
	PROJET DE RESORPTION DU DEFICIT EN MOBILIERIS SCOLAIRES		X	1 664 285 922	1 664 285 922	Etat
	PROJET GOUVERNEMENT TO GOUVERNEMENT (GTG)	X		222 974 448	222 974 448	USAID
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LA REGION DE DAKAR (PADEM)		X	500 000 000	500 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LES REGIONS DE DAKAR - THIES ET KAOLACK (PADEM) - PHASE 2		X	1 500 000 000	1 500 000 000	AFD
	PROJET RESSOURCES NUMERIQUES POUR TOUS			660 000 000	660 000 000	Etat
TOTAL SECTION 50				45 076 089 819	23 576 089 819	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	SEN/031 - PIC IV - PROGRAMME SANTE ET PROTECTION SOCIALE		X	389 278 592	389 278 592	Luxembourg/Etat
	APPUI A LA PROMOTION DES AINES		X	50 000 000	50 000 000	Etat
	AUTONOMISATION DES FAMILLES DANS LES VILLAGES DE RECLASSEMENT SOCIAL		X	50 000 000	50 000 000	Etat
	PROJET DE PRODUCTION DES CARTES D'EGALITE DES CHANCES	X		62 233 625	62 233 625	Etat
	PROJET DE READAPTATION A BASE COMMUNAUTAIRE HANDICAPES		X	120 000 000	120 000 000	Etat
	AMELIORATION SANTE ET BIEN ETRE ADOLESCENTS ET JEUNES REGIONS (ZIGUINCHOR SEDHIOU KOLDA TAMBA ET KEDOUGOU)		X	4 445 039 000	4 445 039 000	ACDI
	AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE DANS LES REGIONS DE SEDHIOU ET DE KOLDA	X		2 497 512 135	2 497 512 135	AFD
	INVESTIR DANS LA SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT (ISMEA)	X		1 647 000 000	1 647 000 000	Banque Mondiale/Etat
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE (FATICK ET KAOLACK))	X		1 580 000 000	1 580 000 000	Corée du Sud
	PROGRAMME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE/SR	X		4 594 454 179	4 594 454 179	USAID/FNUAP/OMS/UNICEF/Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEMME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE DANS LA REGION CENTRALE DU SENEGAL	X		32 172 781	32 172 781	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE MATERNELLE, ENFANTILE ET NEONATAL (PRESMEN)	X		30 000 000	30 000 000	Etat
	SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DU NOUVEAU-NE	X		3 065 000 000	3 065 000 000	Belgique
	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU POLE MERE - ENFANT DE DIAMNIADIO	X		3 600 000 000	3 600 000 000	Chine
TOTAL SECTION 54				22 162 690 312	22 162 690 312	
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE		X	3 316 550 000	3 316 550 000	Etat
	VOLONTAIRES SERVICE CIVIQUE NATIONAL		X	83 782 800	83 782 800	Etat
	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)		X	3 540 320 802	3 540 320 802	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU SENEGAL (PRODAC)/BID		X	22 920 256 742	6 074 136 694	Etat/PTF
	SANTE REPRODUCTION JEUNES PHASE 3			575 400 000	575 400 000	Etat
TOTAL SECTION 55				30 436 310 344	13 590 190 296	
Ministère de l'Environnement du	PROGRAMME DE REBOISEMENT / EMPLOI DES JEUNES		X	3 600 000 000	3 600 000 000	Etat

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2023		Financement
		GEN 2	GEN 1	Total AE	Total CP	
Développement Durable et de la Transition Ecologique						
TOTAL SECTION 56				3 600 000 000	3 600 000 000	
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'UNITES INDUSTRIELLES DE TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES POUR LES FEMMES (agriculture, élevage et pêche)	X		500 000 000	500 000 000	Etat
	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES DEPARTEMENTAUX POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES (CEDAF)	X		562 300 000	562 300 000	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET D'APPUI A L'EMPLOI DES JEUNES FILLES	X		27 700 000	27 700 000	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DES FEMMES TRANSFORMATRICES DE CEREALES LOCALES	X		140 000 000	140 000 000	Etat
	APPUI A L'ACCELERATION DE L'ABANDON DE L'EXCISION / FNUAP / POPULATION	X		45 000 000	45 000 000	Etat
	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SENEGAL (PADESS)	X		2 773 828 000	2 773 828 000	Etat/Italie
	PROJET D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DES METIERS ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/PALAM/PHASE II		X	5 410 179 083	5 410 179 083	Etat/BID
	PROJET D'APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EQUILITE ET L'EGALITE DE GENRE (PASNEEG) PHASE 2	X		258 850 845	258 850 845	Etat/Italie
	PROJET D'APPUI A L'EMERGENCE DES FAMILLES PRODUCTIVES ET A L'INSERTION DES JEUNES		X	1 201 615 108	1 201 615 108	Etat/PNUD
	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'UN CENTRE NATIONAL DE PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE "ONE STOP CENTER"	X		200 000 000	200 000 000	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES MENAGES CONTRE LA COVID-19		X	390 504 006	390 504 006	Etat/Italie
	PROJET DE RENFORCEMENT DES GROUPEMENTS FEMININS	X		132 487 760	132 487 760	Italie
	PROJET GENRE / PROGRAMME POPULATION / FNUAP	X		50 000 000	50 000 000	Etat
TOTAL SECTION 58				11 692 464 802	11 692 464 802	
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL		X	625 000 000	625 000 000	Etat
	FONDS DE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE (3FPT/ONFP) /CFCE		X	30 000 000 000	30 000 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS (PDCEJ)		X	3 593 987 107	3 593 987 107	Etat/AFD
	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE		X	900 000 000	900 000 000	Etat
TOTAL SECTION 59				35 118 987 107	35 118 987 107	
Charges non Réparties	FONDS NATIONAL POUR L'ENTREPRENARIAT RAPIDE		X	20 800 285 774	20 800 285 774	Etat
	PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES PAVAGE / AGETIP	X		2 860 000 000	2 860 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI A LA VALORISATION DES INITIATIVES ENTREPRENARIALES (PAVIE)	X		1 500 000 000	1 500 000 000	BAD
	PROJET DE REALISATION DU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET D'INNOVATION DE LA DER		X	4 815 000 000	4 815 000 000	Etat
TOTAL SECTION 60				29 975 285 774	29 975 285 774	
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	FONDS DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS PRORITAIRES (FONGIP)		X	2 000 000 000	2 000 000 000	Banque Mondiale
	CONTREPARTIE 7ème PROGRAMME FNUAP		X	172 000 000	172 000 000	Etat

INSTITUTIONS/MINISTERE	PROJETS	MARQUEUR GENRE OCDE		LFI 2023		Financement
		GEN 2	GEN 1	Total AE	Total CP	
TOTAL SECTION 61				2 172 000 000	2 172 000 000	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	PROJET D'AMELIORATION FILIERE CUIRS ET PEAUX		X	115 000 000	115 000 000	Etat
	PLAN DE RELANCE DE L'AVICULTURE SENEGALAISE		X	205 975 841	205 975 841	Etat
	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FOURRAGERES (PDCF)		X	560 610 296	560 610 296	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAITIERE		X	1 007 880 883	1 007 880 883	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE FAMILIALE		X	135 000 000	135 000 000	Etat
TOTAL SECTION 62				2 024 467 020	2 024 467 020	
Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	PROJET ENTREPRENEURIAT NUMERIQUE FEMININ			235 000 000	235 000 000	Etat
	PROJET HANDICAP ET TIC			200 000 000	200 000 000	Etat
TOTAL SECTION 63				435 000 000	435 000 000	
Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	PROGRAMME DE CONTRASTE A LA MIGRATION ILLEGALE A TRAVERS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI II)		X	2 773 571 000	2 773 571 000	Etat/Italie
	PROGRAMME DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE (PROMISE)		X	6 505 681 876	6 505 681 876	Etat/PTF
TOTAL SECTION 64				9 279 252 876	9 279 252 876	
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR)		X	17 071 592 408	5 628 737 156	Banque Mondiale
	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES SYSTEMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TROIS VILLES : SAINT LOUIS, KAOLACK ET KOLDA		X	1 100 000 000	1 100 000 000	BEI
	PROJET D'ACCES DURABLE A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT G2G/USAID		X	4 279 148 488	3 622 949 361	USAID/Etat
				22 450 740 896	10 351 686 517	
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	CREATION CENTRES RECHERCHE ET D'ESSAIS	X		475 149 770	475 149 770	Etat
	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME SENEGALAIS POUR L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES (PSE J)		X	1 500 000 000	1 500 000 000	Etat
	PROJET DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DU PALMIER A HUILE	X		350 000 000	350 000 000	Etat
TOTAL SECTION 75				2 325 149 770	2 325 149 770	
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé Sociale et Territoriale	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA MODERNISATION DES AXES ET TERRITOIRES FRONTALIERS (PUMA)		X	12 022 000 000	12 022 000 000	Etat
	PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)		X	10 500 000 000	10 500 000 000	Banque Mondiale, BID, Fonds Saoudien
	FONDS DE SOLIDARITE		X	500 000 000	500 000 000	Etat
	PROGRAMME D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX		X	3 560 000 000	3 560 000 000	BM
	PROGRAMME NATIONAL DE BOURSES DE SECURITE FAMILIALE	X		35 000 000 000	35 000 000 000	Etat
TOTAL SECTION 84				61 582 000 000	61 582 000 000	
				344 985 349 293	274 040 174 866	
TOTAL GENERAL				344 985 349 293	274 040 174 866	

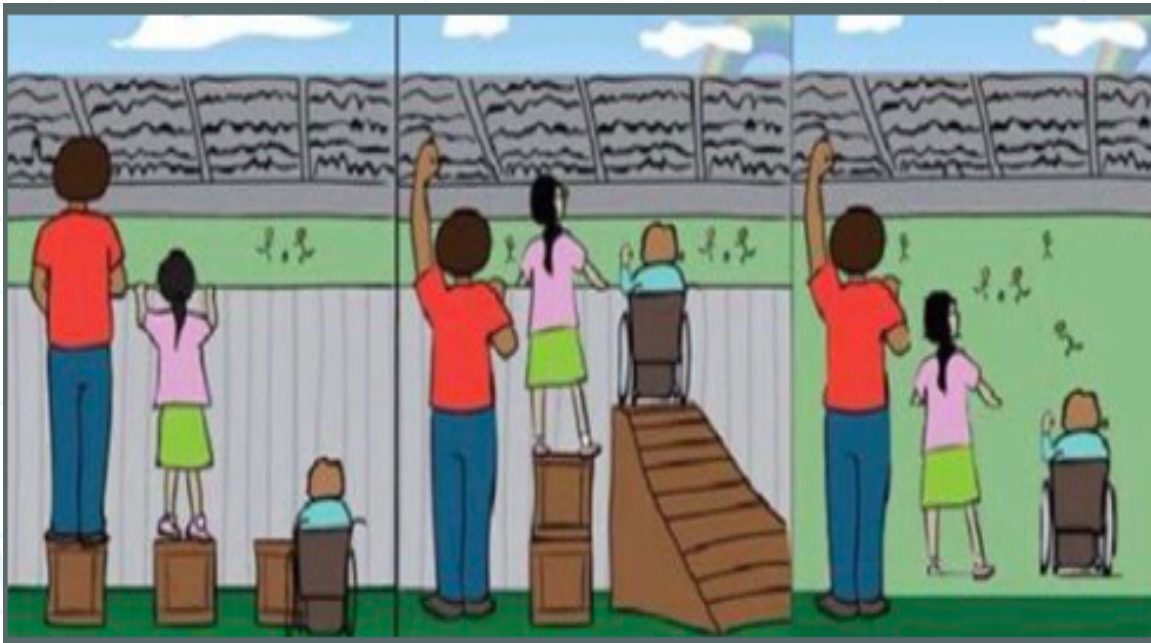
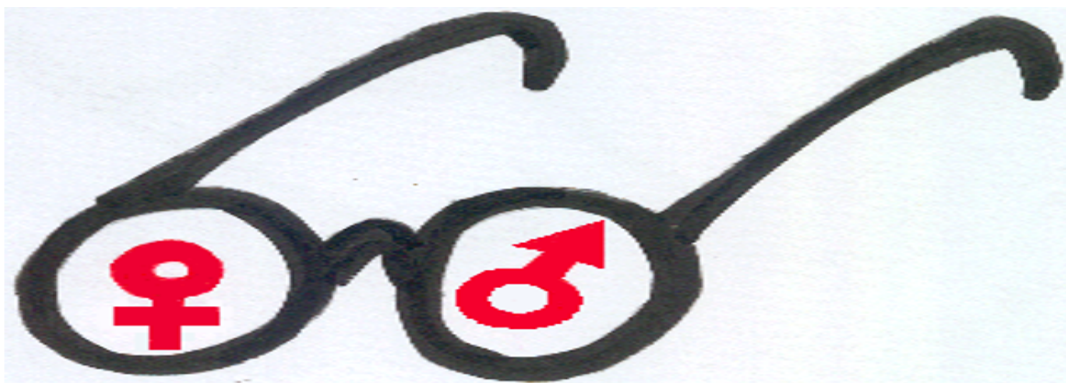
Source : DPB/DGB/MFB, données PIP 2023-2025

Il ressort du tableau ci-dessus que le montant dédié aux activités genre dans le **Projet de loi de finances 2023** est de **274 040 174 866 FCFA** représentant près de **17,3%** du montant total prévu pour l'investissement.

Selon l'approche par le **marqueur G de l'OCDE**, les projets dont le genre est un **objectif principal** représentent **4,8%** du montant prévu pour l'investissement et **11,7%** pour les projets dont le genre est considéré comme un **objectif significatif**.

BUDGETISATION SENSIBLE AU

GENRE



II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES

En application de l'arrêté primatorial n°009159 du 26 mars 2013 portant prise en compte du genre dans l'action gouvernementale et conformément aux directives de Monsieur le Président de la République, les départements ministériels ont traduit en actes concrets la volonté affichée du Gouvernement. Ainsi, partant des disparités de genre décelées dans la liste d'actions et d'activités de leurs programmes budgétaires, les ministères ont proposé des activités correctrices allant dans le sens d'une discrimination positive à l'égard des couches les plus vulnérables, en l'occurrence les femmes, les enfants et les personnes à besoins spécifiques.

Cette deuxième partie du document présente, pour chaque ministère, le bilan de réalisations 2021, les contraintes, défis et perspectives ainsi que la Maquette de BSG.

1. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE)

⇒ Bilan des réalisations

Soucieux de la promotion de l'égalité de genre, le MAESE veille à ce que l'égalité hommes/femmes soit une composante transversale et intégrée à tous les niveaux d'intervention. Sous cet angle, des outils de concertation, de formation et des instruments méthodologiques sont conçus aux fins d'intégrer la dimension genre dans l'ensemble des programmes de développement appuyés par la coopération bilatérale, régionale et multilatérale à travers notamment :

- la mise en place d'une ligne de crédit et un système de financement (Fonds crédits femmes) adapté aux activités des organisations féminines, pour aider les femmes à développer des activités génératrices de revenus et à renforcer leurs capacités managériales et techniques ;
- l'organisation régulière de campagnes de sensibilisation au profit des diplomates affectés à l'étranger dans le cadre du mouvement annuel du personnel afin de les sensibiliser sur les questions liées à l'égalité de genre ;
- la disponibilité des données ventilées par sexe ;
- la poursuite de la politique de responsabilisation des cadres femmes dans le programme managérial. A cet effet, plusieurs mesures ont été entreprises en faveur de la promotion des femmes aux postes de décision et des fonctions d'encadrement, en vue d'améliorer leur taux de représentativité. Par ailleurs, il faut noter qu'au sein du département, 39% des femmes fonctionnaires occupent des postes de responsabilités.

⇒ Contraintes et perspectives

Certaines contraintes persistent et plombent la prise en compte correcte du genre dans les actions du département.

S'agissant des défis, ils sont nombreux et ont trait :

- au renforcement du soutien, par l'entremise des postes diplomatiques et consulaires, aux opératrices économiques et les mouvements associatifs où les femmes sont sous représentées ;
- à l'optimisation de l'assistance aux couches vulnérables, notamment les femmes de ménage évoluant dans les pays arabes surtout dans les monarchies du golfe, pour lutter contre les violences exercées à leur encontre, exacerbées par les mesures restrictives engendrées par la maladie virale. A cet égard, cet appui consistera à faciliter l'accès à la justice et aux soins sociaux ;
- à la disposition de données sexo-spécifiques.

En termes de perspectives, il est attendu, de poursuivre la promotion de l'égalité de genre et de renforcer la sensibilisation à l'autonomisation des femmes.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Modernisation de la gestion des ressources humaines et amélioration des conditions de travail	Les femmes cadres du MAESE ayant des postes de responsabilités sont promues	Améliorer les processus de gestion	Taux de femmes cadres accédant à des postes de responsabilités	39%	50%	-
Coopération bilatérale et multilatérale	Représentation du Sénégal au sein des organisations internationales	La présence des cadres sénégalaises au sein des organisations internationales est renforcée	Favoriser la participation active des cadres dans les instances internationales et une présence renforcée des organisations internationales au Sénégal	Nombre de cadres sénégalais présents dans les PDC ou instances de décision des Organisations multilatérales	6%	10	6 000 000
Promotion de la Diplomatie économique	Promotion de la diplomatie économique	Les capacités des acteurs de la diplomatie économique renforcées	Organiser des séminaires de mise à niveau et de renforcement des capacités des acteurs économiques publics et privés sur les mutations et enjeux économiques internationaux	Nombre de femmes d'affaires sénégalaises formées et accompagnées	3%	7%	23 727 272
Gestion des Affaires consulaires et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	Protection et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	Les politiques favorables à l'entrepreneuriat et à l'auto-emploi sont promues.	Fonds crédits femmes	Taux de projets de la Diaspora financés	67%	90%	450 000 000
		La protection et l'assistance des Sénégalaises de l'extérieur sont améliorées	Accompagner et orienter les Sénégalais de l'Extérieur	Taux de demandes satisfaites en matière de protection sociale et juridique/nombre reçu	20	80%	4 000 000
TOTAL SECTION 31							483 727 272

2. Ministère des Forces armées (MFA)

⇒ Bilan des réalisations

Le MFA a décidé d'œuvrer à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre en intégrant progressivement les femmes dans les armées et la Gendarmerie. A cet effet, toutes les mesures nécessaires sont prises afin que son personnel, hommes et femmes confondus, puisse évoluer équitablement dans un environnement tenant compte de leurs sexo-spécificités. Ainsi, sur cette base la Stratégie sectorielle genre des Forces Armées (SSG/ FA) 2012-2022 a été élaborée.

Après huit (8) années de mise en œuvre, les autorités ont jugé utile d'évaluer ladite stratégie en vue de son actualisation. A cet effet, le MFA a sollicité et obtenu l'assistance de l'Ambassade du Canada, par le biais de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix. La tenue d'un atelier d'harmonisation et de validation du rapport d'évaluation à mi-parcours de la SSG/FA en mars 2022 a permis de :

- restituer le rapport d'évaluation aux différentes parties prenantes ;
- recueillir les avis et orientations des différents participants ;
- favoriser l'échange et toute contribution pour le renforcement du rapport ;
- analyser et valider la proposition de mise à jour de la SSG/FA 2021-2025 ;
- valider la proposition de mise à jour de la SSG/FA 2021-2025 ;
- proposer une feuille de route.

Il convient de noter également :

- la finalisation du cadre logique pour la mise en œuvre de la SSG/FA ;
- l'identification de partenaires pour la mise en œuvre de la SSG/FA ;
- la rédaction de projets rentrant dans le cadre de la mise en œuvre de la SSG/FA ;
- la tenue de dix (10) réunions d'appui-conseil via zoom avec Elsie Canada ;
- l'identification de deux partenaires de mise en œuvre de la SSG/FA ;
- le suivi et les orientations des demandes de financement pour la mise en œuvre de la SSG/FA ;
- le plaidoyer ayant abouti à la signature du décret sur la généralisation de l'indemnité représentative de logement (IRL) ;
- les activités de relecture et de correction des projets des partenaires CHEDS et FAS ;
- l'élaboration de plan d'action annuel ;
- la coordination d'activités avec les divisions genre de la Gendarmerie et des Armées.



Fonds de l'Initiative Elsie

L'Armée sénégalaise devient le dernier bénéficiaire en date du Fonds de l'Initiative Elsie



La cérémonie commémorative de la Journée des Forces armées au camp Dial Diop et logos du Projet d'évaluation des obstacles à la participation des femmes des armées dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (ELSIE)

⇒ Contraintes et perspectives

Malgré les acquis, des contraintes sont notées avec notamment :

- le manque de ressources matérielles et humaines ;
- la forte mobilité des officiers, chefs de divisions genre.

Dans le court et le moyen termes, au regard de l'importance et de l'enjeu de l'intégration du genre dans les armées, la stratégie 2023 sera essentiellement centrée sur la mise en œuvre des activités déclinées dans la maquette BSG ci-après.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs Cibles	Budget
Pilotage coordination et gestion administrative	Pilotage	Le suivi-évaluation des actions de la SSG/FA est fait	Évaluer la stratégie sectorielle genre du MFA	Rapport de suivi	0	1 rapport	3 500 000
		La compréhension du programme ELSIE est harmonisée	Organiser un atelier d'harmonisation du programme ELSIE	Rapport de l'atelier	0	1 rapport	3 293 000
Défense du territoire national	Défense terrestre	Les sexo-spécificités sont prises en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	5%	100%	17 490 000
	Défense aérienne	Les sexo-spécificités sont prises en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	6%	100%	
	Défense fluviomaritime	Les sexo-spécificités sont prises en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	3%	100%	
	Logistique interarmées	Les sexo-spécificités sont prises en compte	Organiser un séminaire de formation sur le genre	Niveau de prise en compte du genre dans la construction des infrastructures et dans les textes	8%	100%	

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs Cibles	Budget
Sûreté publique et maintien de l'ordre	Soutien gendarmerie	La morphologie féminine est prise en compte dans la confection des tenues de la gendarmerie	Organiser des visites de suivi de la mise en œuvre	Rapport d'activités	10%	100%	4 670 000
		Le rayonnement des femmes est amélioré dans la gendarmerie	Organiser des ateliers de formation, coaching, conseil, mentorat,)	Taux d'autonomisation des femmes	8%	100%	12 270 000
Total							41 223 000
Imprévus 5 %							2 061 150
TOTAL SECTION 32							43 284 150

3. Ministère de l'Intérieur (MINT)

⇒ Bilan des réalisations

Les principales réalisations de l'année 2021 portent principalement sur :

- la réalisation de l'audit genre ;
- la validation de l'audit genre par le MINT ;
- l'élaboration d'un Plan d'Institutionnalisation du Genre (PIG) ;
- l'élaboration d'un plan quinquennal d'activités genre.

⇒ Contraintes et perspectives

Malgré les efforts consentis jusque-là, une lente progression de l'appropriation du genre reste la principale contrainte. A cela s'ajoute le manque de formation et de ressources financières.

Quant aux principaux défis, ils sont relatifs à :

- l'organisation de sessions de renforcement des capacités sur la dimension genre à l'attention du personnel ;
- la disponibilité d'indicateur sexo-spécifiques ;
- l'appropriation de la SNEEG ;
- l'intégration du genre dans le fonctionnement des administrations du ministère.

Pour le court et le moyen termes, la stratégie sera axée sur la mise en œuvre des activités ci-après déclinées.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Action du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles	Budget
Pilotage, coordination et gestion administrative	Coordination administrative, planification et suivi-évaluation	Le cadre juridique de la gouvernance et de la sécurité intérieure est sensible au genre	Elaborer une étude de la stratégie de communication de l'approche genre	Etude validé	0	1 document	2 000 000
		Un égal accès des hommes et des femmes aux postes	Organiser un atelier d'élaboration de la charte	Adoption de la charte d'autonomisatio	0	1 document	3 824 000

Programme budgétaire	Action du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles	Budget
		de responsabilités au ministère	d'autonomisation des femmes du MINT	n des femmes du MINT			
			Financer une étude de faisabilité pour un projet de responsabilisation et promotion des femmes du MINT	Validation d'un projet de responsabilisation et promotion des femmes du MINT	0	1 document	6 000 000
		Les capacités des acteurs sensibles au genre sont renforcées	Former les acteurs à la planification et à la budgétisation sensible au genre	Rapport de l'atelier	0	15 cadres formés (Gouverneurs – Préfets – Sous-préfets – Directeurs)	8 000 000
			Organiser une journée de sensibilisation sur l'importance de l'égalité H/F	Rapport de la journée de sensibilisation	0	Rapport validé	3 585 000
			Organiser des sessions de renforcement de capacité sur le genre	Rapport	0	Gouverneurs, Préfets, Sous-préfets et Points focaux	9 125 000
TOTAL SECTION 33							32 534 000

4. Ministère de la Justice (MJ)

⇒ Bilan des réalisations

Les activités réalisées par la cellule genre et équité du Ministère de la Justice ont porté principalement sur :

- l'étude d'approfondissement du genre au niveau de la Direction de l'administration pénitentiaire (MAC Rufisque et Liberté 6);
- la formation en genre des chefs de services ;
- la formation en gestion axée sur les résultats des points focaux genre ;
- la distribution de kit d'hygiène et de Wax à la MAC de Rufisque pour la Journée du 08 Mars ;
- le lancement de la campagne de sensibilisation sur la brochure « Extraits et commentaires d'instruments juridiques pour l'équité et l'égalité de genre » ;
- la procédure en cours d'introduction du module genre dans les formations continues et initiales au niveau du centre de Formation judiciaire (CFJ) ;
- l'organisation d'un séminaire sur l'élaboration du PTA 2021 de la cellule ;
- l'organisation de la journée internationale de la fille ;
- l'implication au vote de la loi criminalisant l'acte du viol et de la pédophilie qui a été un temps fort de l'année 2019 ;
- le lancement de l'audit genre du département ;

- le lancement, en rapport avec Konrad Adenauer Stiftung de la première phase du projet de réalisation d'un recueil en langue française destiné à la publication, intitulé « Extraits et commentaires d'instruments juridiques pour l'équité et l'égalité de genre » ;
- la campagne de sensibilisation sur la loi criminalisant le viol et la pédophilie avec les mairies de Derklé et Pikine Nord, les assesseurs et les syndicats des travailleurs et employeurs ;
- l'élaboration de la brochure de partage, d'information et de vulgarisation et sa traduction en trois langues nationales (wolof, pular, sérère) ;
- la formation des points focaux sur la loi criminalisant le viol et la pédophilie ;
- la formation des points focaux sur le leadership féminin.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Comme les années précédentes, l'insuffisance des ressources financières reste la contrainte majeure dans l'exécution des activités de la cellule. En 2021, s'y est ajoutée la pandémie qui a engendré des lenteurs administratives se répercutant inévitablement sur l'agenda du plan d'action de la cellule.

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen termes sera axée sur :

- la finalisation de l'audit genre ;
- le renforcement des capacités du top management et des points focaux ;
- la continuité du programme de vulgarisation de la loi criminalisant le viol et la pédophilie ;
- la vulgarisation de la brochure.

⇒ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Justice judiciaire	Traitement et jugement des contentieux	Les décisions de justice sont rendues de manière équitable	Renforcer les capacités du personnel judiciaire en genre	Nombre de magistrats formés en genre	30	40	6 000 000
				Nombre de greffiers formés en genre	20	35	8 000 000
				Nombre d'auditeurs de justice formés en genre	15	30	6 000 000
Accès à l'information juridique	Accès à l'information juridique et à l'aide juridictionnelle	Une justice plus proche du justiciable	Vulgariser et sensibiliser les populations sur l'accès aux droits	Nombre de sessions de communication organisées	4	9	21 000 000
Programme pénitentiaire	Vie du détenu	Améliorer les conditions de détentions des détenus	Mener une étude sur la capacité d'accueil des	Effectif de la population carcérale par sexe	0	Un rapport	3 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
			lieux de détention				
Education surveillée et protection de l'enfant	Vie de l'enfant en danger et ou en conflit avec la loi	Dispositif de prise en charge du mineur en danger et/ou en conflit avec la loi renforcée	Renforcer les capacités des éducateurs spécialisés sur le genre	Ratio éducateurs formés	50%	65%	8 000 000
			Organiser les sessions de formations techniques	Nombre de mineurs ayant bénéficié de formations techniques (h/f)	954	1050	12 000 000
Pilotage, coordination et gestion administratif	Pilotage stratégique et opérationnel	Le genre est institutionnalisé au MJ	Procéder à l'audit genre du ministère de la justice	Disponibilité du document d'audit genre du ministère	Rapport d'étude	Rapport de l'audit genre	27 966 000
TOTAL SECTION 34							91 966 000

5. Ministère de la Fonction publique et de la Transformation du Secteur public (MFPTSP)

⇒ Bilan des réalisations

Le MFPTSP poursuit son engagement à mettre en œuvre la SNEEG à travers la stratégie d'Intégration du Genre (IG) à tous les niveaux.

Le plaidoyer porté par la Cellule Genre et de l'Équité pour une prise en compte de la dimension genre commence à porter ses fruits avec notamment, la mise en place d'une base de données désagrégées par sexe et l'équité dans le recrutement. Dans le dernier recrutement, il est noté une prédominance des femmes avec un taux de **55%** contre **45%** pour les hommes.

La démarche adoptée repose sur une prise en compte de la problématique des spécificités, des disparités et des inégalités entre les hommes et les femmes à travers l'ensemble de ses mécanismes d'organisation, de fonctionnement et d'intervention. En amont, les autorités du département veillent à ce que l'intégration de la vision d'IG dans les mandats et missions, les cadres et supports de travail soit effective.

A cet égard, la Cellule Genre et Équité a réactualisé la feuille de route du ministère pour l'IG et précisé les activités prioritaires. Pour impulser et appuyer l'IG à tous les niveaux, elle a adopté la triple démarche d'établissement d'un état des lieux de la situation en cours de l'IG, de renforcement des capacités des acteurs du ministère à l'IG et de planification des actions d'IG.

La feuille de route actualisée vise ainsi la réalisation d'un audit genre du ministère et l'adoption d'une politique genre, par ailleurs articulées à des sessions de renforcement des capacités à l'IG.

Concernant l'audit genre, la première phase sur le diagnostic a été réalisée de novembre 2020 à septembre 2021. Les résultats ont été validés au cours d'un atelier tenu le 08 septembre 2021.

La deuxième phase de l'audit portant sur l'analyse organisationnelle, documentaire, programmatique, le suivi-évaluation et la capitalisation et prospective, a démarré le 03 décembre 2021 et se poursuit en 2022.

L'étude du Profil Genre a permis de réunir des informations essentielles sur la situation professionnelle des hommes et des femmes du ministère, les disparités et inégalités qui marquent l'emploi au niveau du ministère.

La poursuite des sessions de renforcement des capacités à l'IG démarrées depuis 2019, s'est confirmée avec l'organisation en octobre 2021, d'une session de renforcement de capacités en **Leadership Genre, Développement personnel et Communication en public** à l'intention des points focaux et des personnes ressources du Ministère.

L'audit Genre est entamé en 2022 avec la collecte de l'information à travers l'analyse documentaire et la réalisation d'interviews individuels et de groupe. Le rapport intérimaire sur l'état des lieux de l'IG au niveau du ministère est élaboré et partagé en interne au cours d'un atelier ; ce qui a permis de renforcer les constats et recommandations pour le changement.

La dernière phase de l'audit pour la production d'un cadre stratégique et opérationnel d'IG ou Politique genre est entamée. Les propositions d'agenda et d'outils pour les rencontres participatives ont été conçus et attendent d'être partagés avec les acteurs afin d'être validés.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les contraintes à la prise en compte effective du genre dans le secteur, portent principalement sur :

- un faible niveau de représentation des femmes à des postes de responsabilité ;
- un manque de prise en charge de la dimension genre dans les mécanismes de gestion des ressources humaines ;
- l'absence d'outils et autres mécanismes d'intégration du genre dans les processus de planification et d'élaboration des documents et autres référentiels d'orientation stratégique, ainsi que dans les procédures et la réforme institutionnelle ;
- la faiblesse des capacités institutionnelles en matière de prise en charge de la dimension genre ;
- la faible disponibilité de statistiques ventilées selon le sexe comme base de classification par hiérarchie et corps des agents de l'Etat.

S'agissant des défis majeurs auxquels la cellule genre se trouve confrontée, ils portent, entre autres :

- la finalisation de l'audit genre en cours par l'adoption d'une politique genre ;
- l'appui aux différents services pour la mise en œuvre de la politique genre au niveau de leurs structures et programmes ;
- le renforcement des capacités des agents du ministère à l'intégration du genre dans la planification et le suivi-évaluation sensibles au genre à travers des ateliers de formation et d'échanges et de production d'outils d'IG ;
- le renforcement des capacités du top management sur la conduite et suivi de l'intégration du genre dans les services du Ministère ;
- le soutien du plaidoyer de la Cellule Genre pour le renforcement de ses capacités et de son leadership ;
- la contribution à la préparation et à l'organisation de la revue annuelle de mise en œuvre de la SNEEG.

A moyen terme, les priorités du MFPRSP sont ainsi déclinées :

- développer une stratégie de communication sensible au genre au sein du ministère et à travers ses interventions en direction des citoyens ;
- capitaliser les meilleures initiatives et pratiques d'IG qui ont produit des résultats ;
- entretenir une dynamique de partage et de valorisation des progrès enregistrés en termes d'IG et des impacts sur les hommes, sur les femmes et sur les relations de pouvoir ;
- mener une recherche action sur la prise en compte des disparités et inégalités de genre dans le secteur et les changements induits par la mise en œuvre de la politique genre du Ministère ;
- renforcer les capacités du top management pour un bon pilotage de l'institutionnalisation du genre dans les politiques publiques ;
- réaliser, en partenariat avec l'ANSD et l'université, une étude sur genre et emploi dans le secteur public.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Référence	Cibles 2023	Budget 2023
Fonction Publique	Modernisation de la gestion des ressources humaines	Le rapport de mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre est achevé	Mettre en œuvre le plan d'institutionnalisation du genre	Le rapport de mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre disponible	1	1	12 000 000
Renouveau du service public	Appui institutionnel à la modernisation du service public	Les capacités des agents sur la planification et le suivi-évaluation sensible au genre sont renforcées	Organiser des séances de renforcement de capacités des agents sur la planification et le suivi-évaluation sensibles au genre	Proportion d'agents H/F formés	40%	50%	6 000 000

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Référence	Cibles 2023	Budget 2023
Pilotage, gestion et coordination administrative	Pilotage, Gestion, coordination administrative	Les capacités du top management sur l'intégration du genre sont renforcées	Renforcement de capacités du top management sur l'intégration du genre dans les services du Ministère	% de responsables H/F formés sur l'intégration du genre dans les services du Ministère	50%	60%	6 000 000
	Coordination administrative	Le plan d'opérationnalisation du plan d'action genre est parachevé	Organisation un cadre de coordination et de suivi de l'IG entre la cellule et les points focaux	Nombre de sessions de suivi organisées et d'opérationnalisation du plan d'action genre disponible	4	4	10 000 000
TOTAL SECTION 35							34 000 000

6. Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions (MTDSRI)

⇒ Bilan des réalisations

Dans le cadre de l'institutionnalisation du genre, le MTDSRI a bénéficié de l'appui du projet « Ensemble vers la réforme du travail », financé par la GIZ et qui lui a permis d'organiser deux ateliers d'analyse genre (l'un à l'endroit des points focaux genre l'autre en faveur des Inspecteurs régionaux du Travail et de la Sécurité sociale).

Ces rencontres ont permis de renforcer les capacités des bénéficiaires sur le PSE, sur la SNEEG et sur les concepts liés au genre, avant de revisiter les documents stratégiques du Ministère, sous l'angle de la prise en compte du genre.

Le Ministère a aussi entamé, en 2021, le processus de réalisation de sa stratégie genre qui a permis de disposer, d'abord, du rapport d'audit genre du secteur et, ensuite, d'une stratégie quinquennale 2022-2026, validée en juillet 2022.

La célébration de la journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin 2021, à Thiadiaye a permis de convier les principaux acteurs de la protection de l'enfance à des échanges, afin de trouver les voies et moyens pour lutter contre toute forme d'enrôlement précoce des enfants dans des activités économiques tel que le travail domestique et le transport de marchandises comme charretier.

En vue de pallier le manque de données statistiques relatives aux enfants en situation de travail, un atelier de formation sur la collecte des données en matière de lutte contre le travail des enfants dans les servitudes domestiques et l'économie informelle a été organisé, les 17 et 18 novembre 2021, en vue d'assurer une meilleure implication des Inspecteurs et Contrôleurs du Travail.

Par ailleurs, le suivi du marché du travail a conduit à la publication du rapport annuel des statistiques du travail de 2021. Ce document fournit la liste restreinte d'indicateurs de suivi ci-après, dans le cadre de la RAC genre :

- le nombre de contrats enregistrés par l'inspection du travail et de la sécurité sociale désagrégé selon le genre ;
- la part des femmes dans les emplois créés par le secteur privé ;
- la répartition, par type, des contrats de travail visés par les inspecteurs du Travail et de la sécurité sociale, selon le genre ;
- la part des femmes dans les élections de délégués du personnel ;
- la proportion de femmes occupant des postes de responsabilités à tous les niveaux du ministère.

En outre, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19, le ministère a réalisé diverses activités sensibles au genre, dont :

- la mise à la disposition des partenaires sociaux et des inspections du travail et de la sécurité sociale de supports de communication (affiches, roll up) pour lutter contre la propagation de la maladie liée à la Covid-19 ;
- l'organisation d'une campagne de sensibilisation à l'intention des membres des comités d'hygiène et de sécurité du travail et des délégués du personnel, en vue d'une meilleure sensibilisation des travailleurs pour le respect des mesures barrières et l'adoption de comportements responsables en milieu professionnel et familial.

⇒ **Contraintes, défis et perspectives**

La principale contrainte du département, porte sur les difficultés rencontrées pour mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du PTA et l'engagement et la réceptivité des partenaires sociaux (syndicats, centrales syndicales, entreprises, établissements, etc.).

Les principaux défis à relever, portent essentiellement sur :

- la poursuite de l'engagement du Top management du Ministère pour l'institutionnalisation du genre au sein du secteur ;
- l'appropriation de la stratégie genre par tous les acteurs du MTDSRI, les administrations sous tutelle et les partenaires sociaux ;
- la mobilisation continue des membres de la CGE et de l'ensemble des acteurs et partenaires sociaux pour appuyer le département dans le plaidoyer pour l'institutionnalisation du genre dans ses mécanismes, interventions, et programmes.

Les perspectives sont indiquées dans la maquette ci-dessous :

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Gouvernance du marché du travail	Redynamisation du dialogue social et la négociation collective	Une appropriation de la stratégie genre par les partenaires sociaux et les administrations sous tutelle en vue de sa mise en œuvre	Vulgariser la stratégie genre avec et pour les partenaires sociaux et les administrations sous tutelle	Nombre de centrales syndicales et d'administration sous tutelle visités	40 personnes	Au moins 100 personnes (4 centrales syndicales et administrations sous tutelle)	4 000 000
		Le renforcement de la prise en compte du genre dans la réforme du Code du Travail et du Code unique de Sécurité sociale	Prise en compte des questions de genre dans la rédaction du nouveau Code du travail et du Code unique de sécurité sociale	Niveau de prise en compte du genre dans la rédaction du Code du Travail et du Code unique de Sécurité sociale	0	Les 2 documents	-
Protection sociale des travailleurs	Renforcement et extension de la protection sociale	Des entreprises sont sensibilisées sur la mise en œuvre de la Convention 183	Sensibiliser les entreprises pour la mise en place des crèches en milieu de travail	Nombre d'entreprises sensibilisées	0	5 entreprises	5 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage stratégique	Un guide de formation de formateurs sur le genre en milieu de travail est élaboré et édité	Elaborer et éditer un guide de formation de formateurs sur le genre en milieu de travail	Disponibilité du guide de formation de formateurs	0	01 document	12 000 000
		Un dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie genre est mis en place	Mettre en place un dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie genre	Disponibilité du texte	1	01 document	-
		La stratégie genre est vulgarisée au niveau du Ministère	Organiser deux ateliers de partage de la stratégie genre au sein du Ministère	Rapport des ateliers	0	2	12 000 000
TOTAL SECTION 37							33 000 000

7. Ministère des Pêches et de l'Economie maritime (MPEM)

⇒ Bilan des réalisations

Au regard de son rôle stratégique dans la sécurité économique, alimentaire et sociale, en termes de création d'emplois, de richesses, et d'équilibre de la balance commerciale, le PSE considère la pêche parmi les piliers de l'économie capables de soutenir une dynamique de croissance forte et durable.

Les résultats enregistrés par le secteur portent essentiellement sur :

- la formation de 800 acteurs dont 500 femmes financée par les 3FPT qui s'est déroulée du 16 août au 30 septembre 2021 ;
- la disponibilité d'infrastructures traditionnels et semi-modernes (fours traditionnels, Fours Thiaroye de Transformation (FTT), clés de séchage, hangars, abris, ...)

- la formation en traitement et analyse de données statistiques sensibles au Genre aux agents du Ministère ;
- la création d'un comité technique de suivi de l'étude Audit Genre en vue d'élaborer un Plan d'Institutionnalisation ;
- la modernisation des aires de transformation de Ndéppé à Rufisque, de Penccum Sénégal à Thiaroye, de Mbao et de Kafountine ;
- la construction des kiosques à poissons pour les femmes dans les régions fluviales ;
- l'acquisition de fours FTT dans la région de Fatick ;
- la réunion d'évaluation des dossiers des candidatures à l'appel d'offre de l'étude Genre ;
- la tenue d'un atelier de présentation et de validation de la note méthodologique.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Malgré ces acquis, le ministère reste confronté à des contraintes relatives à une bonne prise en compte du genre dans le cadre de mise en œuvre de ses activités notamment :

- la mauvaise hygiène des sites de transformation des produits artisanaux ;
- l'insuffisance de la formation et la faiblesse organisationnelle des actrices ;
- le manque d'intérêt des institutions de crédit pour le sous-secteur et les difficultés d'accès au crédit pour les actrices ;
- le manque de financements adaptés au développement aquacole ;
- l'érosion côtière due aux effets du changement climatique entraînant une dégradation visible des habitats et la raréfaction des ressources ;
- la faible représentativité des femmes dans les instances de décision aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau des organisations professionnelles et structures de gouvernance locale (exemple : sur les quarante Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA), seule une femme est coordonnatrice).

En termes de perspectives, la stratégie opérationnelle 2022 portera sur :

- l'intégration du genre dans les termes de référence, les outils et le système de collecte et de traitement de données dans toutes les études socio-économiques et d'évaluation d'impacts ;
- le renforcement des capacités de toutes les catégories du personnel en genre et en techniques d'intégration de l'approche genre dans les politiques, les mécanismes et interventions du Ministère ;
- la promotion de l'élection des femmes motivées compétentes et disponibles ayant des valeurs comme leaders ;
- la mise en place d'un outil financier adéquat pour appuyer la création d'activités génératrices des revenus pour les femmes et faciliter l'accès aux soins sanitaires (mutuelles de santé).

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Valeurs de référence	Cible 2023	Budget
Pêche et Aquaculture	Valorisation de la production halieutique et aquacole	Les produits halieutiques et aquacoles sont mieux valorisés	Créer des cadres de concertations pour les femmes mareyeuses micro mareyeuses et transformatrice	Le volume des produits transformés artisanalement	33 187	43 000	
CEPIA	Soutien et promotion des produits de la pêche	Les organisations professionnelles sont accompagnées	Appuyer et accompagner les organisations professionnelles	Nombre d'organisations professionnelles appuyées en matériels	10	25	Néant
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Pilotage et coordination	Le suivi évaluation des programmes est assuré	Orienter les programmes du sous-secteur pour une meilleure prise en compte de la dimension genre	Pourcentage de femmes dans l'exploitation de fermes aquacoles	32	...	Néant
TOTAL SECTION 40							

8. Ministère des Infrastructures, des Transports et du Désenclavement (MITD)

⇒ Bilan des réalisations

Avec la mise en place du **Programme d'Appui à la Gouvernance dans le Secteur des Transports terrestres (PAGOTRANS)** à travers le sous-volet « prise en compte des femmes dans le secteur des transports » le ministère a franchi un pas de plus dans l'amélioration de la représentation des femmes dans le secteur.

Partant du constat que sur les **2 600 véhicules** de l'Association de Financement des Professionnels du Transport urbain (AFTU) seules **65** appartiennent à des femmes, l'expert genre de PAGOTRANS plaide pour la création des conditions pour un meilleur développement de l'activité économique de certaines personnes (femmes et personnes vivant avec un handicap) avec, notamment, une offre de service spécifique à leur condition, la réduction du chômage des jeunes (filles) et la mise en place des conditions d'un développement intégré et harmonieux.

Par ailleurs, la cellule genre s'inscrit dans la dynamique d'institutionnaliser le genre dans les différentes missions du département avec l'élaboration du PTBA à l'issue de deux (2) réunions tenues avec les différents points focaux.



Programme d'appui à la gouvernance du secteur des transports terrestres: participation des femmes dans les métiers du transport

⇒ Contraintes, défis et perspectives

Les contraintes notées sont, entre autres :

- la difficulté à collecter l'information liée au genre au niveau des structures autonomes rattachées au département ;
- l'absence d'un audit pour faire l'état des lieux sur le niveau d'intégration du genre dans les politiques du département ;
- la faiblesse du budget alloué pour le déroulement des activités de la cellule genre ;
- l'absence de données désagrégées (indicateurs sensibles au genre) ;
- l'absence de formation des acteurs sur la budgétisation et le suivi-évaluation sensibles au genre.

Pour réussir cette politique d'intégration du genre dans les activités du département, une attention particulière devra être accordée aux défis ci-après : (i) l'appropriation parfaite de la dimension genre par le top management du ministère ; (ii) la promotion des femmes au niveau des postes de responsabilités et ; (iii) l'implication et la participation de la cellule genre dans les travaux de conception des projets et programmes du ministère.

En termes de perspectives, la stratégie opérationnelle déclinée sera mise en œuvre à travers la réalisation des activités suivantes :

- le démarrage du processus de l'audit genre pour la mise à disposition d'un Plan d'Institutionnalisation Genre (PIG) ;
- l'établissement d'une situation de référence du secteur ;
- la stabilisation des indicateurs à suivre dans un cadre de mesure des résultats ;
- un plaidoyer auprès de la tutelle pour une prise en compte de la dimension genre dans les activités des projets et programmes du ministère et mobiliser les ressources y afférentes.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	Les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation	Nombre d'ateliers tenus	2	3	15 000 000
		L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR de l'audit genre du ministère	TDR validés	0	01 rapport	5 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre pour le ministère	CMR genre validé	0	01 rapport annuel	6 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
		Les indicateurs sexospécifiques sont intégrés dans les documents budgétaires	Organiser des séances de travail avec les Responsables de programmes	Nombre d'indicateurs genre retenus par programme	0	01 indicateur genre par programme	0
TOTAL SECTION 41							26 000 000

9. Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire (MAERSA)

⇒ Bilan des réalisations

Dans le cadre de la relance du secteur agricole en vue d'atténuer les impacts négatifs de la Covid-19, le MAERSA a élaboré son Programme agricole de Relance économique et sociale (PARES) dont les actions majeures intégrant la préoccupation des femmes se présentent comme suit :

- la validation du programme agricole 2020-2021 axé principalement sur la résilience de l'économie rurale afin d'atténuer les impacts négatifs de la crise sanitaire sur le secteur agricole avec une rallonge de 20 milliards FCFA par rapport à l'année dernière, soit un budget total de 60 milliards FCFA ;
- la facilitation de l'écoulement des produits horticoles et de cueillette en souffrance par la mobilisation en urgence de fonds de commercialisation par l'Etat en rapport avec la DER d'un montant d'un (1) milliard FCFA ;
- la subvention à **100% de plus de 700 unités** de matériels agricoles motorisés destinés aux femmes et jeunes porteurs d'initiatives agricoles ;
- l'appel à contribution de PTF en intrants, matériels agricoles et produits phytosanitaires acquis pour un montant global estimé à 3 milliards FCFA, à travers les projets et programmes financés par ces institutions ;
- le Programme d'Appui au Développement agricole et à l'Entreprenariat rural-phase II (PADAER II) qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des petites exploitations familiales et à créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les femmes et les jeunes, à travers le développement de chaînes de valeurs agricoles et animales rentables, orientées vers le marché et résilientes aux changements climatiques ;
- dans le cadre de sa mission de lutter contre la pauvreté, de réduire les inégalités et de renforcer la résilience des petits producteurs aux crises multiformes, le soutien du PADAER II aux populations des zones d'intervention impactées par la pandémie du covid-19 à travers la mobilisation de plus de 3 milliards FCFA réparti comme suit:
 - 1 500 000 000 F CFA pour l'appui à la lutte contre le Covid-19 dont 20 millions FCFA destinés à l'achat et la fourniture de produits de protection

au profit des Comités régionaux de Gestion des Epidémies (CRGE) au niveau de ses 4 régions d'intervention ;

- 1 200 000 000 FCFA pour l'acquisition, pour la campagne agricole 2022, de semences et d'engrais destinés prioritairement aux petits producteurs des régions particulièrement vulnérables ciblées (Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda) du fait du niveau élevé de l'indice de pauvreté ;
- 500 000 000 FCFA pour soutenir en vivres alimentaires des ménages vulnérables.

Concernant le volet renforcement des capacités, la Cellule genre avec l'appui du projet PAPSEN/PAIS (Programme agricole Italie-Sénégal) a organisé un atelier de concertation avec les cellules, agences, instituts, fonds et projets/programmes. L'objectif était d'élaborer, sur la base des résultats de l'audit genre du MAERSA, le plan d'action genre des agences, instituts, fonds et projets/programmes en vue d'alimenter le PIG pour consolider et pérenniser les acquis.

Pour le nombre d'emplois directs créés par l'Agence nationale d'Insertion et de Développement agricole (ANIDA), il est estimé à **710** dont **213** pour les femmes soit **30%**. En outre, **25 000** emplois saisonniers ont été créés dont **60%** pour les femmes.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes sont relatives à :

- l'insuffisance des moyens alloués à la cellule genre ;
- la non disponibilité des données désagrégées par sexe au niveau de la production agricole ;
- la non disponibilité à temps des données désagrégées par sexe ;
- l'accès insuffisant des femmes aux ressources productives ;
- l'insuffisance des capacités techniques des acteurs à intégrer le genre sur toute la chaîne PPBSE.

Pour faire face aux multiples contraintes, et défis, la stratégie développée tourne autour :

- la mobilisation de financements auprès de certains projets du MAERSA ;
- l'élaboration d'un plan d'actions intégrant la collecte des données désagrégées par sexe ;
- la sensibilisation des acteurs sur le cycle de programmation et la nécessité de disposer des données désagrégées à temps ;
- le suivi de la mise en œuvre de la circulaire 0989 du 08 juin 2018 à travers la tenue de sessions de plaidoyer ;
- la tenue d'ateliers de renforcement des capacités sur l'intégration du genre dans la chaîne PPBSE et l'élaboration du programme de renforcement des capacités en genre adossé au document d'audit genre du MAERSA.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence (2021)	Cibles	Budget	
Pilotage et coordination administrative	Renforcement du pilotage stratégique	Le pilotage stratégique des activités du MAER est amélioré	Renforcer les cadres de concertation et de partenariat	Nombre de protocoles signés avec les projets et programmes	1	3	-	
			Suivre les activités relatives au genre	PTBA, rapports d'activités intégrant le genre produits	2	2	5 000 000	
				Nombre de missions/voyages d'étude effectués	0	05	5 000 000	
	Amélioration de la coordination administrative	La coordination des activités et la gestion administrative financières du MAER sont assurées de manière adéquate	Renforcer les capacités dans la planification, la budgétisation et le suivi évaluation	Nombre d'atelier tenus à l'endroit des points focaux	0	3	45 000 000	
			Renforcer les ressources humaines	Besoin additionnel en ressources humaines pour la cellule genre	2	5	-	
			Renforcer la prise en compte du genre dans les documents et les statistiques agricoles	Données agricoles sensible au genre renforcées	70%	70%	-	
			Faire un plaidoyer à l'endroit des autorités pour une meilleure prise en compte du genre dans l'accès aux facteurs de productions	Nombre de séances tenues	0	5	5 000 000	
			Promouvoir les femmes dans les postes de responsabilités au niveau des structures sous tutelle du MAER	Nombre de séances de sensibilisations tenues à l'endroit des acteurs/actrices	0	5	5 000 000	
				Postes de responsabilités occupés par les femmes	9%	40%	-	
			Elaborer le plan d'institutionnalisation genre	Nombre d'ateliers tenus	2	10	90 000 000	
				Plan d'institutionnalisation genre disponible	0	1	-	
			Elaborer un programme national d'autonomisation des femmes dans l'agriculture	Programme d'autonomisation des femmes dans l'agriculture disponible	0	1	20 000 000	
			TOTAL SECTION 42					

10. Ministère des Finances et du Budget (MFB)

⇒ Bilan des réalisations

A travers l'élaboration du DBG, l'objectif visé par le MFB est d'intégrer le genre dans la chaîne PPBSE. A cet effet, le processus entamé depuis 2016, a permis de consolider les acquis portant essentiellement sur les aspects suivants :

- la prise en compte systématique du genre dans le processus budgétaire, avec le DBG qui accompagne le Projet de Loi de Finances initiale ;

- la prise en compte du DBG dans les conditionnalités de l'appui budgétaire par les Partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- la mise en place d'une task force composée des cellules genre des ministères, de la Direction de l'Équité, de l'Égalité de genre et de la Direction de la Programmation budgétaire ;
- la poursuite, avec tous les départements ministériels, du processus de budgétisation sensible au genre ;
- l'ouverture de chapitres budgétaires dédiés aux cellules genre de tous les départements ministériels avec une dotation d'au moins dix (10) millions FCFA chacune ;
- l'organisation d'une session de formation sur la chaîne PPB (Planification-Programmation-Budgétisation) sensible au genre.

⇒ **Contraintes et perspectives**

La principale contrainte notée est liée à la nomination non encore effective d'un Coordonnateur pour le déroulement effectif des activités de la Cellule genre.

Cette situation est à l'origine de l'inexistence d'indicateurs genre, hormis le DBG, produit annuellement sous la coordination de la Direction générale du Budget (DGB). On note également une lenteur dans la transmission des contributions des différents services audit rapport, faute de points focaux.

Ainsi, la mise en place de l'entité en question devrait permettre de corriger ces manquements. La signature de l'arrêté **n°044676/MFB/SG/CEP du 17 décembre 2021** portant création d'une Cellule genre et équité au sein du Ministère des Finances et du Budget (MFB), constitue une réponse à cette problématique tant qu'elle facilitera l'implémentation du dispositif au sein du Département et le déploiement des activités.

En termes de perspectives, conformément à la SNEEG, il sied de fixer des objectifs annuels chiffrés pour réduire les inégalités dans l'élaboration de nouvelles initiatives axées sur le genre et de créer un fonds de promotion du genre et de l'inclusion sociale.

La stratégie à court et moyen termes consiste à rendre fonctionnelle la Cellule genre en la dotant d'outils aptes à lui garantir les résultats attendus. Cela passe par l'adoption d'un plan d'actions assortis d'objectifs clairs et d'indicateurs de résultats, arrimé à la SNEEG.

L'exécution dudit plan s'appuiera sur l'existence de points focaux au niveau de tous les services du Ministère et la réalisation des activités au moyen des allocations budgétaires mises à disposition et des rapports d'activités seront régulièrement produits

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Opérationnalisation de la Cellule genre du MFB	Le Coordonnateur de la Cellule genre et équité du Ministère est nommé	Soumettre à l'attention du MFB un projet d'arrêté portant nomination du Coordonnateur de la Cellule genre	Arrêté signé	NON	OUI	Néant
		Les points focaux genre des services du Ministère sont désignés	Procéder à la désignation des points focaux genre	Acte de désignation disponible	NON	OUI	Néant
		Les points focaux genre du Ministère sont sensibilisés à la prise en compte de la dimension genre dans les politiques publiques	Organiser un atelier de sensibilisation sur la prise en compte de la dimension genre dans les politiques publiques	Atelier tenu	0	1	3 000 000
		Les points focaux genre du Ministère sont formés en planification-programmation-budgétisation sensible au genre	Organiser des ateliers de formation ciblant les points focaux genre	Nombre de points focaux formés	ND	Tous les points focaux	9 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre pour le Ministère	CMR genre validé	0	1 rapport annuel	6 000 000
TOTAL SECTION 43							18 000 000

11. Ministère du Pétrole et des Energies (MPE)

⇒ Bilan des réalisations

En 2021 des progrès sont notés en matière de prise en compte de la dimension genre dans tous les sous-secteurs et notamment les Projets et Programmes. On peut citer à ce titre :

- le rapport sur l'analyse du secteur dans le projet d'opérationnalisation du suivi-évaluation avec l'intégration de la dimension genre ;
- le rapport sur la proposition de prise en compte de la dimension genre dans le suivi-évaluation ;
- l'atelier de formation tenu au mois de juin sur les concepts clés du genre et la budgétisation sensible au genre ;
- la réalisation de la stratégie genre et inclusion sociale ;
- un atelier de formation sur la planification et le suivi-évaluation intégrant le genre avec comme support le guide méthodologique d'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques ;
- la prise en compte de la dimension genre dans la revue des dépenses publiques et dans la revue à mi-parcours de la LPDSE ;

- l'intégration de la dimension genre dans les projets en cours, notamment ceux relatifs aux énergies renouvelables ; le programme énergie durable et le programme ENDEV avec comme réalisations suivantes :
 - o l'évaluation genre de la nouvelle phase d'ENDEV ;
 - o la mise en place d'un groupe de points focaux genre des différentes entités d'exécution dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Promotion d'une Cuisine Respectueuse du Climat Kenya et Sénégal » co-financé par le Fond Vert Climat et le BMZ ;
 - o l'organisation d'une journée d'introduction au concept genre pour tout le personnel du programme au mois de mars 2021 ;
 - o l'élaboration d'un plan d'opérationnalisation du plan d'action genre ;
 - o la formation sur le concept Genre pour tout le personnel ;
 - o la réalisation en cours d'une étude socio- économique et genre au niveau de toutes les 14 régions du Sénégal ;
 - o la réalisation en cours d'une étude sur l'identification des besoins des hommes et des femmes par rapport à la création des messages de sensibilisation ;
 - o l'élaboration de la fiche de suivi des indicateurs genre ;
 - o la validation du Plan d'Actions Genre et inclusion Sociale (PAGIS) ;
 - o l'élaboration en cours de l'audit genre de la SENELEC ;
 - o la réalisation de l'analyse de la sensibilité genre de la révision du code de l'électricité et de ses décrets d'application et qui a permis d'inclure des mesures de mitigation des risques des réformes du secteurs sur les ménages pauvres à faible consommation et les petites unités de production ;
 - o la réalisation de l'étude genre et environnement ;
 - o la tenue de l'atelier de renforcement de capacités sur le diagnostic et l'évaluation des projets et programmes du secteur dans le cadre de l'opérationnalisation du Plan d'Action National Genre-Energie (PANGE) ;
 - o l'organisation d'une tournée d'information pour le programme de stage pour les jeunes filles, initié avec l'appui du MCA sn II afin de renforcer la représentation des femmes dans le secteur de l'énergie dans les régions de Kaolack, Tamba, Kolda, Sedhiou, Fatick.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes du secteur ont trait à :

- la difficulté d'avoir des données désagrégées dans les sous-secteurs des hydrocarbures et de l'électricité autres que la représentativité des hommes et des femmes ;
- le coût exorbitant de certaines activités telles que les enquêtes.

Les défis sont relatifs au renforcement de la présence des femmes dans le secteur et à la prise en compte du genre dans tous les nouveaux projets du secteur.

En perspectives, la stratégie opérationnelle à court et moyen termes se focalise sur la mise en œuvre du Plan d'Action National Genre-Energie (PANGE 2021-2024) qui est le cadre référentiel de la politique genre du secteur de l'énergie.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Optimisation du système d'offre en électricité	Renforcement du système d'offre d'électricité	Le programme de stage des jeunes filles dans le secteur de l'énergie est mis en œuvre	Appui à la gestion des offres et des demandes de stage	Nombre de jeunes candidats informés	0	1500	5 000 000
			Lancement du programme et information des jeunes	Nombre de candidates enregistrés	0	500	-
			Financement des allocations de stage	Nombre de jeunes bénéficiaires du programme	0	50	50 000 000
				Une session de formation en GIS est organisée au profit des entités de mise en œuvre du Compact	Formation des membres des Cellules de mise en œuvre du Compact en GIS	35 personnes (membre des Cellules de mise en œuvre du compact) sont formées en Genre et Inclusion Sociale	0
		Les moyens de subsistance des ménages vulnérables affectés par le Projet Transport sont renforcés	Financement des activités socio-économiques des ménages vulnérables affectés par la mise en œuvre du Projet transport	337 ménages vulnérables affectés par le Projet transport ont renforcé leurs moyens de subsistance	0	337	219 050 000
Energies Renouvelables et Electrification rurale	Renforcement de la pénétration des Energies renouvelables	Développer des activités génératrices de revenus en milieu rural, y créer des emplois et contribuer à réduire la pénibilité des travaux domestiques	Installation des plateformes multifonctionnelles solaires (PTFM) pour les GIEs de femmes et de jeunes	16 plateformes multifonctionnelles solaires installées dans 16 Villages au Sénégal composées d'un mini central solaire de 10kWc	0	16	500 000 000
		Améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles et les conditions socio-économiques des femmes via l'accès à l'électricité et à des services de bases ainsi que pour le développement des activités génératrices de revenus	Installation de kiosques solaires photovoltaïque	27 cantines métalliques devant abriter un congélateur dans 27 écoles élémentaires dans le bassin arachidier	0	27	87 483 397
Sécurisation de l'approvisionnement en hydrocarbures et combustibles domestiques	Promotion et diversification des combustibles modernes de cuisson	Accès des populations aux combustibles et équipements modernes de cuisson amélioré	Organisation de sessions de formation sur l'utilisation et la maintenance des biodigesteurs installés, la gestion de l'effluent, le financement des activités génératrices de revenus (AGR) des ménages	Nombre de biodigesteurs installés	ND	ND	200 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
		Prise en compte effective du genre dans le programme	Mise en œuvre du plan d'action genre du programme Endev/FVC	Nombre d'activités menées	0	2000	33 000 000
Pilotage et coordination	Renforcement du suivi-évaluation, de la planification et du contrôle	Données désagrégées disponible	Création des outils de collecte de données pour la mise en œuvre de projets et programmes	Existence outils de collecte de production de traitement de données	ND	ND	10 000 000
		Informations sur les opportunités d'emploi du secteur disponibles pour les jeunes filles et garçons	Développement d'une plateforme de suivi et d'information sur les opportunités d'emploi pour les jeunes filles et garçons	Plateforme d'information fonctionnelle	ND	ND	10 000 000
		Les actions des objectifs stratégiques déclinées dans le plan d'action sont en cours de réalisation et leur niveau d'exécution	Revue à mi-parcours du Plan d'action national genre-énergie	Rapport produit	0	1 rapport	5 000 000
TOTAL SECTION 44							1 137 033 397

12. Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises (MCCPME)

⇒ Bilan des réalisations

Au titre des réalisations phares du département, il convient de retenir les éléments suivants :

- les femmes ont été identifiées comme étant un moteur incontournable dans l'action d'intégration du fait de leur présence le long de nos frontières par des échanges dans le petit commerce formel et informel ;
- le petit commerce intra régional, des produits agricoles, halieutiques, forestiers et de marchandises diverses, a constitué l'essentiel du Marché sous Régional de Diaobé, qui est d'une attraction incroyable pour les commerçants de la sous-région Afrique de l'ouest méridionale à savoir la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée Conakry, le Mali et le Sénégal. Prévus initialement sur une durée de 36 mois, les travaux du complexe ont déjà démarré depuis plus de 3 ans et se poursuivent à ce jour. La phase 2 a été enclenchée en 2022.
- le Sénégal s'est doté d'une stratégie nationale pour exploiter les opportunités offertes par la Zone de Libre-échanges continentale africaine (ZLECAF) : un marché continental qui va passer de **1,2 à 2,5 milliards d'habitants en 2050** avec un **PIB de 2 500 milliards de dollar américain** selon les estimations de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) ;
- dans ce document de stratégie, une place de premier choix est réservée à la question genre pour permettre aux femmes de saisir les nombreuses opportunités offertes par la ZLECAF, l'axe 3 étant dédié à la promotion de la participation des femmes et des

jeunes dans le commerce intra africain et protection de l'environnement dans le cadre de la ZLECAf ;

- l'axe 3 de la SN-ZLECAf, pour lequel il est prévu un budget de plus de **2 milliards FCFA** sur la période 2020-2024, sera réalisé à travers les activités suivantes : (i) renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes et des jeunes, (ii) accompagner les femmes à développer des entreprises exportatrices de biens et services sur le marché africain, (iii) plaider en faveur du genre dans le commerce, (iv) faciliter l'accès des femmes et des jeunes au crédit (taux d'intérêt garanti), (v) renforcer les capacités des commerçantes en matière de gestion commerciale, marketing, comptabilité et (vi) mener des études sur le genre et le commerce transfrontalier.

⇒ **Contraintes, défis et perspectives**

Pour l'année 2022, le renforcement des ressources financières de la cellule genre pour le déroulement des activités reste un défi majeur.

En terme de contraintes, on peut noter :

- la non prise en compte de la dimension genre dans la planification ;
- le manque de ressources et d'accompagnement pour l'audit genre ;
- la faible promotion des femmes à des postes de responsabilité.

⇒ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2021	Cible 2023	Budget 2023
Développement du marché intérieur et de la consommation	Approvisionnement et régulation	La formation des femmes à la qualité des produits renforcées	Organiser une formation sur les normes de la qualité	Nombre d'agents formés	25	ND	31 573 498
	Infrastructures commerciales	Le développement du commerce électronique est enclenché	Contribuer au fonctionnement de projet de développement du commerce électronique	Nombre d'entreprises dirigées par des femmes	30	25	158 446 056
Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce régionale	Incubation, Accompagnement et Densification des PME	L'entrepreneuriat est promu	Accompagner la mise à niveau spécifique aux PME (Fonds d'appui à la mise à niveau)	Nombre de PME dirigé par une femme encadrées	2887	30000	29 657 358
Promotion et développement de l'entrepreneuriat privé et des PME/PMI	Incubation, Accompagnement et Densification des PME	L'entrepreneuriat est promu	Accompagner le développement technique des PME	Nombre de PME bénéficiaires de la mise à niveau globale	8	14	71 983 541
Promotion et valorisation des produits locaux	Promotion des produits "Made in Sénégal"	L'indépendance financière des femmes est mise en avant	Faciliter l'obtention de l'autorisation FRA pour les femmes exportatrices	Nombre d'autorisations FRA octroyées	ND	ND	0

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2021	Cible 2023	Budget 2023
Pilotage, gestion et coordination administrative	Coordination Administrative	Le genre est pris en compte dans les activités du Ministère	Actualiser la LPSD	LPSD actualisé	0	1	10 000 000
		Le genre est pris en compte dans l'organigramme	Organiser des ateliers de formation sur le genre à l'attention du top management	Nombre de femmes directrices	1	2	
TOTAL SECTION 45							301 660 453

13. Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique (MULHP)

⇒ Bilan des réalisations

Au cours de l'année 2021, le MULHP a réalisé les principales activités suivantes :

- la tenue d'un panel de discussion sur le thème « l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable » pour célébrer la journée du 8 mars ;
- le plaidoyer sur l'intégration de la dimension genre dans la gestion durable de l'écosystème urbain face aux changements climatiques ;
- la participation effective des femmes à l'amélioration de la qualité du cadre de vie à travers la réalisation de villes vertes, la collecte des déchets solides mais également les éco gestes ;
- la formation sur les concepts de genre et les indicateurs sexo-spécifiques à l'attention des agents du ministère.

⇒ Contraintes et perspectives

Il ressort de l'étude d'évaluation participative en genre des programmes et projets réalisée en 2020, que l'intégration du genre au niveau du ministère reste mitigée. En effet :

- la perception et la compréhension des enjeux de genre ne sont pas toujours bien cernées par les acteurs et une bonne partie des personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont une compréhension restrictive du genre ;
- la connaissance réductrice des agents inhibe leur sensibilité à identifier les problématiques de genre et limite leurs capacités à traiter les questions y relatives ;
- le manque d'appropriation de la problématique de genre par le top management reste la principale contrainte. Elle est d'autant plus pénalisante qu'elle impacte la motivation des techniciens à comprendre et intégrer le genre dans leurs démarches et activités.

La CGE doit donc insister davantage sur le volet sensibilisation, formation et mise à disposition d'outils d'intégration du genre dans les programmes et projets du ministère, en particulier, en direction des directeurs, chefs de services et responsables de programmes et projets.

Du fait de cette timide appropriation du genre par certains acteurs du secteur, la stratégie opérationnelle pour 2023 sera axée sur les activités phares suivantes :

- l'organisation de la journée internationale de promotion des droits des femmes « 08 mars » pour sensibiliser les agents et les autorités sur la question de genre.
- la sensibilisation et dépistage des cancers les plus fréquents chez les femmes et les hommes « octobre rose ».
- la négociation d'un partenariat pour l'organisation d'un concours sur un concept innovant de restauration de rue pour les femmes impactées par les opérations de désencombrement.
- l'élaboration d'outils et de procédures d'intégration du genre adaptés au secteur :
 - o la mise en place d'une « boîte à outils genre » qui permettra de travailler en profondeur avec les techniciens pour intégrer le genre dans leurs procédures, activités et tâches ;
 - o l'identification au cours du processus d'indicateurs sexo-spécifiques en rapport avec les activités menées par les techniciens qui pourront ainsi les renseigner sans difficulté et sans réticence.
- la poursuite des activités de renforcement des capacités, notamment une formation pour l'implémentation des outils et une formation sur la budgétisation sensible au genre au profit du top management.

Ces activités prévues pour la gestion 2023 sont consignées dans la maquette de budgétisation sensible genre ci-dessous

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget 2023
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Renforcement du pilotage stratégique	Le dispositif de pilotage est amélioré dans une perspective genre	Elaborer une boîte à outils genre	Rapport provisoire de l'étude sur la Boîte à outils genre	0	1	15 000 000
		L'outil d'intégration du genre est partagé et validé	Organiser un atelier de validation de la boîte à outils genre	Rapport final de l'étude sur la boîte à outils genre	0	1	2 000 000
	Renforcement des équipements et des capacités des agents	Les capacités des agents sont renforcées sur les outils de budgétisation sensible au genre	Organiser un atelier de formation sur les outils de budgétisation sensible au genre	Proportion des agents formés	0	50	5 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget 2023
		Le personnel du ministère est sensibilisé sur la question de genre	Organiser un panel lors de la journée du 8 mars	Proportion des agents ayant participé	60	100	8 000 000
		Le personnel du ministère est sensibilisé sur les cancers et les risques par rapport à leurs performances professionnelles	Organiser une campagne de dépistage volontaire sur certains types de cancers	Proportion des agents inscrits pour le dépistage	200	250	8 000 000
Cadre de Vie	Lutte contre l'occupation irrégulière de l'espace public	Les pratiques professionnelles des restauratrices de rue sont améliorées	Organiser un concours sur un concept innovant de restauration de rue pour les femmes impactées par les opérations de désencombrement	Nombre de candidats participant au concours	0	30	10 000 000
TOTAL SECTION 46							48 000 000

14. Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne Industrie (MDIPMI)

⇒ Bilan des réalisations

Le MDIPMI a mis en place différents programmes et projets qui intègrent tous l'aspect genre, ce qui lui a valu d'enregistrer les résultats appréciables suivants :

Les **agropoles** : un des indicateurs de l'engagement du projet agropole en faveur du genre et de l'inclusion sociale est le recrutement d'une spécialiste en genre et développement social basé pour le moment à l'Antenne Régionale Sud (Ziguinchor). La spécialiste genre, dès son recrutement, a procédé à l'évaluation des rapports et documents du projet en vue de définir un cadre d'intervention pour une meilleure prise en compte de la problématique Genre et de l'inclusion sociale dans les activités du projet. A la suite, une stratégie d'intervention avec des indicateurs de suivi-de la mise en œuvre a été définie pour une meilleure prise en compte des questions relatives au genre et au développement social. Pour ce qui est de sa performance, il faut noter que le projet est dans une bonne dynamique pour accompagner les différentes groupes cibles et les ménages vulnérables dans l'atteinte des indicateurs des ODD.

Pour la mobilisation financière, un budget de 6.3 millions d'Euros pour le développement du volet genre et développement social du projet agropole Sud a été prévu.

La **normalisation** : L'Association sénégalaise de Normalisation (ASN) a signé la déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre. Cette déclaration vise à fournir un cadre pratique aux organismes de normalisation qui œuvrent pour que les normes qu'ils élaborent et le processus d'élaboration des normes qu'ils

suivent tiennent compte des questions de genre. A la suite du lancement du Prix national de la Qualité par Monsieur le Ministre du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries, l'ASN a procédé à une sensibilisation des entreprises nationales notamment, les groupements féminins en vue de leur participation à la 9^{ème} édition de ce prix.

Compte tenu de l'implication des jeunes et des femmes dans le développement économique de notre pays et du rôle de la normalisation pour bâtir une économie compétitive, la Cellule Femmes, Jeunes et Normalisation de l'ASN a beaucoup sensibilisé à travers les réseaux sociaux sur des thèmes spécifiques en vue d'aider les jeunes et les femmes à améliorer leurs activités économiques.

En termes d'acquis, il faut noter également que le Sénégal a été choisi avec le Cambodge, le Pérou et l'Afrique du Sud pour abriter le « **Projet Autonomisation Economique des Femmes dans l'industrie verte** ». Ce projet dénommé « **EEWIGI** » vise à conseiller les décideurs politiques et les parties prenantes sur la mise en place et la mise en œuvre d'un cadre politique pour intégrer le genre dans les politiques industrielles vertes. Son objectif est d'apporter des changements et de donner davantage le pouvoir aux femmes pour qu'elles jouent un rôle de premier plan dans les industries vertes en tant qu'entrepreneurs ou professionnelles. A cet effet, le comité de pilotage du Projet a été mis en place par arrêté interministériel n°012084 du 24/07/2020.

Le comité de pilotage du projet a tenu deux (2) réunions au cours de l'année 2020. Le rapport sur « l'Evaluation de la politique d'autonomisation économique des femmes dans l'industrie verte » a été partagé avec les acteurs lors de la dernière réunion du Comité de pilotage. Il a été aussi partagé avec les PTF.

Enfin, un plan d'actions pour la promotion de l'autonomisation économique des femmes dans l'industrie verte au Sénégal a été élaboré. La deuxième phase du projet s'attèlera à sa mise en œuvre.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Malgré les avancés, la principale contrainte demeure le manque de moyens qui n'a pas permis la tenue de plusieurs activités inscrites dans le précédent document budgétaire genre. A cela, s'ajoute le manque de formation des ressources humaines sur les questions de genre, la perception que certains agents ont souvent sur la question, considérant que c'est une affaire de femme. L'audit genre du Département n'a toujours pas été réalisé.

Sur les défis, l'équipe de projet du « **Projet Agropoles Compétitives et Intégrées** » a été mise en place et le démarrage des Agropoles Sud et Centre permettra de déterminer la place des femmes au sein des Agropoles. Plusieurs missions de terrains ont permis de recueillir les attentes des femmes sur le projet.

Deux (2) nouveaux programmes seront proposés en vue d'appuyer les femmes :

- le programme d'implantation des Petites et Moyennes Industries et de développement des unités de transformation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et ;
- le Programme d'appui aux Petites et Moyennes Industries (PADPMI).

Sur la normalisation, des ateliers de sensibilisation seront organisés sur différents thèmes, cependant, le financement octroyé par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) est insuffisant pour répondre à la forte demande de collaboration exprimée par les groupements de jeunes et femmes.

L'Association Sénégalaise de Normalisation (ASN) prévoit aussi de décerner des distinctions à des femmes pour leur engagement dans la promotion de la Normalisation.

Sur la promotion des sites industriels, il y a lieu de signaler que plus de 20 000 emplois sont attendus dans le Domaine Industriel de Diamniadio « DID ».

En termes de perspectives, le projet compte mettre en œuvre sa stratégie d'intervention et son plan d'action Genre /Nutrition/Santé à travers :

- des rencontres, des plaidoyers et des sessions de sensibilisation pour favoriser l'accès des femmes et des jeunes au foncier ;
- le recrutement d'un consultant pour la réalisation d'un plan d'action genre /nutrition /santé ;
- des sessions de renforcement de capacités des organisations paysannes féminines, les opportunités d'emplois et d'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur agricole identifiées (anacarde, mangue, maïs) ;
- le ciblage des ménages vulnérables et le renforcement de leur situation nutritionnelle ;
- l'amélioration des conditions sanitaires par le mécanisme d'assurance maladie ;
- l'accompagnement des coopératives féminines et PME/PMI dirigées par les femmes, par la structuration de leurs entreprises et des formations adaptées (notamment en matière alphabétisation fonctionnelle, inclusion financière) ; transformation, stockage et conservation des produits agricoles, « leadership », gestion des ressources naturelles, etc. ;
- le ciblage des jeunes et des personnes vivants avec un handicap dans les différents bassins de production du projet ;
- la promotion d'un cadre réglementaire et institutionnel sensible au genre.
- les sessions de sensibilisation et de communication de masse auprès des différentes bénéficiaires.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Pilotage	Les compétences des agents sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation sur le genre	Nombre d'ateliers tenus	1	3	10 000 000
		L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR l'audit genre	TDR validés	0	1 rapport	6 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre	CMR genre validé	0	1 rapport	6 000 000
Compétitivité de l'industrie sénégalaise	Projet d'implantation académie de la propriété intellectuelle	Renforcement des capacités des femmes en propriété intellectuelle dans les milieux universitaires, centres de recherche, etc.	Organiser un séminaire de formation et un atelier de sensibilisation par le canal digital	Nombre de femmes ayant reçu une formation.	800	1000	6 000 000
	Protection de la propriété industrielle	Les créations industrielles sont protégées	Organiser une campagne d'enregistrement des titres de propriétés	Nombre d'œuvres protégées par type	13,75 en moyenne pour les femmes	23% en moyenne pour les femmes	10 000 000
	Production et valorisation des produits alimentaires	Les céréales sont valorisées	Organiser des ateliers de formation sur la valorisation des céréales	Nombre de femmes formé	30%	40%	8 996 220
	Promouvoir la gestion durable des produits agricoles	La recherche agroalimentaire est améliorée	Organiser un atelier de réflexion et de visites d'échange	Nombre de femmes formé	20%	35%	2 933 190
TOTAL SECTION 47							49 929 410

15. Ministère du Tourisme et des Loisirs (MTL)

⇒ Bilan des réalisations

Compte tenu de sa capacité à structurer l'économie, à générer des devises, des revenus et des emplois, le tourisme constitue un pilier important du PSE. A ce titre, le département ambitionne de promouvoir un tourisme éthique, compétitif et contribuant durablement à son émergence économique. Toutefois, ces objectifs ne seront pas atteints sans une bonne prise en compte des besoins différenciés au regard du nombre de femmes qui s'activent dans ce domaine.

Plusieurs activités ont été menées dans le but d'intégrer le genre dans toutes les interventions du département. Il s'agit, entre autres de :

- l'organisation d'une journée de don de sang à la sphère ministérielle Habib Thiam de Diamniadio, en partenariat avec l'MTL;
- l'organisation d'un panel de sensibilisation à la sphère ministérielle Habib Thiam de Diamniadio autour des modules:
 - les infections sexuellement transmissibles et ;

- le cancer du sein et celui de l'utérus, le cancer de la prostate ;
- l'organisation d'un déjeuner- débat sur les changements climatiques axés autour des sous thèmes suivants:
 - l'impact des changements climatiques sur le tourisme et les transports aériens ;
 - les rôles et responsabilités des femmes sur les changements climatiques ;
 - le leadership féminin dans le milieu du travail : focus sur les femmes du MTL.
- l'organisation d'ateliers autour des modules :
 - le genre : considérations générales et outils d'analyse ;
 - l'approche genre articulée au tourisme et aux transports aériens ;
 - les techniques de communication/ La communication interpersonnelle.
- la réalisation d'études autour des préoccupations suivantes :
 - cartographie désagrégée en genre et nombre des personnels des structures (directions, et autres structures sous tutelle) du MTL ;
 - diagnostic des niveaux de responsabilité du personnel du MTL ;
 - analyse des niveaux de responsabilité du personnel du MTL.
- les contributions à la production de documents : rapport national du MFFPE à la CSW 2022, revue nationale annuelle concertée (RAC genre) du MFFPE ; travaux du comité multipartite pour les statistiques différenciées dans le cadre du programme mondial Women count financé par ONU Femmes ;
- la participation à la tournée nationale de sensibilisation de l'ANSD/ONU FEMMES en Avril 2021 sur l'importance des comités multipartites et des statistiques liées au genre dans les régions centres (Kaolack, Kaffrine, Fatick, et Diourbel) et Dakar.



Ouverture du panel de sensibilisation sur les cancers féminins le 13 octobre 2021 et atelier de formation sur le genre et les techniques de communication

⇒ **Contraintes et perspectives**

Concernant les contraintes du secteur, celles-ci sont relatives à :

- un manque d'implication de la cellule genre au processus budgétaire ;
- la modicité du budget et des difficultés dans la planification des activités liées au genre ;
- l'absence d'un audit genre au sein du département ;
- l'absence d'un représentant de la cellule au niveau des instances de décision et comités.

Ainsi, en termes de perspectives, la stratégie opérationnelle pour l'année 2023 sera orientée vers la poursuite du plan d'actions 2022 et au-delà, la réalisation d'études sur l'analyse genre des crédits hôtelier et touristique et sur le genre au sein du ministère ainsi que l'organisation d'un team building autour du concept : *découverte du Sénégal à travers le tourisme intérieur : la CGE à l'avant-garde de la promotion !*

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	Le genre est institutionnalisé au sein du ministère	Réunions tournantes de la cellule dans les directions et agences impliquées et dans les antennes régionales	Nombre de réunions de suivi tenues	0	12	1 800 000
			Rencontre d'évaluation à mi-parcours) des points focaux	Nombre de Rapports produits	0	2	800 000
	Renforcement du pilotage administratif		Séminaire de formation des membres de la cellule	Nombre de sessions de formation avec des modules genre organisées	0	4	6 000 000
			Organisation journée internationale de la femme 8 Mars	Nombre de structures du département ayant participé à l'évènement	0	7	3 000 000
			Organisation d'une journée dédiée aux hommes et aux femmes atteints de cancer (octobre rose)	% des femmes dépistées	0	50%	3 000 000
			Faire l'état des lieux, de la politique du MTTA à tous les niveaux et proposer des perspectives de solutions genre	Rapport diagnostique est disponible	0	1	10 000 000
TOTAL SECTION 49							24 600 000

16. Le Ministère de l'Éducation nationale (MEN)

⇒ Bilan des réalisations

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 4 « l'autonomisation des filles et des jeunes femmes » du Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation de Base (PAQEEB), les performances suivantes sont notées :

Au préscolaire, le taux brut de préscolarisation en 2021 est de 16,3% pour les garçons contre 19,2% pour les filles, avec un indice de parité de 1,17% en faveur de ces dernières.

A l'élémentaire, le taux brut de scolarisation est de 93,0% chez les filles et 79,2% chez les garçons, soit un indice de parité de 1,17 en faveur des filles. Le taux global le plus élevé 65,0% est enregistré en 2021, avec un gain de 3,8 points de pourcentage comparé à l'année 2017.

Chez les garçons, le taux d'achèvement est passé de 55,0% à 57,5% entre 2017 et 2021. Par contre, chez les filles, ce taux est passé de 67,8% en 2017 à 72,7% en 2021. De 2018 à 2021, le taux d'achèvement des filles a continué d'enregistrer des bonds positifs.

Concernant le Certificat de Fin d'Études élémentaires (CFEE) le taux de réussite de filles est passé de 61,82% en 2021 à 73,26% en 2022.

Au niveau de **l'enseignement moyen général**, le TBS au niveau du moyen général en 2021 est de 51,5% avec un indice de parité de 1,21.

En 2021, le taux d'achèvement au Moyen général est de 41,8%. Selon le sexe, les proportions montrent que le niveau d'achèvement est plus élevé chez les filles (46,5%) que chez les garçons (37,3%) soit un indice de parité de 1,25 en faveur des filles.

Le taux de réussite au Brevet de Fin d'Études moyennes (BFEM) est de 67,96%. Il est plus élevé chez les garçons (69,78%) que chez les filles (66,49%).

Pour **l'enseignement secondaire**, le taux brut de scolarisation au secondaire général est de 33,5% en 2021. Le TBS des filles (36,6%) est supérieur à celui des garçons (30,5%). L'indice de parité du TBS au secondaire général est de 1,20 est en faveur des filles.

Le taux d'achèvement du Secondaire général, au niveau national en 2021, est de 28,2%. Il est plus important chez les filles (30,4%) que chez les garçons (26,1%), d'où un indice de parité de 1,16 en faveur des filles. Le taux d'achèvement au secondaire général est en faveur des garçons entre 2017 et 2018. Pour les trois autres années (2019, 2020, 2021), ce taux est en faveur des filles.

Entre 2017 et 2021, le Taux de réussite au baccalauréat est passé de 31,6% à 45,3%, soit un Taux d'Accroissement annuel moyen (TAMA) de 9,4%.

Concernant **l'accès aux filières scientifiques dans le secondaire général**, la part des nouveaux inscrits en seconde générale scientifique rapportée aux nouveaux inscrits en seconde générale, pour le compte de l'année 2021, est de 29,1%. La part des filles (28,2%) est inférieure à celle des garçons (30,2%).

Pour ce qui est de la **Promotion des Enseignantes**, le MEN a fait passer le taux de représentativité des femmes aux postes de responsabilités de moins de 1% en 2013 à plus de 18,8% en 2020.

Les résultats obtenus sont le fruit des efforts fournis par le MEN et l'ensemble de ses partenaires avec la mise en œuvre de projets centrés sur les filles tels que le PAEF-Plus, le Plan de Promotion des Enseignantes, le PASEB, le RAP, le PAQEEB, USAID Passerelles, Projet APTE et l'appui des Agences de Nations unies (UNESCO, ONU-FEMMES) et l'implication des Organisations de la Société civile actives en Education (AFMEN, FAWE, CNEPSCOFI).

Dans le cadre de la consolidation des acquis du projet d'appui au renforcement et à la protection des enfants (RAP), la Cellule Genre et Equité a mené diverses activités dont :

- l'élaboration du plan d'action de la CGE ;

- la validation du rapport sur les violences en milieu scolaire ;
- l'élaboration de supports de communication dans le cadre de la campagne contre les violences en milieu scolaire ;
- conception de la plateforme de gestion des cas de violences ;
- testing de ladite plateforme et validation;
- la formation des personnels de l'enseignement élémentaire et du moyen à l'utilisation de la plateforme de gestion des cas de violences accessible à partir du lien <http://incidents.sn/>. En outre, dans chaque école élémentaire et collège, il est choisi un enseignant référent en charge de la gestion des cas de violences. A ce titre 20 204 enseignants sont formés dont 5 994 femmes.

Le Centre national de l'Orientation scolaire et professionnel (CNOSP) en rapport avec ses services déconcentrés a formé 1 960 jeunes filles en leadership transformationnel et au développement personnel. Cette activité est menée suite à l'élaboration d'un module sur la problématique, d'un cahier d'exercice et à la création d'une boîte à outils. Les jeunes filles formées ont démultiplié auprès de leurs pairs.

Des cours de renforcement, précédés par l'élaboration de fascicules dans les différentes disciplines (français, SVT, Sciences physiques, philosophie, mathématiques) sont déroulés dans l'ensemble des collèges et lycées.

Tous les établissements sont dotés de kits d'hygiène, et de kits scolaires pour les jeunes filles.

Les six établissements de jeunes filles ont bénéficié d'un appui pour la mise en œuvre de plans d'actions centrés sur la gestion de l'hygiène menstruelle et l'amélioration de l'environnement scolaire.

Des élèves de quatre académies périphériques ont reçu des vélos pour faciliter leurs déplacements de la maison à l'École.

Les infirmeries existantes sont dotées de matériel médical et de trousse de premiers secours.

A titre expérimental, des jardins scolaires sont implantées dans plusieurs académies. Cette activité entre dans le cadre de l'appui aux cantines scolaires et de la promotion de l'éducation aux valeurs.



Concours général 2022

⇒ Contraintes et perspectives

Malgré les avancées notées, le secteur reste confronté à diverses contraintes. Il s'agit entre autres :

- du déficit d'appropriation et de mise en œuvre du gender mainstreaming¹ dans ce contexte de budget programme ;
- du retour en force de certains obstacles au maintien des filles à l'école tels que « les coûts d'opportunité » liés à des conditions de vie assez difficiles ;
- du renforcement de l'accès et du maintien des garçons compte tenu de la situation des indicateurs se rapportant à eux ;
- de la rationalisation des interventions en faveur de l'Équité dont celles relatives aux violences et à la promotion de l'éducation des filles ;
- les travaux ménagers (des filles) et le travail rémunéré des enfants grandement lié à la pauvreté de nombreux ménages ;
- la faiblesse (pour diverses raisons) du suivi encadrement parental et communautaire des apprentissages des enfants, particulièrement des filles.

Le département devra faire face aux défis ci-après :

- l'autonomisation des filles dans le moyen et le secondaire et amélioration du taux d'achèvement à l'élémentaire ;
- le renforcement des compétences des enseignant(e)s aux thématiques liées à la budgétisation sensible au genre, à l'égalité homme/femme et à l'équité, au leadership, à la gestion administrative, financière et matérielle des établissements, à la maîtrise de l'outil informatique etc.;
- le suivi de la fonctionnalité de la plateforme de gestion des cas de violences
- le renforcement de la synergie dans les interventions et de la dynamique partenariale ;
- le renforcement des actions liées à l'accès des filles aux STEM ;
- l'amélioration du dispositif de suivi-évaluation des activités portant sur la prise en compte de la dimension genre dans le secteur de l'Éducation.

En perspective, il est prévu :

- la contribution à l'amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages dans les établissements ;
- le renforcement du leadership des filles et des jeunes femmes ;
- la prise en charge des dimensions égalité hommes/femmes et équité dans les politiques éducatives ;

¹ Selon le Groupe de spécialistes pour une approche intégrée de l'égalité (EG-S-MS) du Conseil de l'Europe, le gender mainstreaming est la (ré) organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques

- la mobilisation des acteurs et actrices autour de la stratégie genre du Ministère de l'Éducation nationale ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du second plan de promotion des enseignantes ;
- la fonctionnalité de la Cellule Genre et Équité du Ministère.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2021	Budget
Enseignement élémentaire	Pilotage et coordination	Points focaux outillés pour prendre en charge les violences basées sur le genre	Renforcement de capacité des points focaux des IEF sur les violences basées sur le genre et sur l'éducation inclusive	Nombre de points focaux des IEF formés sur la VBG	0	75	43 000 000
Enseignement moyen général	Enseignement et apprentissage	Meilleure prise en charge par les élèves de leur hygiène menstruelle,	Sensibilisation des élèves sur les méthodes de prise en charge de leur hygiène menstruelle	% d'élèves filles disposant de kits d'hygiène et maîtrisant leur hygiène menstruelle et leur maturation sexuelle	0	100	175 000 000
		Matières scientifiques promues au collège	Organisation du concours Miss-Math (IEF, IA, Niveau central) ;	Nombre de filles candidates au concours Miss Math	150	200	35 000 000
	Enseignement et apprentissage au Secondaire général	Les enseignants, les formateurs, les chefs d'établissements et personnel d'encadrement de l'enseignement secondaire général assurent mieux leurs rôles et responsabilités pour la réussite des élèves	Formation des enseignants sur les stratégies de protection contre les violences faites aux filles	Nombre d'enseignants formés sur les stratégies de protection contre les violences basées en milieu scolaire	480	480 lycées	225 000 000
		Augmentation des effectifs des filles dans les séries scientifiques	Organisation du concours Miss-Sciences (IA, Niveau central)	Pourcentage de filles dans les effectifs des séries scientifiques	29,70%	31%	8 000 000
	Enseignement et apprentissage au Secondaire général	Le nombre d'absences liées à la période des menstrues diminue sensiblement	Dotation en Kits d'hygiène lavables aux filles des lycées et collèges	Le taux de présence des filles a augmenté	0	95%	184 000 000
		Égalité des chances notamment entre filles et garçons dans le secondaire général réalisée	Mise en place d'un dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre, les abandons précoces surtout chez les filles	Indice de parité filles/garçons dans le secondaire général	1,05	1	2 400 000
Pilotage, Coordination administrative et gestion administrative	Pilotage ministériel	Approche genre intégrée dans la politique	Élaboration du document politique genre du MEN	Existence d'un document de politique genre	0	1	8 000 000
	Coordination administrative	Approche genre adoptée par les responsables du MEN	Formation des responsables du MEN en genre et VBG	Nombre de responsables du MEN formés	0	55	1 500 000
		Enseignantes à des postes de responsabilité outillées pour une	Formation des enseignantes promues à des postes de responsabilité au Genre, Leadership et en gestion	Nombre d'enseignantes à des postes de responsabilité formées	204	274	150 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles 2021	Budget
		bonne gestion des établissements	administrative, financière et matérielle des établissements				
		Réseaux d'enseignantes au niveau déconcentré et dispositif de suivi mis en place évalués	Mission d'évaluation des réseaux d'enseignantes au niveau déconcentré et du dispositif de suivi	Rapport de mission	0	75	11 620 672
		Les filles issues de familles vulnérables sont appuyées en matériel pédagogique	Fourniture de kits scolaires pour les filles des lycées et collèges	Les résultats scolaires des filles ciblées sont améliorés	0	1500	175 000 000
		Les enseignantes et enseignants intègrent le genre dans la gestion des situations d'enseignement/apprentissage	Étude sur les attitudes et comportements des enseignants et enseignantes favorables au genre et à la protection des enfants dans leurs pratiques pédagogiques (prestations de services)	Un rapport sur le niveau de prise en compte du genre dans la gestion des situations d'enseignement/apprentissage liée aux STEM est disponible	0	7	20 000 000
		Les structures de prise en charge du genre et de la protection des enfants sont fonctionnelles	Financement et mise en œuvre des plans d'action genre et protection des enfants (Cellules genre des IA CAOSP, IME, des IEF et des établissements)	Le nombre d'IA fournissant régulièrement des rapports sur les cas de violences pris en charge	0	16	250 000 000
TOTAL SECTION 50							1 288 520 672

17. Ministère des sports (MS)

⇒ Bilan des réalisations

Des résultats encourageants ont été enregistrés à travers la mise en œuvre des programmes budgétaires du département. Pour l'essentiel, ils portent sur :

- l'organisation d'un atelier de partage et de renforcement de capacités sur le genre au profit de responsables de services centraux et déconcentrés ainsi que des points focaux membres de la cellule genre ; cette activité a vu la participation de 45 personnes dont 21 femmes ;
- la réalisation de l'étude sur l'analyse situationnelle de la participation des femmes à la pratique du sport de haut niveau au Sénégal en vue de disposer des éléments qui permettent d'identifier la nature des disparités de genre dans le domaine du sport d'élite ;
- la réalisation de l'étude sur la situation des femmes notamment dans la gouvernance sportive, les résultats des compétitions sportives, le nombre de licenciés, etc. Il est ressorti de l'étude que les licenciés sont beaucoup plus importants chez les hommes que chez les femmes pour l'ensemble des fédérations et groupements sportifs à l'exception de la fédération sénégalaise de gymnastique et de la fédération sénégalaise de handball avec les proportions respectives 82% contre 18% et de 59%

contre 41%. Ceci peut être expliqué par le fait que les femmes sont beaucoup plus intéressées par les sports qui ne nécessitent pas beaucoup de force que les hommes d'où les sports intensifs sont plus pratiqués par les hommes ;

- la formation de 250 agents de médiation dont 43 femmes soit un taux de 17,2% et 154 entraîneurs dont 17 femmes, soit un taux de 19,5% ;
- la formation de 201 enseignants contractuels en EPS dont 45 femmes ;
- l'organisation de la journée femme et sport sur le thème : la participation des femmes à l'encadrement et aux activités physiques et sportives.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes qui continuent de plomber l'intégration effective du genre dans le secteur des sports sont, entre autres, l'absence d'audit genre du département et le faible accompagnement des personnes vivant avec un handicap. Aussi, pour une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des différentes couches sociales, les orientations stratégiques du secteur devront-elles être plus sensibles au genre. Par ailleurs, l'audit genre est la principale porte d'entrée pour l'intégration efficace et effective de l'approche genre dans les politiques programmes et structures du ministère.

En perspectives, la mise en œuvre des recommandations ci-après :

- l'actualisation de la base de données genre du secteur ;
- la prévision d'un dispositif de veille et de suivi des indicateurs genre qui intègre tous les acteurs et les partenaires ;
- la mise en œuvre de la reconversion des anciennes sportives par la formation dans l'encadrement (sportifs, moniteurs, entraîneurs, officiels, juges, arbitres, etc.) ;
- l'encouragement de l'entrepreneuriat des femmes dans les métiers liés au sport et dans les opportunités d'affaires du secteur ;
- l'incitation des fédérations (dans leur statut type) à avoir des équipes filles dans les petites catégories et les clubs à instaurer des équipes féminines.

⇒ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget 2023
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Planification, régulation, suivi et évaluation des activités	Les stratégies du secteur favorisent une meilleure participation des femmes aux activités et fonctions du secteur	Promotion des femmes à des postes de responsabilité à tous les niveaux (central et déconcentré)	Proportion des femmes occupant des postes de responsabilité	23,07%	28%	-
		Le genre est intégré dans la planification et la coordination des activités du Ministère	Etude pré diagnostique genre du secteur des sports élargie	Nombre de régions couvertes par l'étude	3	2	8 000 000
			Organisation d'une journée nationale femme sport	Taux de femmes ayant participé	47%	50%	7 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget 2023
Développement de la pratique et des infrastructures sportives	Gestion de la pratique sportive	La pratique sportive des élèves et étudiantes a augmentée	Inciter les élèves et les étudiantes à la pratique du sport de masse	Proportion des élèves et étudiantes pratiquants le sport de masse	19,67%	25%	3 962 525
			Sélectionner des filles dans les centres d'excellence Sport Etude	Proportion de filles sélectionnées	ND	50%	25 350 000
		la pratique sportive des femmes et des personnes vulnérables à sensiblement augmentée	Organisation de la journée internationale du sport	Proportion de femmes ayant participées à la journée	ND	40%	4 400 000
			Appuyer les femmes et les personnes vivant avec un handicap à la pratique du sport à la base	Proportion des femmes et de personnes vivant avec un handicap appuyé	ND	30%	3 000 000
			Inciter les femmes à la participation des journées de loisirs sportifs	Proportion de femmes ayant participé aux journées de loisirs sportifs	ND	40%	6 000 000
	Construction réhabilitation et mise aux normes d'infrastructures sportives	Des infrastructures sportives construites ou réhabilitées avec la prise en compte du genre (rampes d'accès, toilettes séparées et adaptées...)	Participation aux activités de détermination des plans de construction ou de réhabilitation des infrastructures sportives	Nombre d'infrastructures sportives construites avec la prise en compte du genre (construction de toilettes séparées homme/Femme, réalisation de rampes pour personnes handicapées)	ND	02(construction du stade de Kédougou, construction du stade de Sédhiou)	100 000 000
	Développement des ressources humaines et de la formation	Formation des cadres et techniciens du secteur	Le nombre de femmes dans les instances de décision et dans les structures d'encadrement est accru	Atelier de formation en leadership	Proportion de femmes cadres et techniciens formés ayant acquis de nouveaux profils	5%	10%
Stage de formation d'entraîneurs sportifs femmes							
Le nombre de femmes formées dans les métiers du sport et les métiers liés au sport a augmenté			Formation de formatrices des anciennes sportives pour l'encadrement des jeunes	Nombre de femmes formés comme formateurs dans l'encadrement des structures sportives	10%	15%	5 610 000
Augmenter la représentativité des femmes dans les instances de décision et dans les structures d'encadrement		Accompagner la sensibilisation des femmes et groupes vulnérables à s'intéresser au leadership dans le secteur sportif	Postes occupés par les femmes formés dans les organigrammes des structures sportives	5%	18%	14 000 000	
Gestion des compétences, des modules et des métiers	Taux de réussite de 100% des femmes	Améliorer les conditions d'accueil et de séjour de la cible	Pourcentage des femmes stagiaires en formation en	22%	27%	14 000 000	

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget 2023
				2me année du CAMEPS			
		Le nombre de femmes entrepreneur dans le domaine du sport a augmenté	Formation des femmes dans les métiers du sport et les métiers liés au sport	Nombre de femmes formés dans les métiers du sport et les métiers liés au sport	6%	17%	3 060 000
		Le nombre de femmes, agents du ministère ayant bénéficiées de la formation continue est accru	Prise en charge de la formation continue des femmes	Proportion d'agents du ministère formés	7%	12%	10 800 000
			Sessions de renforcement de capacité des femmes	Proportion d'anciennes sportives formées	5%	20%	6 000 000
		Etudier les modalités d'intégrer des modules genrés	Prendre en compte la problématique genre dans la conception des contenus de formation	Proportion de modules genrés	0%	5%	1 633 750
TOTAL SECTION 52							223 091 275

18. Ministère de la Culture et du Patrimoine historique (MCPH)

⇒ Bilan des réalisations

Dans la continuité et en parfaite adéquation des directives présidentielles et orientations du ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, le MCPH s'est aligné sur cette vision et a enregistré des avancées notoires en matière d'intégration de la dimension genre. A cet effet, la politique genre et équité a été mise à jour en 2022 et s'articule autour de cinq axes :

- la promotion du leadership féminin ;
- l'autonomisation économique de la femme ;
- la décentralisation de la politique genre et équité ;
- l'adaptation aux changements climatiques ;
- la stratégie de résilience des agents, des actrices et surtout des femmes en milieu professionnel.

En termes d'acquis, on peut noter :

- l'amélioration des postes de responsabilité occupés par les femmes (11 postes) ;
- l'intégration de l'écriture épicienne dans l'élaboration des documents stratégiques du département ;
- l'organisation d'une journée de partage du plan d'actions de la cellule genre avec une série de présentations, de panels et la remise de trophées aux services, structures, entreprises et organisations professionnelles dirigées par des femmes ;

- le ratio de femmes bénéficiaires du Fonds de Développement des Cultures urbaines (FDCU) est passé de **14,41%** en 2021 à **15,75%** en 2022, soit une faible hausse de 1,34 points de pourcentage.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes rencontrées portent essentiellement sur :

- la faiblesse des moyens financiers et des ressources humaines;
- l'absence de partenaires pour appuyer les activités ;
- un besoin de renforcement de capacité des acteurs ;
- le faible niveau de représentation des femmes aux postes de responsabilité.

En perspectives, la stratégie opérationnelle sera axée sur la mise en œuvre des activités ci-après déclinées dans la maquette BSG.

⇒ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats Genre Attendus	Activités Genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Valorisation des industries culturelles et créatives	Rayonnement des ICCC	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre d'acteurs formés homme/femme	25	35	2 500 000
Encadrement et développement du secteur de la Communication	Encadrement et développement du secteur de la communication	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre de participants formés dans les métiers de la Communication homme/femme	28	40	12 000 000
Valorisation du patrimoine Culturel	Valorisation du patrimoine culturel	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre de femmes formées dans les métiers du patrimoine	12	25	3 250 000
Pilotage, Coordination et administration	Pilotage	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre de femmes bénéficiaires d'un renforcement de capacité au sein du département	18	35	4 500 000
TOTAL SECTION 53							22 250 000

19. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS)

⇒ **Bilan des réalisations**

Dans le cadre de la mise en œuvre du PTA 2021, sur les 16 activités planifiées pour l'année 2021, 12 ont été exécutées, soit un taux de 75%. Ce taux se justifie par les contraintes liées aux lenteurs dans les procédures de décaissement des bailleurs et aux conflits d'agenda dans la planification des activités avec les régions.

Les réalisations concernent principalement :

- la tenue d'une formation sur le manuel d'intégration du genre dans les prestations de soins au bénéfice des régions de Kolda et Kédougou ;

- l'organisation d'un atelier de scénarisation et d'intégration des modules sur les connaissances de base de l'approche genre et les Violences Basées sur le Genre (VBG) dans la plateforme E-learning du MSAS pour assurer une automatisation et une mise en ligne des outils de formation élaborés ;
- l'organisation d'une formation sur le soutien de première ligne aux victimes de VBG dans les situations d'urgence sanitaire au profit des acteurs impliqués dans la prise en charge. Il s'agit des ECR, ECD, des responsables des services (service de l'Action sociale, Centre de référence des victimes de VBG, Centre Conseil Ados, SOS, Boutique de droit, Service de l'Action Educative en milieu ouvert) et des points focaux genre des inspections d'académie dans les régions de Kaffrine (30), Kaolack (32) et Sédhiou (30). Ces acteurs ont été formés pour assurer la formation en cascade du personnel de santé (médecins, infirmiers, sage-femmes, agents communautaires) à la prise en charge des victimes de VBG ;
- l'atelier de revue et de capitalisation des modèles de codes de conduite de la Banque Mondiale avec les différents acteurs impliqués a été organisé pour disposer d'une charte de conduite afin de lutter contre les discriminations, le harcèlement et autres abus sexuels en milieu de travail. Trois modèles de code individuel, collectif et du gestionnaire ont été proposés et serviront de base à l'élaboration d'une charte de conduite pour le secteur de la Santé et de l'action sociale.
- la réalisation de l'étude sur les inégalités et discriminations liées au genre dans le secteur de la santé au Sénégal en vue d'une prise en compte efficace du genre dans la gestion des ressources humaines ; étude menée dans les régions de Saint Louis, Matam, Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Diourbel pour servir de base à l'élaboration d'une charte de conduite pour le secteur sanitaire au Sénégal (525 agents de santé touchés dont 67% de femmes et 33% d'hommes) ;
- l'analyse de l'équité de genre et de l'égalité des sexes dans les lois et les politiques régissant les ressources humaines dans le secteur de la santé et de l'action sociale pour déterminer si l'environnement juridique et politique est favorable à la prise en compte du genre dans la gestion des ressources humaines ;
- l'organisation d'une mission de suivi des formations sur la gestion de l'hygiène menstruelle² dans la région de Fatick pour mesurer l'effet de la formation sur les attitudes et comportements en identifiant les actions faites pour capitaliser les meilleures pratiques. Des séances d'entretiens ont été déroulées dans les 8 districts sanitaires de Fatick (Gossas, Sokone, Passy, Niakhar, Diakhao, Fatick, Diofior et Foundiougne). La cible visée était de 60%.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités sont essentiellement liées à:

² Activité non planifiée mais réalisée

- l'insuffisance de ressources humaines et financières pour la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre au MSAS ;
- l'insuffisance dans le renforcement de capacités en genre du personnel de la Cellule genre ;
- l'insuffisance de la couverture géographique des partenaires techniques et financiers ;
- les lenteurs dans la mise à disposition des ressources financières.

Quant aux défis, ils ont trait, en particulier à :

- l'appropriation de la dimension genre par les décideurs et tous les acteurs ;
- l'intégration des points focaux genre dans les cadres de concertation régionaux ;
- la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la feuille de route de la cellule genre ;
- l'évaluation du plan d'institutionnalisation du genre au MSAS (2015-2020) ;
- le déroulement des interventions genre dans toutes les régions.

En perspectives, à court terme, il est visé :

- le renforcement de capacités des acteurs et actrices du système sur l'approche genre, santé et action sociale ;
- la mise en œuvre du plan de prévention et de réponse aux VBG et du plan de communication de la Cellule genre ;
- l'évaluation du plan d'institutionnalisation du genre au MSAS (2015-2020) et la formulation d'un nouveau plan.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion	Pilotage/Gestion	Le dispositif de pilotage du système de santé est renforcé dans une perspective genre	Intégrer les points focaux genre dans les cadres de concertation régionaux existants	Nombre de points focaux intégrés	0	14 régionaux	
			Tenir des réunions de coordination trimestrielle avec les points focaux genre du MSAS	Proportion de rencontres tenues	1	4	5 000 000
			Faire l'évaluation du premier Plan d'Institutionnalisation du Genre au MSAS (PIG 2016-2020)	Disponibilité rapport d'évaluation	0	1	
			Formuler un 2 ^e Plan d'Institutionnalisation du Genre au MSAS	Disponibilité du 2 ^e me PIG	0	1	77 910 000
			Mettre en place un mécanisme de remontée et de partage des données genre et VBG	Mécanisme de remontée et de partage des données genre et VBG disponible et fonctionnel	0	1	7 990 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
			Intégrer les indicateurs genre des programmes de santé dans le SNISS et le Dhis2	Nombre d'indicateurs intégrés dans le Dhis2	ND	4	15 000 000
			Faire la cartographie des structures de prise en charge des cas de VBG	Nombre de régions disposant d'une cartographie des structures de prise en charge des cas de VBG	ND	14	18 000 000
			Elaborer un protocole de référencement avec les structures de prise en charge des cas de VBG	Disponibilité du protocole de référencement des victimes de VBG	0	1	
		Les capacités du MSAS sont renforcées en genre	Imprimer les outils conçus	Nombre d'outils disponibles	0	3 700	18 500 000
			Organiser 14 ateliers de formation des ECR et ECD sur l'utilisation des outils dans la plateforme e-learning du MSAS (Module sur les connaissances de base sur l'approche genre et Module sur les violences basées sur le genre)	Nombre d'ECR et ECD formés sur l'utilisation des outils dans la plateforme de formation en ligne du MSAS	0	14 ECR et ECD	66 036 403
			Concevoir un guide de formation pour l'intégration du genre dans les politiques, plans, programmes et budgets du MSAS	Disponibilité du guide de formation	0	1	18 897 200
			Organiser un atelier d'intégration des modules élaborés dans le guide des normes et protocoles de la division de la formation	Nombre de module intégré dans le guide des normes et protocoles de la division de la formation	0	3	4 825 425
			Organiser 2 ateliers de formation des enseignantes des établissements de formation en santé sur les modules de formation élaborés par la cellule genre	Nombre d'enseignant(e)s des établissements de formation en santé sur les modules élaborés	0	25	10 650 850
			Organiser un atelier d'intégration de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans le plan stratégique de la DSME	Disponibilité de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans le plan stratégique de la DSME	0	1	6 835 150
			Organiser des ateliers de renforcement de capacités des ECR et ECD sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)	Nombre d'ECR et ECD formés sur la GHM	1	5	6 403 430
			Un système performant de communication est instauré	Organiser des sessions de sensibilisation sur les codes de conduite et le mécanisme de gestion des plaintes pour tous les partenaires associés à la mise en œuvre des activités des projets FA Covid-19 et ISMEA	Nombre d'acteurs sensibilisés sur les codes de conduite et le mécanisme de gestion des plaintes	0	8

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
			Sensibiliser les acteurs communautaires de promotion et de prévention (ACPP) sur le mécanisme de gestion de plaintes et les VBG	Nombre d'acteurs communautaires clés sensibilisés sur le mécanisme de gestion de plaintes et les VBG	ND	Pas encore validé	31 810 696
			Sensibiliser le personnel de santé et la communauté (associations et groupements féminins, jeunes filles, CDS, mutuelles de santé, établissements scolaires, centres de garnison des femmes ...) sur la GHM	Nombre de personnes sensibilisées sur la GHM	ND	180	15 024 012
TOTAL SECTION 54							264 973 166

20. **Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (MJEE)**

⇒ **Bilan des réalisations**

Les orientations stratégiques du secteur en matière de prise en compte du genre se manifestent par la promotion d'actions inclusives visant à développer le leadership et l'autonomisation des jeunes filles et garçons et faire de l'égalité de genre un moteur de développement national.

Par ailleurs, en sus des points focaux genre installés dans chaque service central et régional, le Ministère s'est doté depuis 2019 d'un autre dispositif à savoir la mise en place **d'antennes régionales genre** dont la mission générale est d'assurer le portage des dynamiques de développement articulées autour des objectifs poursuivis par le volet genre. Elles ont aussi vocation à mettre en place des programmes d'amélioration de l'impact des interventions en matière de genre au sein des mouvements et associations de jeunes dans les régions.

Les antennes sont composées des représentants de chaque structure déconcentrée sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse, des OCB faitières, des PTF intervenant dans le domaine de la jeunesse et des collectivités territoriales. A cet effet, le nombre d'antennes régionales genre installées par arrêté des gouverneurs est passé de 7 à 12 entre 2017 et 2021.

Dans le but d'améliorer la prise en compte des problématiques de genre dans le secteur, le Ministère a élaboré un document de planification genre.

En matière d'autonomisation, les activités ci-après sont mises en œuvre :

- l'appui de 1 172 jeunes filles pour mener des activités génératrices de revenus en vue de leur autonomisation ;
- l'enrôlement de 205 jeunes filles dans les centres de formation professionnelle ;
- le financement de 73 jeunes filles porteuses de projets ou autre mécanisme du secteur ;

- l'accompagnement des porteurs de projets à travers l'organisation de 8 sessions de formation dans les régions de Saint Louis et de Matam, la sélection de 39 plans d'affaires dont 17 à Saint-Louis et 22 à Matam et le soutien de 20 initiatives entrepreneuriales de jeunes des deux régions en vue de favoriser leur insertion professionnelle.

Concernant la lutte contre les violences basées sur le genre, on note :

- l'accompagnement technique du réseau des jeunes pour la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines/mariages d'Enfants (MGF/ME) ;
- la création de 33 nouveaux clubs de jeunes filles pour la prévention des grossesses précoces, les VBG et les mariages précoces ;
- l'appui de 132 215 ados et femmes en services de prévention des grossesses précoces, VBG et mariages précoces ;
- l'accès de 38 149 ados/jeunes à la prévention et à la prise en charge des VBG ;
- la formation de 7 879 pairs éducateurs sur la santé sexuelle et reproductive ;
- le financement de 10 projets de jeunes dont 6 filles avec l'appui de la CONFEJES.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes sont liées à :

- l'insuffisance de ressources allouées aux activités de genre notamment pour la cellule genre afin d'appuyer les antennes régionales genre ;
- le manque de partenaires techniques et financiers
- l'insuffisance de formation des acteurs sur la prise en compte du genre à tous les niveaux.

Concernant les défis, ils portent, entre autres, sur l'institutionnalisation du genre dans le secteur de la jeunesse. Cela se traduira notamment par :

- une bonne maîtrise du concept et des réalités de genre du secteur de la Jeunesse ;
- une intégration du genre dans les différents documents de planification du département ;
- le démarrage de l'audit technique genre.

A court terme, la stratégie consistera à partager le document de planification des activités genre avec les différents services et recueillir leurs inputs. A moyen terme, il s'agira de :

- rechercher des partenaires pour l'exécution des activités planifiées ;
- passer à la territorialisation du genre avec une synergie des sectoriels pour toucher les associations de jeunes, les leaders communautaires et les partenaires locaux.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	Développement chez les populations des attitudes et des comportements citoyens, favorables à la cohésion et à la stabilité sociales.	Les jeunes formés sur la citoyenneté et le civisme ont développé des valeurs républicaines, du travail, de la discipline, de l'éthique du bien commun et des valeurs sociales de référence	Organiser des sessions de formation des jeunes sur le civisme et la citoyenneté	Nombre de jeunes formés sur le civisme et la citoyenneté	5520	5520	14 000 000
	Développement du volontariat	Les jeunes filles volontaires formés ont contribué efficacement à la réalisation des missions et objectifs des institutions et lieux d'affectation au même titre que les garçons	Former des cohortes de volontaires et les affecter dans les Collectivités territoriales	Nbre de volontaires formés et affectés dans les communes	150	150	10 250 000
Protection sociale des jeunes et gestion de leurs groupements	Développement des activités socio-éducatives, des échanges entre jeunes et de la vie associative	Les jeunes filles sont invitées à participer massivement aux échanges d'expériences et de bonnes pratiques de jeunesse sur le plan national, sous régional et international	Organiser des sessions de formations des OCB sur la gouvernance associative	Nbr de membres d'OCB formés en gouvernance associative	300	700	15 755 000
	Préservation de la santé des jeunes et protection contre les fléaux sociaux	La santé de la reproduction des jeunes est promue, la vulnérabilité face aux fléaux sociaux (drogue, alcool, VIH...) est observée	Créer des clubs de jeunes filles et les appuyer en AGR, prévention des grossesses et VBG	Nbre de clubs de jeunes filles créés et appuyés en AGR, prévention des grossesses et VBG	33	48	17 032 819
			Former les nouveaux membres des clubs de jeunes filles	Nombre de nouveaux membres de clubs de jeunes filles formés	ND	1200	3 182 500
			Organiser des ateliers de renforcement de capacités de membres des associations de PVVH sur les droits humains, le genre la SR, les VBD	Nombre de membres d'associations de PVVH formés en droits humains, genre, SR et VBG	200	250	1 666 667
			Renforcer les capacités des filles vivant avec un handicap sur les AGR	Nbre de jeunes filles vivant avec un bénéficiant d'un renforcement de capacités en AGR	0	35	4 999 993
Promotion socioéconomique des jeunes	Développement de l'employabilité et appui à l'auto-Emploi des jeunes	Les jeunes filles et garçons sont formés et leurs projets appuyés et financés	Organiser des sessions de formation des jeunes En entrepreneuriat et gestion des entreprises	Nombre de jeunes formés et placés en stage et entrepreneuriat et gestion des entreprises	3 174	3 000	21 308 000

Programme	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
			Organiser des sessions d'animation économique	Nombre de jeunes touchés par les animations économique	0	ND	17 300 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	L'institutionnalisation de l'approche genre dans les différents programmes	Les compétences des responsables de projets, programmes, services et directions sont renforcées	Atelier <i>national</i> d'orientation sur la prise en compte du genre dans les politiques et programmes du MJ et partage de la feuille de route de la cellule genre	Nombre de chefs de service et de points focaux formé en genre	0	60	6 000 000
		Le genre est pris en compte dans les interventions du département	Audit technique genre du département	Rapport audit validé	0	1	20 000 000
			Appuie à l'élaboration des plans d'actions des antennes régionales genre	Le nombre d'antennes régionales genre disposant d'un plan d'action	0	14	2 000 000
			Organiser avec les associations de jeunes des séances d'animation et panels sur les problématiques liés au genre	Nombre de séances d'animations organisés	1	6	2 000 000
TOTAL SECTION 55							135 494 979

21. Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique (MEDDTE)

⇒ Bilan des réalisations

Les réalisations de la cellule sont marquées par l'organisation de deux (02) ateliers de renforcement des capacités des points focaux genre. Pour une meilleure prise en compte du Genre dans le PSE vert, un cadre d'actions stratégiques et opérationnelles a été élaboré avec l'appui du PNUD. Il s'agit spécifiquement de :

- l'actualisation de la situation de référence genre pour les secteurs prioritaires du PSE vert ;
- la détermination des enjeux et axes fondamentaux du Genre dans le PSE vert ;
- la définition des grands axes du cadre de résultats Genre du PSE vert ;
- la détermination des modalités de mise en œuvre de la Stratégie Genre dans le PSE vert.

Également, le Plan d'Actions Genre et Climat a été élaboré avec l'appui de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

⇒ Contraintes et perspectives

En perspective, la stratégie opérationnelle 2023 sera axée sur les éléments suivants :

- l'appui de la mise en œuvre des activités genre planifiées par les programmes budgétaires et le suivi des indicateurs genre du PSE vert ;
- le renforcement des capacités en genre des Responsables, agents de Programmes budgétaires et les points focaux genre des Directions ;
- la recherche de partenariats et de ressources financières pour la mise œuvre des programmes genre dans le secteur ;
- la capitalisation et la mise à l'échelle des expériences réussies sur le territoire national en matière d'égalité des sexes dans le secteur de l'environnement et du développement durable ;
- le financement des activités d'autonomisation des femmes en lien avec le développement durable ;
- la réalisation d'études approfondies sur les impacts de la déforestation, les pollutions, nuisances et changements climatiques sur la santé des femmes et leurs activités d'autonomisation économique ;
- le réseautage des femmes du secteur de l'environnement et du développement durable.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Protection, aménagement des forêts naturelles, Reforestation et Amélioration du Couvert végétal	la participation des femmes est renforcée	Formation des femmes sur les techniques durables de cueillette et de collecte des produits forestiers non ligneux -	Le niveau d'adoption des pratiques durables de cueillette des PFNL	ND	20%	50 000 000
			Renforcement des capacités des femmes en techniques de transformation et de valorisation des produits forestiers	L'autonomisation des femmes induite par l'augmentation du volume de produits forestiers transformés et valorisés par les femmes	ND	20%	50 000 000
		Les terres dégradées affectées aux femmes sont sous processus de restauration	Formation et sensibilisation des femmes pour l'adoption de technologies et techniques de gestion durable des Terres (GDT)	Augmentation des superficies de terres régénérées, dégradées et récupérées au profit des femmes	ND	10% par rapport à 2022	50 000 000
Conservation de la biodiversité et gestion des aires protégées	Gestion de la Faune et des aires protégées	la participation des femmes est renforcée en matière de gouvernance et de gestion des aires protégées et de la faune	Revue des textes régissant les organisations de gouvernance à la lumière du genre en vue d'améliorer la présence (qualitative et quantitative) des femmes dans les instances de décision	Pourcentage des femmes et des hommes dans les organes de gestion et de gouvernance des Aires Protégées	ND	50%	75 000 000
			Renforcement des capacités et équipements des femmes dans les activités d'autonomisation autour des aires protégées et de la faune	Indice d'autonomisation des femmes autour des aires protégées et de la faune			
	Amélioration de la gestion de la biosécurité	Les connaissances des femmes sur la biosécurité et	Formation et sensibilisation des femmes transformatrices sur la biosécurité et la biotechnologie moderne	Nombre d'acteurs femmes formées et/ou sensibilisées sur la biosécurité et la	ND	30 organisations de femmes	

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
		la biotechnologie moderne est améliorée		biotechnologie moderne		transfor matrices	
Lutte contre les pollutions, les nuisances et les effets néfastes des Changements Climatiques	Lutte contre les Changements Climatiques	Le Plan d'action Genre et changements est opérationnel avec la mise à disposition du financement nécessaire	Mise en œuvre de projets et d'activités d'adaptation aux Changements Climatiques en faveur des femmes et des jeunes	Le nombre de projets et d'activités d'adaptation appuyés en faveur des femmes et des jeunes	ND	50 % de résilienc e pour les femmes et les jeune	100 000 000
	Lutte contre les nuisances (Gestion des déchets)	Les femmes sont engagées dans la gestion d'un cadre de vie sain et durable	Renforcement des capacités des femmes sur la gestion et valorisation des déchets Développement de modèles innovants de valorisation des déchets ménagers	L'autonomisation des femmes dans l'économie verte	ND	14 Régions	100 000 000
	Protection des milieux récepteurs et prévention sur les polluants organiques persistants (Pop)	Les compétences des femmes et des jeunes sont renforcées sur la gestion des effets néfastes de l'orpaillage et les Polluants persistants (Pop)	Campagne de sensibilisation des femmes sur les nuisances des "Pop et les pollutions de l'orpaillage	Les dispositifs de protection mis en place	ND	80% niveau de réalisation	75 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Formation, éducation à l'environnement, à l'éco-citoyenneté et au Développement	Les compétences des Points focaux genre et les femmes sont renforcées en approche genre développement durable	Mise en place d'un réseau femmes et développement durable	Existence et fonctionnement du réseau	ND	50% des femmes du secteur	40 000 000
TOTAL SECTION 56							540 000 000

22. Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants (MFFPE)

⇒ Bilan des réalisations

En termes d'acquis, le MFFPE a enregistré les résultats suivants :

- la production du rapport de la revue thématique genre (édition 2021) ;
- la participation au *Forum Génération Égalité*, processus mondial visant à promouvoir l'agenda de l'égalité entre les hommes et les femmes qui a débouché sur une feuille de route quinquennale ;
- la poursuite de la vulgarisation dans les régions de Fatick et Kaffrine de la loi 2020-05 du 10 janvier 2020 portant criminalisation du viol et de la pédophilie;
- l'accompagnement sanitaire et psycho-social de 1 966 victimes de violence basée sur le genre (VBG) dont 220 ayant reçu une bourse économique ;
- le démarrage de la vulgarisation de l'agenda national de la fille (2021-2025) auprès de cinquante organisations jeunes après la validation du plan d'actions, du cadre

- logique, du cadre de résultats ainsi que le plan de suivi-évaluation adossé aux indicateurs de performance par les différents acteurs de la mise en œuvre ;
- l'expérimentation, au niveau de la région de Tambacounda, de la plateforme "web/sms", à travers un Système national d'information et de collecte de données statistiques sur les VBG ;
 - l'appui à l'offre de services d'assistance et d'orientation à travers la ligne verte de l'association des juristes sénégalaises qui a permis à 1 817 personnes dont 1 459 femmes et 358 hommes de bénéficier des services de prise en charge.

Dans le domaine du renforcement des capacités, on note la formation :

- de 2 786 acteurs institutionnels et communautaires en matière de prise en charge des victimes ;
- du personnel des armées sur « Genre et Droits Humains » pour une meilleure prise en compte du genre notamment dans l'organisation et les interventions des armées ;
- de 155 acteurs de diverses catégories d'acteurs sur les problématiques d'intégration de genre ;
- des acteurs de la lutte contre les VBG sur la plateforme de gestion des données en VBG des quatre départements de la région de Tambacounda et du département de Kédougou ;
- de 24 jeunes filles encadrées par l'Association des Femmes sénégalaises des TIC (FESTIC) sur les thématiques de genre et VBG, la conception et la création d'animations en 2D contre les VBG et leur technique de diffusion sur les plateformes dédiées.

Dans le cadre de la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines, 10 mécanismes fonctionnels de suivi post-déclarations d'abandon ont été installés et dotés de plans d'actions dans les régions de Matam et de Kolda.

Relativement à la communication pour le changement des perceptions socioculturelles, diverses initiatives ont été menées notamment dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les VBG.

Dans le cadre de la lutte contre le VIH Sida, 910 personnes (130 hommes et 780 femmes) ont été sensibilisées pour limiter la propagation du VIH chez les femmes et les jeunes filles. Par ailleurs, la mise en œuvre de stratégies avancées suivies de dépistage volontaire au VIH a permis de toucher 1026 personnes (384 hommes et 642 femmes) et de renforcer les capacités de 90 prestataires des sites de prise en charge des personnes vivant avec le VIH.

Au plan international et régional dans le cadre du suivi des engagements, les rapports périodiques suivants ont été soumis :

- le rapport annuel sur la mise en œuvre de la résolution 1 325 du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur les femmes, la paix et la sécurité ;
- la contribution du Sénégal à la préparation de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution A/RES/74/127 intitulée "violence à l'encontre des femmes travailleuses migrantes" ;
- la contribution du Sénégal au rapport de la 66ème session de la Commission de la Condition féminine (CSW) : les femmes et les changements climatiques et la gestion des risques et catastrophes ;
- la contribution du Sénégal au rapport thématique à la 76ème session de l'Assemblée générale axée sur les bonnes pratiques et les recommandations dans le cadre de l'initiative « surveillance du féminicide » ;
- le rapport annuel de la Déclaration solennelle des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique ;

Ces différents exercices ont ainsi permis d'évaluer les avancées et les défis en matière d'institutionnalisation du genre, de renforcement de capacité et de lutte contre les VBG en matière de lutte contre les discriminations liées à certaines pratiques.

Concernant la petite enfance, 167 649 enfants (78 553 garçons et 89 096 filles) dont 18,5% (13 718 garçons et 17 524 filles) âgés de 0 à 2 ans et 136 407 (64 835 garçons et 71 572 filles) âgés de 3 à 5 ans ont bénéficié de services dans 2 111 structures préscolaires, durant l'année écoulée.

Au titre des financements des projets des femmes, une enveloppe globale de **1 013 745 000 FCFA** mobilisée a permis de financer **1 326 projets** localisés dans 12 régions : Dakar, Thiès, Diourbel, Saint-Louis, Louga, Matam, Tambacounda, Sédhiou, Kaolack, Fatick, Kolda, Ziguinchor. Ainsi, **4 383 femmes** sont bénéficiaires de ces financements.

Dans le cadre du **PASNEEG II** qui a pour objectif d'appuyer la mise en œuvre de la SNEEG 2 à travers la réduction des inégalités de genre, les principales réalisations suivantes sont notées :

- le renforcement des capacités de 125 bénéficiaires de bourses économiques comme préalable aux financements pour garantir les conditions de pérennité et de passage aux guichets supérieurs. Ainsi, la quasi-totalité des femmes identifiées et ayant suivi le processus de maturation des financements ont été formées en esprit d'entreprises et développement ;
- le financement de 102 projets pour un montant global de 10 250 400 FCFA en plus des subventions pour l'acquisition de petits équipements pour certains projets d'un montant global de 706 500 FCFA ;
- la formation de 40 enseignant-e-s spécialisé-e-s en langage des signes pour une meilleure protection des jeunes vivant avec un handicap principalement les

- malentendant-e-s contre les violences basées sur le genre et la pandémie de la Covid-19 ;
- la formation de 30 acteurs institutionnels (autorités administratives, Chefs de services techniques déconcentrés, élu-e-s etc.) du Département de Guinguinéo sur l'intégration du genre dans les politiques publiques en lien avec les objectifs de réalisation des droits humains..
- la formation de 30 chefs d'établissement du département de Bounkiling sur le genre, les droits humains des filles et la lutte contre les VBG (particulièrement les mariages en milieu scolaire) ;
- l'organisation de quatre sessions de dialogue communautaire sur les violences faites aux femmes et aux filles respectivement dans les départements de Thiès, de Guédiawaye), de Pikine et de Kolda ;
- l'organisation de trois journées d'animation sous forme de stratégie avancée sur les services de prévention des VBG et de prise en charges des femmes qui en sont ;
- l'organisation de 2 « mobilisations scolaires sur les violences faites aux filles » et la protection des droits de femmes et des filles à Sédhiou (au CEM DIENDE et de Malamine Mané) ;
- la mise à disposition de 200 kits d'hygiène au profit des filles départements de Bounkiling et de Sédhiou, etc.



⇒ **Contraintes et perspectives**

Malgré les importantes réalisations enregistrées en 2021, le département est encore confronté à de nombreuses contraintes en matière d'institutionnalisation du genre telles que l'insuffisance des données désagrégées par sexe et l'insuffisance des moyens financiers, matériels, logistiques et humains.

Cependant, les perspectives sont ainsi déclinées :

- le lancement du Projet de Renforcement de l'Institutionnalisation de l'Équité et de l'Égalité de Genre avec Affaires mondiales Canada ;
- le démarrage des travaux de construction du Centre national de prise en charge des victimes « One Stop Center » et des centres régionaux de prise en charge des victimes de VBG de Kaolack et de Tambacounda ;

- la réalisation de l'étude/enquête nationale sur la situation des VBG au Sénégal en partenariat avec le PNUD, UNFPA, ONUFEMMES et l'ANSD;
- la mise à disposition des modules de formation des femmes traduits en langues nationales et de guides illustrés ;
- la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation ;
- le soutien à l'entrepreneuriat féminin par le développement d'unités de production, de transformation, de conservation et de stockage des produits locaux ;
- la poursuite des travaux de construction des CEDAF et les infrastructures de chaîne de valeur ;
- la densification du recouvrement pour élargir les possibilités de financement.

⇒ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence 2019	Cibles 2023	Budget 2023
Famille Genre	Promotion de l'Equité et de l'Egalité de genre	Les politiques publiques sont sensibles au genre	Appui à l'institutionnalisation du genre dans les MT	Proportion de ministères disposant de mécanismes de prise en compte du genre	78, 12 %	100%	28 396 400
			Réaliser la revue thématique genre	Disponibilité du rapport de la revue thématique genre	1	1	2 400 000
			Réaliser l'audit Genre du Ministère de la Femme	Existence d'un rapport d'audit genre	0	1	5 000 000
			Elaborer un plan d'institutionnalisation du MFFGPE	Existence d'un plan d'institutionnalisation du genre (PIG)	0	1	15 000 000
			Appuyer la réalisation des audits dans d'autres secteurs	Nombre d'audits genre réalisés	5	5	-
			Renforcer les capacités des cadres de l'administration à intégrer le genre dans les politiques publiques	Nombre de cadres de l'administration renforcés en techniques d'intégration du genre dans les politiques publiques	279	400	15 000 000
			Promotion des Droits de la Femme (CSW, JIF, JFA, JFR)	Rapports disponibles	3	4	400 000 000
	Les cas de VBG sont réduits	Promouvoir les droits humains et lutter contre les VBG	Nombre de victimes/ survivants de VBG pris en charge	1229	2000	18 500 000	
		Lutte contre l'excision	Nombre de mécanismes de suivi post déclaration d'abandon de la pratique de l'excision mis en place et fonctionnels	ND	ND	55 000 000	
	Famille et Lutte contre la pauvreté	L'accès des familles et groupes vulnérables aux services sociaux de base et aux opportunités d'emplois et de revenu est renforcé	Distribuer des matériels d'allègement aux organisations de femmes	Nombre d'unités d'allègement des travaux distribué	4194	5300	400 000 000

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence 2019	Cibles 2023	Budget 2023
Enfance	Protection de l'Enfant	La protection des garçons et fille contre toutes formes de violation de leur droit est renforcée	Retrait des enfants de la rue	Pourcentage d'enfants retirés de la rue (garçons et filles)	90%	100%	10 000 000
Autonomie économique des femmes	Capacitation des femmes	Les capacités productives des femmes et des jeunes filles sont renforcées	Renforcer les capacités techniques et managériales des femmes et des jeunes filles	Nombre de Femmes formées	3796	605	23 000 000
			Construire des structures d'encadrement pour les femmes	Taux de couverture des CEDAF	27,79%	33.33%	5 000 000 000
			Promotion de l'entrepreneuriat féminin	Nombre d'unités de stockage et de transformation des produits locaux implantées	7	13	30 000 000
	Accès des femmes aux crédits	Les activités économiques des femmes et des jeunes filles sont renforcées	Financer les activités des femmes et des jeunes filles	Nombre de femmes bénéficiaires de financement	5978	8500	1 600 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Gestion des ressources	Renforcement de capacités du personnel féminin	Les capacités techniques du personnel féminin sont renforcées	Proportion d'agents femmes formés	22%	25%	14 000 000
TOTAL SECTION 58							7 585 000 000

23. Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion (MFPAI)

⇒ Bilan des réalisations

Le MFPAI fait de l'équité et de l'égalité de genre, ainsi que de l'accès des filles et des femmes dans les filières et métiers techniques et industriels une de ses priorités. Les filles représentent 54% de l'effectif total des apprenants de la Formation Professionnelle.

Pour atteindre l'objectif de mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement en matière d'égalité des sexes, le MFPAI veille à ce que les plans, les programmes et les budgets sectoriels reflètent de plus en plus la volonté de combler les disparités de genre à tous les niveaux du système. Pour la réalisation de cet objectif, le MFPAI a adopté plusieurs stratégies:

- la réalisation de l'audit technique genre du ministère;
- l'élaboration du PIG; l'appui à la mise en œuvre du Plan d'Institutionnalisation du Genre du MFPAI par l'Etat du Sénégal et les partenaires.

Les principales réalisations suivantes ont rythmé l'année 2021 et à mi-parcours 2022:

- la sensibilisation et la communication sur le respect des gestes barrières pour stopper la propagation de la maladie de Covid-19 à travers les réseaux sociaux ;
- la tenue de l'atelier national de partage du PIG ;
- l'organisation de l'atelier de formation sur l'intégration de l'approche genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes d'emploi ;
- la tenue de l'atelier de formation des agents de la DE sur la Gestion Axée sur les Résultats sensibles au Genre (GARsG) ;
- la formation des représentants-tes des Directions et Services du MFPAI en Genre et Gestion de l'hygiène menstruelle ;
- l'atelier national de partage et de réactualisation du PIG ;
- l'organisation de mission de suivi et de réactualisation de la stratégie genre du MFPAI dans les régions de Dakar et Thiès ;
- l'atelier de partage de la note méthodologique sur l'étude d'approfondissement en genre et apprentissage ;
- l'organisation de missions de collecte de données quantitatives et qualitatives sensibles au genre dans les 14 régions ;
- l'organisation de missions de suivi et de réactualisation de la stratégie dans les régions de Saint-Louis, Louga, Matam, Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel;
- l'ateliers de renforcement de capacités des organisations professionnelles d'artisans, des représentants-tes des chambres de métiers et des inspections d'académie des 14 régions sur le genre et son intégration dans l'apprentissage ;
- l'organisation des journées de promotion du genre à Nioro et la distribution de prix d'excellence aux meilleurs apprenants-tes du CFP ;
- l'organisation des Journées genre des établissements publics de la formation professionnelle et technique des régions de Saint-Louis, Kaolack et Kaffrine et la distribution des kits sanitaires aux meilleures filles issues de familles démunies;
- la tenue de l'atelier de formation des agents du MFPAI en genre et analyse selon le genre ;
- le recrutement de consultants pour le plan de communication sensible au genre.



Atelier de sensibilisation sur l'autonomisation et le leadership

⇒ Contraintes et perspectives

les contraintes ont trait à :

- la ponction du budget pendant l'exercice 2021 ;
- la pandémie de la Covid-19 qui a ralenti le processus de mise en œuvre du PIG ;
- le déficit de ressources financières pour la mise en œuvre du PIG ;
- la limite d'intervention de certains projets (qui sont uniquement focalisés dans certaines régions) pose un réel problème d'équité géographique.

En terme de défis, on peut noter:

- la capitalisation et la valorisation de l'octroi des bourses d'excellence, une bonne pratique qui a permis de maintenir et d'accompagner beaucoup de jeunes filles vers l'insertion socioprofessionnelle;
- l'organisation de formations pour l'entrepreneuriat féminin en vue d'aider les jeunes filles/femmes à être compétitives, notamment à travers des managements skills et les TIC pour les femmes (TIC sectoriel/formation/incubateur de start-up) ;
- l'accès, le maintien et la réussite des filles dans les filières techniques et industrielles.

En perspective, la stratégie opérationnelle est de :

- renforcer la dimension « genre » dans la mise à niveau des infrastructures (latrines, rampes, toilettes séparées, vestiaires et infirmeries) ;
- soutenir les initiatives relatives à la gestion de l'hygiène menstruelle dans les structures de la FPT en intégrant la distribution de trousseaux d'hygiène ou de « dignité »;
- finaliser le processus de mise en œuvre du plan d'action genre 2021 dans un contexte de Covid-19.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence 2021	Cibles 2023	Budget	
Développement des offres de formation professionnelle et technique	Amélioration gestion ETBs de la FPT et pilotage du programme	Etablissements de la FPTA réhabilités en tenant compte du genre	Participation aux missions de suivi des constructions et aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements	Pourcentage d'établissements de FPTA réhabilités en tenant compte des sexo-spécificités	ND	100%	2 500 000	
				Nombre de missions de supervisions effectuées	ND	100%		
	Développement de l'accès équitable à la FPT	Effectif des filles et femmes dans les filières scientifiques, industrielles et techniques accru	Octroi de bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles	Organisation de campagnes de communication favorisant l'accès et le maintien des filles dans les filières techniques et industrielles	Pourcentage de filles et de femmes dans les effectifs des filières industrielles et techniques	7%	20%	12 000 000
						38%	45%	20 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence 2021	Cibles 2023	Budget
	Promotion de la qualité des enseignements/aprentissages	Erection de trois CFP en centre d'excellence	Organisation d'ateliers de visions pour ériger les trois CFP les plus dynamiques en Centre d'excellence	Nombre de centres érigés en Centre d'excellence	1%	5%	24 000 000
Développement de l'apprentissage	Déploiement de l'apprentissage	Intégration effective du genre dans l'apprentissage	Réaliser une étude approfondie du genre dans l'apprentissage	Existence d'un plan d'intégration du genre dans l'apprentissage	ND	1	22 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Gouvernance de l'EFPA	Institutionnalisation effective du genre à tous les niveaux du système de l'EFPAI	Mise en œuvre du PIG	Pourcentage de mise en œuvre du PIG	15%	30%	50 000 000
	Promotion de la FPT	Prise en compte de la dimension genre à tous les niveaux du système d'EFPAI	Organisation de la Journée nationale genre et EFPAI	Nombre de Journées organisées	7	15	15 000 000
TOTAL SECTION 59							145 500 000

24. Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération (MEPC)

⇒ Bilan des réalisations

Dans le domaine de l'équité et de l'égalité du genre, le MEPC a réalisé plusieurs activités notamment :

- la production du rapport du MEPC sur la budgétisation sensible au genre en tant que contribution sectorielle au Document budgétaire genre élaboré par le Ministère des Finances et du Budget (MFB) accompagnant la loi de finances initiale (LFI) ;
- la production de la Revue thématique genre en tant qu'outil de suivi et d'évaluation permettant de déterminer dans quelle mesure le genre est pris en compte dans les politiques du Département ;
- le processus d'élaboration de l'Audit genre du MEPC, accompagné d'un plan d'action genre et d'un plan d'institutionnalisation du genre ;
- l'organisation du forum tenu les 8 et 9 mars 2021, dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes autour de la thématique « Leadership féminin : pour un futur égalitaire dans le monde en contexte de Covid-19 » ;
- l'organisation de rencontres dans le cadre du Projet Women Count « Les femmes comptent » ;
- l'élaboration d'un ensemble minimal national d'indicateurs de genre ;
- la création et la publication d'une base de métadonnées sexo-spécifiques en libre accès ;
- la production d'un bulletin genre (UEMOA) ;
- l'élaboration de l'étude portant sur « L'emploi des femmes en milieu rural au Sénégal : que pouvons-nous apprendre sur le passage des activités agricoles aux stratégies de diversification ? ».

En outre, dans le cadre du Projet WE ! Fund³, fonds dédié à l'autonomisation économique des femmes et créé en partenariat avec le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF), les activités ci-dessous ont été réalisées. Il s'agit notamment de :

- la validation de cinq (5) projets en Comité d'Évaluation Genre (CEG) ;
- l'engagement de 830 millions sur 4 investissements, dont 1 déjà décaissé pour un montant de 120 millions de FCFA ;
- la création de 44 emplois dont 32 occupés par les femmes soit 73% ;
- la mise en place d'une politique d'investissement permettant aux entreprises cibles de disposer d'un financement minimal de 100 millions de FCFA pour un TRI cible de 5% sur une durée moyenne de 05 ans ;
- la création d'un portefeuille de projets supérieur à 7 milliards de FCFA ;
- la production d'indicateurs de niveau I/II sur « Égalité des sexes et autonomisation des femmes » sur les thématiques de l'accès à l'éducation, les violences basées sur le genre et l'emploi formel ;
- l'élaboration de l'étude portant sur le « Profil du marché de travail » dont les résultats portent notamment sur : les indicateurs de disparité hommes/femmes dans la main d'œuvre en 2017, le chômage et le sous-emploi au Sénégal en 2020, en milliers de FCFA ; la part des femmes dans la main d'œuvre du secteur informel selon la branche d'activités au Sénégal en 2017, les activités des femmes dans le secteur public en 2017 au Sénégal, la participation des femmes à la propriété et au management des unités de production.

Au premier semestre de l'année en cours, de nombreuses initiatives sont entreprises dans différents domaines :

- la validation politique de l'Audit genre du MEPC ;
- l'organisation d'un forum de discussions et d'échanges sous forme de panels (la contribution des femmes à la capture du dividende démographique à travers l'ODD 5 « égalité entre les sexes », l'expérience d'un cas pratique sur les solutions de résilience face aux changements climatiques) lors de la journée internationale des droits des femmes édition 2022 dont le thème est « l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable » ;
- le renforcement de la production de données RH sensibles au genre ;
- la mise en œuvre de la stratégie de gestion des ressources humaines, assortie de projets de SIRH et de mise en place de plans de formation qui offrent de réelles perspectives en matière de développement des compétences et de renforcement des capacités des hommes et des femmes du département ;

³ Le MEPC intervient dans le projet WE ! Fund à travers le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS), une des structures sous-tutelle du Département.

- le renforcement de la promotion du leadership féminin au sein du Ministère avec la présence des femmes aux instances de dialogue social et comités mis en place dans le cadre de la GRH ;
- la mise en œuvre d'une politique sociale (prévoyance, santé et sécurité au travail) prenant en compte la dimension genre ;
- l'encouragement de propositions de femmes pour la nomination et la promotion aux ordres nationaux du Sénégal comme reconnaissance des éminents services rendus à la Nation ;
- la proposition de remise de distinction aux femmes méritantes à travers l'organisation de cérémonie de reconnaissance interne ;
- la mise en place de crèches fonctionnelles ;
- la prise en charge des problèmes d'ordre social et psychosocial par l'assistante sociale recrutée en mars 2022 ;
- la promotion de l'égalité professionnelle des hommes et des femmes comme le préconisent le droit de la fonction publique et le droit social appliqués au sein du département, au regard de la loi n°61-33 du 15 juin 1961 portant statut général des fonctionnaires, modifiée, la loi n° 97-17 du 1er décembre 1997 portant code du travail et du décret n° 74-347 du 12 avril 1974 fixant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat qui assurent l'accès des femmes et des hommes à tous les emplois publics dans les mêmes conditions, conformément à la Constitution sénégalaise ;
- la clôture de la phase pilote et le lancement de la phase 2 du WE ! Fund en 2022.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Les résultats obtenus durant l'année 2021 reflètent les importants efforts réalisés par les différents services du département dans l'intégration de la dimension genre dans les politiques. Cependant, quelques contraintes subsistent encore et sont relatives notamment à :

- l'insuffisance de personnel à la Cellule genre ;
- la faiblesse de la formation axée sur le genre ;
- la non appropriation des outils sur le genre par le top management ;
- la faiblesse de l'allocation du budget national sensible au genre ;
- la faible proportion de femmes dans les instances de décision au sein du département.

Cependant, le ministère entend améliorer la prise en compte du genre à travers l'opérationnalisation du plan d'institutionnalisation et du plan d'actions issus de l'audit genre.

En perspectives, il convient de noter que les actions suivantes sont en cours de réalisation : (i) la conception d'un module de simulation genre, (ii) l'élaboration d'un guide méthodologique d'intégration du genre dans les activités et l'organisation de l'atelier d'affinement du plan d'action genre du MEPC dont les TDR sont disponibles.

La stratégie opérationnelle à court et moyen termes sera orientée vers les activités suivantes :

- le renforcement des mécanismes et procédures qui assurent une bonne prise en compte du genre ;
- la promotion de la BSG au niveau du département ;
- l'élaboration d'un plan de formation sur la dimension genre à l'attention du personnel ;
- la promotion de la culture du genre avec des supports adéquats ;
- le développement d'un partenariat fécond avec les partenaires au développement.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs Cibles	Budget
Économie productive, compétitive et créatrice d'emplois	Coordination et soutien	Renforcer le dispositif de pilotage et de coordination des actions du ministère	Elaboration d'un guide méthodologique d'intégration du genre dans les activités du MEPC	Guide méthodologique validé	50%	50%	15 000 000
			Elaboration d'un indice composite genre	Indice disponible et validé	50%	50%	15 000 000
			Relation Genre et croissance économique	Étude validé	20%	80%	15 000 000
			Identification des indicateurs du suivi genre pour le MEPC dans le cadre de l'élaboration du rapport de la RAC	Liste d'indicateurs genre de la RAC validée	50%	100%	15 000 000
Coopération, Développement des PPP et Appui au Secteur privé	Coordination et soutien	Renforcer le dispositif de pilotage et de coordination des actions du ministère	Elaboration du rapport sur la budgétisation sensible au genre	Rapport atelier	0	1 rapport	15 000 000
			Elaboration d'un modèle de simulation genre	Disponibilité du modèle genre	0	1 modèle	50 000 000
			Edition et vulgarisation de l'étude Audit genre	Rapport audit genre édité et vulgarisé	0	Rapport édité et vulgarisé	5 000 000
Pilotage, Gestion et Coordination administrative	Renforcement de la planification, du suivi des actions et de la communication du MEPC	Optimiser la gestion des ressources du Ministère	Renforcement des capacités des points focaux genre du MEPC	Organisation d'ateliers	50%	100%	8 000 000
			Acquisition des équipements pour la cellule	Disponibilité des équipements	50%	100%	20 000 000
			Recrutement du personnel	Disponibilité du personnel cadres et d'appui	50%	100%	90 000 000
TOTAL SECTION 61							248 000 000

25. Ministère de l'Élevage et des Productions animales (MEPA)

⇒ Bilan des réalisations

Le bilan des activités mises en œuvre par la Cellule Genre et Équité (CGE) se résume principalement à travers :

- l'élaboration et la validation du rapport de l'Audit Genre avec l'appui du Programme de Compétitivité de l'Agriculture et de l'Élevage (PCAE) ;
- l'élaboration de la stratégie genre avec l'appui du PCAE ;
- le renforcement des capacités des membres de la CGE ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement durable des Exploitations pastorales au Sahel (PDEPS) dont les interventions ont permis de toucher, 211 femmes sur 885 bénéficiaires, avec :
 - o 28 femmes sur 318 propriétaires de vaches bénéficiaires de l'insémination artificielle dans le cadre de l'appui à l'intensification de la production de lait ;
 - o l'appui en matériel de valorisation du lait (réfrigérateurs, lactodensimètres, thermomètres, tubes, bécards, masques, gants, EPI, etc.) à 82 femmes sur 89 transformateurs-trices et facilitation de leur participation aux foires pour la promotion des produits ;
 - o l'acquisition d'un géniteur amélioré pour chacune des 40 femmes sur 100 producteurs-trices ovins pour la mise en place d'opérations de production ovine (et caprine) ;
- la mise en œuvre du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel – SENEGAL (PRAPS-2) avec notamment :
 - o le renforcement de capacités sur le genre avec l'équipe de la Banque mondiale sur les bonnes pratiques en matière de prévention, réponse et atténuation des risques liés à l'exploitation et abus sexuel, ainsi qu'au harcèlement sexuel (EAS/HS) associés à la mise en œuvre des opérations financées par la BM ;
 - o participation à l'élaboration de la stratégie genre du MEPA et du CILSS ;
 - o vulgarisation du code de conduite du PRAPS-2.
- l'octroi de financement, dans le cadre du **Fonds d'Appui à la Stabulation (FONSTAB)**, à 961 porteurs de projets dont 196 femmes, à hauteur de **352 864 562 FCFA** soit 18% du volume total de financement.

⇒ Contraintes et perspectives

Malgré les acquis, les principales contraintes du secteur portent sur :

- le faible accès des femmes au foncier pastoral et au crédit ;

- la faible représentation des femmes dans les organisations professionnelles en élevage ;
- l'enclavement des zones de production et/ou de commercialisation ;
- l'inexistence d'outils d'intégration du genre dans les interventions ;
- le faible niveau des investissements dans le secteur qui ne favorise pas le développement accéléré des chaînes de valeurs animales.

En termes de perspective, les grands défis du secteur à relever portent essentiellement sur :

- l'accès aux ressources naturelles et le contrôle de celles-ci ;
- l'accès aux technologies, à la formation et aux services de vulgarisation ;
- l'accès aux marchés et aux services financiers ;
- la répartition des rôles et responsabilités sur la base du sexe et de l'âge ;
- la participation des femmes aux instances de prise de décision ;
- la mise en oeuvre de la stratégie genre du MEPA.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Productions animales	Modernisation et intensification des productions animales	Accès des femmes aux géniteurs améliorés	Octroi d'ovins aux exploitations d'élevage	Pourcentage de femmes bénéficiaires d'ovins dans le cadre des projets du MEPA	22%	30	129 000 000
			Construction de bergeries pour appuyer la production ovine	Pourcentage de femmes bénéficiaires de bergeries dans le cadre des projets du MEPA	ND	12	100 000 000
			Octroi de 100 couples de porcs pour la porciculture	Pourcentage de femmes bénéficiaires de porcheries dans le cadre des projets du MEPA	ND	10	135 000 000
			Appui à des opérations d'embouche et des opérations de tabaski	Nombre de femmes bénéficiaires d'appui pour des opérations d'embouche	ND	36	90 000 000
	Sécurisation de l'Élevage	L'accès des femmes au financement des filières animales est facilité	Fonds d'Appui à la Stabulation	Pourcentage de femmes bénéficiant d'un financement du FONSTAB	20,4	25	400 000 000
			Appui aux opérateurs privés pour la production et la distribution de l'aliment bétail en gros	Nombre d'opérateurs privés producteurs et distributeurs d'aliments bétail mis en place	ND	11	60 000 000
			Appui au développement chaîne de valeur fourrage	Nombre de parcelles fourragères installées au bénéfice des femmes	ND	10	50 000 000
Santé animale et santé	Protection zoonositaire	L'accès des femmes aux AGR est amélioré	Appui à l'installation de cabinets vétérinaires privés	Nombre de cabinets au bénéfice des femmes mis en place	6	1	5 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
publique vétérinaire							
Mise en marché des produits animaux	Renforcement des infrastructures et équipements pour la commercialisation des produits animaux	L'accès des femmes aux AGR est amélioré	Construction et équipement des unités de transformation laitière	Nombre de bénéficiaires femmes	ND	6	107 520 000
			Construction et équipement de centres de collecte	Nombre de bénéficiaires femmes	ND	27	122 360 000
			Appui à l'installation de kiosques de distribution de produits laitiers	Nombre de bénéficiaires femmes	ND	45	22 500 000
TOTAL SECTION 62							1 221 380 000

26. Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunication (MENT)

⇒ Bilan des réalisations

Les réalisations du département s'inscrivent dans les préalables de la mise en œuvre du PIG au niveau du département. A cet effet, les activités suivantes ont été menées :

- la formation et la sensibilisation, sous format webinaire, de 300 jeunes filles des lycées de Dakar, Thiès, Saint-Louis, Diourbel, Kébémér, Ziguinchor et Tambacounda sur la sécurité en ligne dans le cadre de la Journée Internationale des Filles (JIFTIC);
- la tenue de deux (2) ateliers de formation dont un (1) à l'endroit des acteurs des médias sur la Protection des enfants en ligne (PEL) et un (1) autre consacré au développement d'applications mobiles avec MIT App Inventor au Lycée Malick SY à Thiès, sous le thème «la sécurité des enfants en ligne » ;
- l'organisation d'un atelier de formation sur la gestion et les techniques de démantèlement des Déchets, d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) pour les personnes vivant avec un Handicap en partenariat avec le projet Handicap et TIC ;
- la réhabilitation et l'équipement en matériel informatique des Centres Départementaux d'Assistance et de Formation pour la Femme (CEDAF) de Thiès, Mékhé, Mbacké, et Ross-Béthio, la réhabilitation et l'équipement de la Maison des femmes de Kounghoul avec l'appui du Projet Entrepreneuriat numérique féminin et la tenue de sessions d'initiation à l'outil informatique pour les femmes de ces localités ;
- la signature d'une convention de partenariat avec la coopération belge ENABEL pour marquer le démarrage des travaux de mise en œuvre du tableau de bord sur la fracture numérique du genre sur une durée de 3 ans.

⇒ Contraintes et perspectives

Les principales contraintes du secteur sont liées à :

- l'insuffisance de ressources financières, humaines et logistiques mise à la disposition de la cellule genre ;
- la faible sensibilité au genre dans la gestion des ressources humaines ;
- la faible prise en compte du genre dans les programmes du secteur.

En perspective, la stratégie opérationnelle sera axée principalement sur la mobilisation des ressources en vue d'opérationnaliser le PIG.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage Stratégique	La culture du genre est promue dans le département	Mise en œuvre du PIG	Niveau de mise en œuvre du PIG	37%	50%	20 000 000
TOTAL SECTION 63							20 000 000

27. Ministère de la Microfinance et de l'Economie, sociale et solidaire (MMESS)

⇒ Bilan des réalisations

Le MMESS a opté pour une intégration de la dimension genre dans toutes les étapes de la chaîne de formulation et de mise en œuvre des politiques sectorielles soutenues par des instruments et outils opérationnels. Cette démarche exige des changements au niveau des pratiques mais également conduit à une révision des politiques et de l'allocation des ressources pour une réduction des inégalités de genre.

Ainsi, les résultats suivants sont enregistrés :

- l'octroi de subventions à 142 groupements dont 75 dirigés par des femmes et 67 dirigés par des hommes d'un montant de 550 000 000 FCFA ;
- l'appui technique de 14 SFD dirigés par des femmes ;
- l'octroi de financements à 12 Systèmes financiers décentralisés (SFD) d'un montant 117 000 000 FCFA dont 6 dirigés par des femmes ;
- l'appui de 08 SFD dont 7 dirigés par des femmes en matière de mobile Banking à travers la dotation d'outils de collecte ;
- l'octroi de financement d'une enveloppe de 714 982 550 FCFA pour 6 351 bénéficiaires dont 5 081 femmes et 1 270 hommes à travers le programme d'appui aux commerçants de la région de Dakar.

⇒ Contraintes et perspectives

En terme de contraintes, la cellule genre déplore l'absence d'une stratégie d'impulsion du genre au sein du département. Quant aux défis à relever, ils sont relatifs à la mobilisation de ressources et à l'élaboration d'un manuel sur les indicateurs genre.

En guise de perspectives, le département compte dérouler son plan d'action à travers :

- la validation du plan d'actions prioritaires budgétisé et sensible au genre ;
- la recherche de partenaires techniques et financiers ;
- l'élaboration du manuel d'indicateurs relatifs au genre ;
- la finalisation de l'audit genre ;
- la mise en place d'un dispositif de suivi de l'intégration de la dimension genre dans les politiques du département.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références 2021		Cibles 2023		Budget
					H	F	H	F	
Promotion Microfinance	Refinancement des institutions financières locales	Le portefeuille des institutions financières locales est renforcé	Refinancer les bénéficiaires des institutions financières locales	Nombre de personnes bénéficiant de financement issu du refinancement	5 112	7669	10 000	16 500	4 392 204 650
	Appui institutionnel des institutions financières locales	Les capacités institutionnelles des SFD sont renforcées	Renforcer les capacités des SFD sur la gestion du portefeuille	Nombre de dirigeants et de personnel technique formés	175	75	609	261	700 000 000
	Pilotage du Programme	La formation des agents du Programme est assurée	Capaciter les agents du Programme	Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation réalisées	-	-	8 000	12 000	63 000 000
Taux d'exécution du plan de renforcement de capacités				ND	ND	ND	ND		
Promotion de l'Économie sociale et solidaire	Encadrement du secteur de l'ESS	La dimension ESS est intégrée dans les PLD des CT	Intégrer la dimension ESS dans les Plans Locaux de Développement des collectivités territoriales	Nombre de Collectivités Territoriales dirigées par des H/F disposant d'outils de planification intégrant l'ESS	6	4	ND	ND	22 212 234
	Appui et promotion des organisations de l'ESS	Les organisations de l'ESS sont appuyées et leurs actions sont promues	Promouvoir le modèle ESS et appuyer les organisations.	Nombre de groupements ESS appuyés dirigés par des H/F	--	--	92	280	500 000 000
Nombre d'emplois directs/indirects créés ou consolidés				--	--	15	30		
TOTAL SECTION 64									5 677 416 884

28. Ministère des Collectivités territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires (MCTADT)

⇒ Bilan des réalisations

La mise en oeuvre de l'Acte III de la décentralisation a permis d'enregistrer un certain nombre de progrès dans la prise en compte des besoins spécifiques des femmes. De plus, une intégration transversale de la dimension genre s'instaure progressivement dans le secteur. Toutefois, le contexte de crise sanitaire a un peu ralenti les activités de vulgarisation des outils genre dans les Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, le Dispositif conjoint d'appui à la coopération décentralisée franco-sénégalaise cofinancé par le MCTADT et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France soutient des projets de renforcement des capacités, de gouvernance territoriale. Parmi, les quatre (4) thématiques retenues à l'appel à projets de 2020, figure la promotion de l'égalité femmes/hommes en particulier en faveur de l'insertion socio-professionnelle des femmes.

La poursuite de l'institutionnalisation du genre dans le secteur a été marquée par des ateliers zonaux qui ont été organisés à Tambacounda et à Ziguinchor avec l'appui de l'UNICEF et de l'ONG KAWALOR. L'objectif de ces ateliers consistait à partager et surtout à tester auprès des services techniques déconcentrés et des acteurs territoriaux, les outils genre que sont : le Manuel d'intégration du genre dans les initiatives de développement territorial et le Guide d'animation sur le genre. L'appropriation de ces outils participe à la systématisation de la budgétisation participative sensible au genre dans les Collectivités territoriales.

En collaboration avec le Dispositif conjoint d'appui à la coopération décentralisée franco-sénégalaise des ateliers sur la formalisation de l'emploi des femmes et des jeunes ont été organisés. La cellule genre a été conviée à appuyer l'organisation technique de ces ateliers

Par ailleurs, des activités de renforcement des compétences ont été organisées pour les points focaux sur le genre et la gestion de la performance dans les administrations publiques et à l'intention des femmes élues sur le leadership en perspective des élections.

Lors des élections locales et législatives, les listes paritaires ont contribué à l'augmentation des femmes dans les conseils communaux et départementaux. L'accompagnement des femmes nouvellement élues apparait comme une nécessité pour mieux renforcer leur participation effective à la gouvernance territoriale et la mise en oeuvre de la parité.

⇒ **Contraintes et perspectives**

La cellule genre et de l'Équité est confrontée à des contraintes financières. En raison de ces dernières, l'étude du bilan qualitatif de la parité analysant la représentativité des femmes au niveau des commissions et des bureaux des collectivités territoriales n'a pas été réalisée. Le renforcement des capacités financières et logistiques permettrait à la Cellule du Genre de relever un certain nombre de défis consistant à :

- intégrer plus clairement l'égalité de genre dans le Code général des Collectivités territoriales ;
- développer davantage d'indicateurs et d'outils genre dans le dispositif de planification/programmation et de suivi/évaluation du ministère et des Collectivités territoriales (Documents de planification pluriannuelle des dépenses (DPPD) ;
- systématiser la budgétisation participative sensible au genre dans les Collectivités territoriales.

Dans le long terme, la stratégie de la Cellule genre est de poursuivre l'institutionnalisation du genre dans le secteur de la décentralisation et de l'aménagement des territoires.

A court et moyen termes, des activités prioritaires ont été définies pour atteindre cet objectif. Dans cette optique, il est mis en place, de facto, un cadre de partenariat synergique entre la cellule du genre, les structures du MCTADT et les partenaires au développement. Ce cadre va appuyer sur un ensemble d'activités, notamment :

- l'opérationnalisation de la planification et de la budgétisation sensible au genre à travers la vulgarisation et le test des outils genre (manuel et guide d'intégration du genre dans les projets et programmes) ;
- la mise en œuvre d'activités de renforcement de capacités visant à consolider le leadership des femmes et leur autonomisation économique dans les territoires ;
- l'évaluation et la mise à jour du plan d'institutionnalisation ;
- la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités sur le budget participatif sensible au handicap avec un focus sur les femmes vivantes avec un handicap ;
- la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités des élu-es sur les mesures et stratégies d'adaptions et d'atténuation des effets du changement climatique ;
- le suivi de la mise en œuvre de la loi sur la parité à travers une étude sur le bilan qualitatif de l'application de la loi 2010 (étude/recherche pour avoir une base objective qui doit guider les interventions) ;

- la consolidation des acquis de la mise en œuvre de la parité, en disposant de données désagrégées par sexe sur la représentation des femmes (dans les bureaux des CT et les commissions) et renforçant le leadership des femmes et leur participation accrue dans la gouvernance territoriale.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Référence	Cibles 2023	Budget 2023
Pilotage, coordination et gestion administrative	Gestion administrative, technique et financière	Le genre est institutionnalisé	Coordonner la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre	Taux d'exécution du PIG	85%	90%	10 000 000
	Renforcement des capacités des structures du MCTDAT		Evaluer et mettre à jour le plan d'institutionnalisation du genre	Rapport d'évaluation du PIG	0	1	10 000 000
		Les capacités des acteurs territoriaux sur le genre sont renforcées	Former les agents du ministère et les acteurs territoriaux sur l'intégration du genre dans les politiques publiques	Nombre d'agents formés	0	50	8 000 000
	Nombre d'acteurs et actrices formés			0	70	15 000 000	
Gouvernance territoriale	Soutien à la coordination du programme	Les enjeux de l'articulation du genre avec les questions de gouvernance, de décentralisation et les connaissances des règles qui régissent le fonctionnement des Collectivités Territoriales sont améliorés	Organiser des sessions de formation en planification / budgétisation sensible au genre/ handicap	Nombre de sessions de vulgarisation et test des guides d'intégration du genre dans les programmes	6	2	10 000 000
			Organiser des sessions de formation en leadership (élus et acteurs territoriaux)	Nombre de sessions de formation sur le leadership	3	2	7 000 000
		La compréhension par les femmes et les hommes de leurs responsabilités dans la gestion des affaires locales et leurs participations actives aux prochaines élections locales sont renforcées	Elaboration d'un livret sur les enjeux de la gouvernance, de la décentralisation et des règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	Livret les enjeux de la gouvernance, de la décentralisation et des règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	0	1	6 000 000
			Vulgarisation du livret d'informations sur la gouvernance et les règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	Nombre de sessions organisées	0	5	15 000 000
TOTAL SECTION 65							81 000 000

29. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA)

⇒ Bilan des réalisations

La prise en charge du genre dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement connaît, à tous les niveaux d'intervention, un regain d'intérêt qui explique les résultats suivants, enregistrés au niveau des quatre programmes budgétaires du Ministère.

En 2022, le processus de mise en place des cadres de concertation relatifs à l'élaboration des documents de planification des ressources en eau a débuté avec des missions

d'information, de sensibilisation et de collecte des organisations notamment féminines pour la composition des instances de gouvernance desdits cadres.

Concernant la recherche-action avec les partenaires, des cadres de concertation ont été également mis en place dans les Communes de Darou Khoudoss/Mboro, Diender/kayar et Mont Rolland.

Le niveau de prise en compte du genre dans les comités locaux de l'eau dans ces communes progresse positivement. Ainsi, le sous-comité de Gestion et de Planification des Ressources en Eau (SCGPE) de la sous-unité de Gestion et de Planification de la Somone est composé de (soixante) 60 membres dont (dix) 10 femmes soit un taux de 16,7%.

Dans la sous-unité de Gestion et de Planification des Niayes, trois (03) Plateformes Locales de l'Eau (PLE) sont mises en place ; la PLE Mont Rolland avec 40 membres dont quinze (15) femmes soit un taux de 37,5%, la PLE Djiender Kayar a 50 membres dont Treize (13) femmes soit 26% et la PLE Darou Khoudoss Mboro avec quarante-neuf (49) membre dont vingt et une (21) femmes soit 42,85%.

Dans le cadre du programme de réalisation de branchements sociaux pour améliorer la desserte en eau potable, 26 090 branchements sociaux et 298 km extension de réseau ont été réalisés durant le premier semestre de l'année 2022.

La Direction de l'Assainissement a enregistré également d'importantes avancées dans le sous-secteur de l'assainissement rural en matière d'intégration du genre et de la Gestion de l'Hygiène menstruelle (GHM) dans les politiques, stratégies et les réalisations des ouvrages d'assainissement.

⇒ **Contraintes et perspectives**

Des contraintes techniques, financières et sociales sont notées aux niveaux stratégique et opérationnel et se déclinent comme suit :

- la non matérialisation de l'engagement du Top management dans une perspective genre par défaut de compréhension impactant sur les priorités définies pour le secteur ;
- la participation encore timide des points focaux dans les processus de formulation et de mise en œuvre des projets ;
- l'insuffisance en ressources des lignes budgétaires dédiées au genre sur le budget national et sur l'apport extérieur devant prendre en charge les besoins identifiés et/ou programmés ;

- l'absence de données désagrégées pour identifier les gaps à prendre en charge afin de réduire les tendances d'inégalité de genre notées dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- la difficile intégration du genre dans les interventions de l'ONAS liée au report de certaines activités genre du sous-programme force Covid, financé par le programme eau assainissement en milieu rural, à l'appropriation insuffisante de l'approche genre par le niveau managérial de l'ONAS (directeurs techniques et chefs de projets) et la prise en charge totale du coût des branchements destinés à la couche vulnérable.

Relativement aux défis, il devient impératif pour le secteur de :

- disposer d'allocations budgétaires conséquentes pour une meilleure prise en charge des besoins exprimés ;
- renforcer la coordination par la mise à disposition du département d'une stratégie genre révisée soutenant les synergies d'actions ;
- disposer, en relation avec l'appui de l'ANSD, de données désagrégées par sexe pour l'intégration de l'égalité de sexe dans les interventions sectorielles ;
- disposer d'une ligne budgétaire spécifique genre soutenue par une vulgarisation de l'approche sous l'égide du département de la communication pour instaurer la culture de la redevabilité ;
- favoriser la promotion des femmes dans les postes de responsabilités ;
- systématiser, dans tous les projets d'assainissement, l'insertion d'une ligne budgétaire prenant en compte le genre et l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement des populations urbaines et rurales notamment des couches sociales.

En perspective, la stratégie à court et moyen terme proposée par le secteur s'articule autour des points suivants :

- réviser la stratégie et le PIG pour améliorer le niveau de prise en charge de la dimension genre dans la politique et les interventions en matière d'eau et d'assainissement ;
- élargir le pilotage et la coordination aux partenaires techniques et financiers pour des synergies d'actions ;
- rendre l'approche gestion de l'hygiène menstruelle universelle pour les réalisations des EDP ;
- poursuivre le développement des compétences dans une perspective genre.
- finaliser , au plus tard en 2023, la procédure de passation du marché relatif au Programme de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Saint-Louis, Kaolack et Kolda (Sénégal-Covid-19), financé par la Banque Européenne d'Investissement ; marché auquel 39 000 matériels de branchements

- seront fournis et 582,5kms d'extensions de réseau bénéficieront de fourniture pour la pose ;
- finaliser, en 2023, des travaux relatifs à l'appui à la production et à la commercialisation agricole dans le cadre du projet KMS3 ;
 - terminer, en 2024, les travaux relatifs aux mesures d'accompagnement sociales du projet de Dessalement de l'eau de mer des Mamelles ;
 - renforcer la réalisation des ouvrages d'assainissement (édicules sensibles ou autres) sensibles au genre et à la GHM, la promotion de l'accès des ménages vulnérables à l'assainissement par la subvention et le renforcement des capacités des acteurs y compris les femmes sur le genre et la GHM ;
 - réaliser 80 édicules publics sensibles au genre et à l'hygiène courant de l'année 2023 notamment à travers l'activité « Renforcement de l'accès à l'assainissement rural » et le projet le G2G, ainsi que la réalisation de 2500 latrines familiales dans plusieurs régions du pays (PEAMIR, G2G notamment) ;
 - élaborer la stratégie d'intégration du genre dans les projets d'approvisionnement en eau potable (AEP) en milieu rural ;
 - évaluer l'impact des branchements sociaux par sexe dans les périmètres affermés en milieu rural ;
 - former les agents de l'OFOR sur le concept, l'approche de genre et leur intégration dans les projets d'AEP en milieu rural ;
 - mettre en place un important volet de formation et d'élaboration d'outils sur l'approche genre ;
 - opérationnaliser le plan d'actions genre du Projet Structuration du Marché des Boues de Vidange ;
 - mettre en application, par circulaire, la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les projets de réalisations des édicules publics destinés aux établissements d'enseignement.

⇒ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
PCGA	Coordination et promotion du genre	Les points focaux sont formés sur les méthodes et techniques pour opérationnaliser les outils de la GAR	Recruter un consultant	Rapport de formation	1	1	2 500 000	G2G /USAID
		Le plan de travail annuel (PTA) 2023 pour les activités portant sur le genre est élaboré	Recruter un consultant	Disponibilité du PTA	1	1	3 000 000	ETAT
		Le département de l'eau et de l'Assainissement dispose d'une stratégie genre incluant un plan d'action	Recruter un consultant	Document de stratégie	0	1	6 000 000	
			Organiser un atelier de partage	Facture définitive de location salle pour la restitution	0	1	6 000 000	

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
		Des missions de contrôle et de supervision sont effectués par la coordination et la cellule d'appui à la planification	Effectuer des missions de terrain	Rapport de mission	0	4	1 000 000	
		Les points focaux sont formés en budget spécifique genre	Former les points focaux en budget spécifique genre	Rapport de formation	0	1	5 000 000	
PAEP urbain	Riposte à la covid-19 dans le périmètre affermé et renforcement AEP Saint Louis, Kaolack et Kolda-BEI (Programme de réalisation de branchements sociaux pour améliorer la desserte en eau potable)	39 000 branchements sociaux et 582.5 km d'extensions de réseau réalisés	Fourniture de 39 000 matériels de branchements	Nombre de ménages desservis en eau à domicile par branchement sociaux		Livraison des fournitures	163 884 461	BEI
			Fourniture & Pose de 582,5kms d'extensions de réseau		5 km		390 km	
	Appui à la production et à la commercialisation agricole-volet RSE-BAD (Construction d'une 3ème usine de traitement à Keur Momar Sarr et ses renforcements en aval – KMS)	07 ouvrages d'exhaure aménagés	Aménagement d'ouvrages d'exhaure avec panneaux solaires et mise en place de systèmes d'irrigation par goutte à goutte	Nombre d'ouvrages d'exhaure aménagés	0	7	812 915 601	RSE BAD
		105 kiosques de vente de fruits et légumes mis en place	Mise en place de kiosques de vente de fruits et légumes à Pire, Tivaouane, Thiès, Pout et Sébikhotane	Nombre de kiosques de vente de fruits et légumes mis en place	0	105	198 500 000	
		6 magasins de stockage de produits et entrepôts construits	Construction de magasins de stockage de produits de l'agriculture sur le littoral, dans la zone de Niayes et de 5 magasins et aires de stockage de fruits et légumes à Pire, Tivaouane, Thiès, Pout et Sébikhotane	Nombre de magasins de stockage de produits et entrepôts construits	0	6	412 600 080	
Mesures d'accompagnement sociales- volet RSE-SONES (Projet de dessalement de l'eau de mer des Mamelles)	15 triporteurs isothermes acquis	Acquisition de triporteurs équipés d'un caisson frigorifique pour les femmes mareyeuses de Ouakam pour	Nombre de femmes bénéficiaires de triporteurs isothermes	0	80%	21 634 620	RSE SONES	

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
			améliorer leurs conditions de travail					
		01 chambre froide acquise	Acquisition d'une chambre froide pour le Comité Local des Pêcheurs de Ouakam	Nombre de chambres froides mis en place pour la conservation des ressources halieutiques vendues aux femmes	0	80%	23 076 925	
		Le centre de santé municipal de Ouakam est reconstruit et équipé	Réhabilitation et équipement du centre de santé de Ouakam	Nombre de blocs reconstruits et équipés dans le centre de santé municipal de Ouakam	0	60%	685 096 154	
PROGRAMME D'ACCES A L'EAU POTABLE (PAEP) EN MILIEU RURAL	Renforcement de capacité en concept et approche genre.	La compréhension des agents de l'OFOR est renforcée sur le concept et l'approche de genre.	Renforcer la compréhension des agents de l'OFOR sur le concept et l'approche de genre	Nombre d'agents formés	0	50 agents	3000000	BCI
	Elaboration de la stratégie d'intégration de l'approche genre dans les projets d'AEP en milieu rural	Une stratégie intégrante l'approche genre dans les projets d'AEP en milieu rural est élaborée.	Recruter un consultant pour l'élaboration de la stratégie.	La stratégie d'intégration du genre dans les projets d'AEP en milieu rural est disponible.	0	1	4000000	
	Evaluation de l'impact des branchements sociaux désagrégés par sexe dans les périmètres affermés en milieu rural	L'évaluation de l'impact des branchements sociaux désagrégés par sexe dans les périmètres affermés est réalisée.	Recruter un consultant pour l'élaboration du rapport d'évaluation de l'impact.	Rapport d'évaluation de l'impact disponible.	0	1	4000000	
PGIRE	Coordination PGIRE	Le genre est pris en compte dans l'institutionnalisation des cadres de concertation	Institutionnaliser le genre dans les décrets d'application de mise en place des cadres de concertation	Version révisée du Code de l'eau	ND	100%	5 000 000	
	Développement de la GIRE	Une forte proportion de femmes sont présentes dans les instances de gouvernances de l'eau à tous les niveaux (Conseil supérieur de l'eau, Comité technique de l'eau, Comité de	Intégrer les femmes dans les cadres de concertation	Nombre de femmes dans les cadres de concertation	ND	25%	10 000 000	

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
		Planification de l'Eau, Comité de Gestion du Bassin et Comité communal de l'Eau).						
		Les femmes jouent un rôle actif dans les instances de gouvernance	Placer les femmes dans les instances de décision	Pourcentage de femmes dans les instances de gouvernance de l'eau	ND	25%	10 000 000	
		Les femmes et les hommes des instance de gouvernance sont formés sur la GIRE	Former les hommes et les femmes des instances de gouvernance sur la GIRE	Nombre d'hommes et de femmes des instances de gouvernance formés sur la GIRE	ND	40%	15 000 000	
	Développement de l'assainissement des centres urbains, péri-urbain et rural	34 811 latrines familiales sont réalisées en milieu rural	Réalisation de latrines familiales dans le cadre du PEAMIR	34 811 latrines sont réalisées	ND	34 811	11 348 386 000	
		6 000 latrines familiales sont réalisées en milieu urbain	Réalisation de latrines familiales dans le cadre du PAAD	2 000 latrines sont réalisées	ND	20 000	1 088 000 000	
		1 339 édicules publics sont réalisés en milieu urbain	Réalisation d'édicules publics dans le cadre du PAAD au niveau des écoles et centres de santé	1 339 édicules sont réalisés	ND	1 339	2 700 000 000	
		35 édicules publics sont réalisés en milieu rural	Réalisation d'édicules publics au niveau des écoles	35 édicules sont réalisés	ND	35	178 500 000	PEAMIR
		5 068 branchements sociaux sont réalisés en milieu urbain	Réalisation de branchements sociaux dans le cadre du PEAMIR	5 068 branchements sociaux sont réalisés	ND	5 068	1 408 017 076	
	Plan d'Action pour l'intégration du Genre dans les projets/programmes de ONAS	Un Plan d'action genre est élaboré	Recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un plan d'actions genre pour MEA/ONAS dans le cadre du PSMBV	Un (01) plan d'actions est élaboré	ND	1	23 316 800	PSMBV

Programme budgétaire	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
Assainissement des centres urbains, péri-urbains et ruraux		Les actrices locales sont sensibilisées dans la réutilisation des sous-produits d'épuration (eaux usées traitées & boues stabilisées) à	Réalisation d'un atelier de concertation des acteurs locaux sur la réutilisation des sous-produits en favorisant l'Implication des actrices locales dans la réflexion à Koungheul	50% de participation des femmes à l'atelier	ND	60	500 000	PEAMIR
		La prise en compte du genre dans la réalisation et l'utilisation des ouvrages d'assainissement est renforcé	Construction d'édicules sensibles à la GHM et sensibilisation à la GHM	Nombre d'édicules sensibles à la GHM réalisés	50	80	360 000 000	
		L'accès des femmes aux ouvrages d'assainissement est amélioré en milieu rural	Construction de latrines familiales	Nombre de femme bénéficiaires des nouveaux ouvrages réalisés	2000	2500	750 000 000	
		Les capacités des relais féminins sont renforcées en hygiène et assainissement	Sessions de formation	Nombre de relais féminins formés	900	900	63 000 000	
		Les capacités des acteurs locaux sont renforcées sur la Gestion de l'hygiène menstruelle	Sessions de renforcement de capacités	Nombre de sessions de renforcement de capacités organisés sur la GHM	ND	15	7 500 000	
TOTAL SECTION 68							20 810 190 428	

30. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

⇒ Bilan des réalisations

Le MESRI s'est engagé à promouvoir l'équité et l'égalité de genre dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation avec l'élaboration des TDR du plan d'institutionnalisation du genre à moyen terme (PAMT/IG). Dans le but d'intégrer le genre dans les missions du département, une série de formations et de conférences a été organisée.

En matière de promotion de la femme, on note un ratio de 38% pour les recteurs femmes, 55% pour les étudiantes sur l'effectif total de l'UCAD et seulement 5% pour les doctorantes. Quant à l'indice de parité dans l'enseignement supérieur, on note un taux global de 0,67 avec 0,81 à l'Université du Sine Saloum Elhadji Ibrahima NIASS.

⇒ Contraintes, défis et perspectives

Les contraintes sont marquées par :

- le sureffectif dans certains établissements publics ;
- la diversification encore limitée des offres d'enseignement ;
- l'articulation entre l'enseignement supérieur, la recherche, l'Innovation et les besoins socio-économiques et culturels du pays.

Les défis prioritaires à relever sont, entre autres :

- le développement des sciences, technologies, sciences de l'ingénieur et mathématiques (STEM) ;
- le développement des formations professionnelles courtes et professionnalisantes ;
- la mise en place d'une politique d'orientation et d'investissements résolue tournée vers le développement de la technologie du virtuel ;
- l'évaluation continue des institutions d'enseignement supérieur à tous les niveaux ;
- la pacification de l'espace universitaire ;
- l'augmentation du taux d'accès des filles aux études supérieures ;
- la promotion des politiques de maintien des filles afin de leur permettre de terminer leurs carrières académiques.

La stratégie opérationnelle déclinée est articulée autour des points suivants :

- le renforcement des capacités d'accueil des universités publiques existantes ;
- la mise en place d'une politique de discrimination positive dans l'octroi des allocations d'études et dans la formation ;
- la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Promotion des Enseignantes-chercheuses du Sénégal (PAPES) ;
- la renforcement des programmes de formation à distance ;
- la promotion de l'accès des filles aux études scientifiques et techniques ;
- la promotion de la recherche et de l'innovation à travers le Fonds d'Impulsions de la Recherche scientifique ;
- la redynamisation des Centres de Recherche et d'Essais (CRE) par le renforcement des formations pour les GIE et par l'augmentation du nombre d'apprenant filles formées dans les métiers.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence 2020	Budget 2023
Éducation supérieure	Amélioration de la qualité des Enseignements, de la promotion de l'Employabilité et de l'Insertion professionnelle	Le taux de réussite des filles et garçons est amélioré à tous les niveaux dans les 5 Universités publiques	Campagne de communication pour le maintien des filles dans les filières techniques, industrielles, agricoles, minières et énergétiques	Taux de réussite des filles et des femmes dans les filières techniques, industrielles, agricoles, minières et énergétiques	33,28%	3 500 000

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence 2020	Budget 2023
	dans les Instituts d'enseignement supérieur (IES)		Organiser des campagnes de sensibilisation sur les offres de formation dans l'Enseignement supérieur	Pourcentage des filles et des garçons sensibilisés sur les offres de formation dans les IES	83%	40 000 000
		Le recrutement d'enseignantes-chercheuses dans les universités publiques est renforcé	Plaidoyer pour le recrutement d'Enseignantes-chercheuses au profit des Universités publiques	Pourcentage d'enseignantes-chercheuses qualifiées recrutées dans les Universités publiques	38%	25 000 000
	Amélioration de la capacité d'accueil	L'effectif des filles dans les Institutions d'enseignement supérieur (IES) publiques est renforcé	Organiser des campagnes de sensibilisation sur les offres de formation dans l'Enseignement supérieur pour les nouvelles bachelières	Taux d'accès des filles dans l'enseignement supérieur en Licence 1	40%	35 000 000
		Le nombre d'étudiantes et d'étudiants inscrits dans les filières STEM est accru	Mener des missions de collecte de données désagrégées par sexe et par filières STEM/STI	Taux d'inscription par sexe dans les filières Sciences, Techniques, Engineering, Mathématiques et innovation (STEM)/(STI)	32%	25 000 000
		Le taux d'accès des filles est accru à EPT, UADB, UGB, RISEP et UASZ	Mener des missions de sensibilisation pour l'accès des filles dans les Universités, EPT, UABD, UGB, RISEP, UASZ	Pourcentage d'amélioration des filles inscrites dans les filières scientifiques, techniques, ingénierie, innovation et agricole	11%	40 000 000
	Développement de la politique de la recherche et de l'innovation	Le nombre d'étudiantes bénéficiaires d'un ordinateur personnel est accru			31,23%	2 000 000
Recherche et Innovation	Valorisation des résultats de la Recherche	L'utilisation des résultats de la recherche est bénéfique pour la communauté (hommes et femmes)	Organiser des ateliers de formation sur les technologies et innovation dans les CRE	Nombre de bénéficiaires désagrégés par sexe, âge et région	50%	50 000 000
	Appui financier au développement de la Recherche	Les subventions sont revues à la hausse en nombre et en nature	Plaidoyer auprès des autorités pour l'augmentation des subventions accordées aux doctorantes et enseignantes chercheurs	Nombre d'enseignantes chercheuses financées par le Projet d'Appui à la Promotion des Enseignantes-chercheuses du Sénégal (PAPES)	80%	150 000 000
				Nombre de doctorantes et maitrisard financées par le PAPES)	32,71%	150 000 000
				Nombre de projets de recherche financés par le fonds d'impulsion de la recherche scientifique et technique (FIRST) selon le GENRE	9%	150 000 000
Œuvres sociales universitaires	Amélioration des conditions de vie estudiantine	Les résultats de l'étude sur les VBG sont partagés avec les parties prenantes	Organiser un atelier de partage sur les résultats de l'étude sur les violences basées sur le genre à l'occasion des 11 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes	Nombre d'ateliers tenu	0	50 000 000

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence 2020	Budget 2023
Pilotage, coordination et gestion administrative	Renforcement du pilotage et la coordination de l'ESR	L'institutionnalisation du Genre est effective au sein du MESRI	Recruter un consultant genre	Contrat signé	0	3 000 000
		Le plan de travail annuel validé par toutes les parties prenantes est opérationnel	Organiser des ateliers d'échanges entre la cellule genre du ministère et celles des universités publiques	Nombre d'ateliers tenus avec les cellules genre des universités publiques	0	25 000 000
			Organiser un atelier de validation du PTA entre la cellule genre du ministère et celles des universités publiques	Atelier de validation tenu	0	15 000 000
		Les ateliers de formation sur les techniques d'intégration du genre dans les programmes, projets et budgets du MESRI sont tenus	Organiser des ateliers de formation sur les techniques d'intégration du genre dans les programmes, projets et budgets du MESRI	Nombre de cellules enrôlées	0	25 000 000
		Le rapport annuel des activités des cellules genre des universités, produit et validé par toutes les parties prenantes	Organiser un atelier de validation du rapport annuel	Existence d'un rapport annuel	0	5 000 000
TOTAL SECTION 75						793 500 000

31. Ministère des Mines et de la Géologie (MMG)

⇒ Bilan des réalisations

Secteur à dominante masculine, une réorientation des politiques en faveur des femmes devient nécessaire en vue de corriger les inégalités. Cependant, cette représentation reste insignifiante au regard des enjeux socio-économiques de l'activité minière. Ainsi, les mesures prises ont donné des résultats appréciables aux différents niveaux suivants :

Au plan législatif : le décret n°2020-1711 du 10 septembre 2020 fixant les modalités d'alimentation, d'opération et de fonctionnement du Fonds d'Appui au Développement local qui recommande l'intégration des projets d'autonomisation de la Femme dans les plans communaux de développement a été adopté ;

Au plan administratif et institutionnel : les activités menées s'articulent autour de :

- l'actualisation de la Lettre de Politique sectorielle de Développement (LPSD) avec l'intégration de la dimension genre à tous les niveaux ;
- la prise en compte du genre dans les projets arrivés à maturation notamment le projet d'encadrement et de promotion des mines artisanales et le projet de la stratégie nationale de développement du contenu local ;

- la responsabilisation et la promotion de la femme à de hautes fonctions (parmi les quatre (04) directions nationales du département en 2020, deux (02) d'entre elles sont dirigées par des femmes, soit une parité parfaite) ;
- le leadership au niveau des cellules internes du ministère est favorable à la gente féminine avec six (06) cellules sur sept (07) dirigées par des femmes, soit un taux de 88% pour les femmes. Parmi celles-ci, celle dédiée à la coordination du contrôle de gestion qui est dirigée par deux (02) femmes, la coordonnatrice et sa suppléante.

Au **niveau des activités d'exploitation minière** : le pourcentage de titres miniers délivrés aux femmes reste faible du fait du nombre élevé de bénéficiaires hommes : sur les 150 titres de 2020, seul 9 sont destinés aux femmes.

A mi-parcours de l'année 2022, les réalisations suivantes ont été enregistrées :

- nomination récente de deux (02) femmes : une femme à la tête d'une direction générale et une autre à la tête d'une direction nationale ;
- élaboration de l'arrêté interministériel fixant les modalités d'alimentation, de fonctionnement, d'utilisation et de contrôle des ressources du Fonds d'appui au développement local (en cours).

⇒ **Contraintes, défis et perspectives**

Malgré ces résultats enregistrés, le secteur reste confronté à des contraintes liées notamment à l'insuffisance des capacités des acteurs, à la non disponibilité de statistiques désagrégées, à la non effectivité d'une culture genre dans le secteur et à l'insuffisance des ressources humaines et financières.

Les défis du secteur sont nombreux et ont trait à :

- la sensibilisation du personnel du MMG sur les questions genre en vue d'instaurer la culture genre dans le secteur ;
- la formation des acteurs de la chaîne PPBSE en techniques de BSG ;
- la prise en compte des projets d'autonomisation de la Femme dans les plans communaux de développement grâce à l'opérationnalisation du Fonds d'Appui au Développement local ;
- l'amélioration de l'organisation des femmes orpailleurs à travers la mise en œuvre du projet d'encadrement et de promotion des mines artisanales ;
- la facilitation à l'accès des opportunités offertes par le secteur avec l'appui du projet de Stratégie nationale de Développement de Contenu local (SNDCL) ;
- la promotion du leadership féminin au niveau des services régionaux ;
- la production de statistiques fiables désagrégés.

En perspective, la stratégie à court et moyen termes retenue, sera axée autour des mesures suivantes :

- la formation du personnel administratif sur le genre ;

- l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation des femmes sur les opportunités socio-économiques du secteur ;
- l'organisation des femmes orpailleurs en GIE ;
- la formation des femmes orpailleurs aux nouvelles techniques de traitement du minéral sans mercure.

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
MINES	Renforcement du système d'information minier	Les femmes sont sensibilisées sur les retombées socio-économiques offertes par le secteur	Organiser des focus groupes de femmes et/d'ateliers de sensibilisation	Taux d'augmentation des femmes investisseurs dans le secteur	9%	15%	100 000 000
		Le nombre de femmes qui s'intéressent aux métiers des mines est accru	Informier les femmes sur l'existence de plateformes d'échanges sur le secteur				
		Des statistiques genres fiables sont disponibles	Former les acteurs concernés (géologues traitants de données et membres de la cellule genre en production de statistiques liées au genre)	Existence d'une base de données genre	10%	30%	
	Valorisation du potentiel minéral	La participation des femmes aux activités de valorisation du potentiel minéral est accrue	Accompagner les femmes dans la création de projets de transformation des substances à forte valeur ajoutée	Le nombre de projets de femmes créés accompagnés	2	10	
Pilotage, Coordination et Gestion Administrative	Pilotage sectoriel	Le genre est institutionnalisé au sein du Ministère des Mines et de la Géologie	Poursuivre la formation des agents du MMG sur les concepts de genre (les basics)	Pourcentage de femmes et d'hommes formés aux concepts de genre	15% H et 85% F	30% H et 70% F	20 000 000
			Former les acteurs de la chaîne PPBSE sur la budgétisation sensible au genre	Pourcentage de femmes et d'hommes acteurs de la chaîne PPBSE formés à la budgétisation sensible au genre	0%	100%	
			Réaliser l'audit social-genre du secteur	Existence d'un rapport d'audit plan d'institutionnalisation validé	0%	100%	50000000
TOTAL SECTION 83							170 000 000

32. Ministère du Développement communautaire, de la Solidarité nationale et de l'Équité territoriale (MDCSNET)

⇒ Bilan des réalisations

A travers la mise en œuvre de cinq (5) des six (6) marqueurs sociaux que sont le PUDC, le PUMA, le PROMOVILLE, la CMU et le PNBSF, le MDCSNET s'est inscrit dans une dynamique de promotion de l'égalité et de l'équité à travers les programmes

budgétaires « équité sociale » et « équité territoriale ». Ainsi, en plus du bilan listé supra⁴, on peut également noter, entre autres :

- la réalisation de l'étude sur les effets des réalisations du PUDC sur la promotion des relations de genre au sein des communautés bénéficiaires en collaboration avec l'IFAN-UCAD ;
- l'appui à l'autonomisation des femmes dans les 10 régions frontalières grâce au programme de financement PUMA / DER et la réalisation des projets communautaires de résilience ;
- la dotation de 28 équipements post-récolte pour l'allègement des travaux des femmes (moulins multifonctionnels, décortiqueuses) notamment dans les régions de Tambacounda, Ziguinchor, Matam, Saint Louis, Fatick et Kaffrine ;
- la création de parcs ostréicoles ;
- l'appui à la participation des groupements femmes transformatrices des zones frontalières à la FIARA ;
- la célébration du bébé de l'équité ;
- l'organisation du dépistage contre le cancer de l'utérus (octobre rose) ;
- la dotation d'un appareil échographique ;
- la finalisation de 07 cases foyers des femmes à Tambacounda, Ziguinchor, Saint-Louis, Matam, Louga, Guédiawaye et Kolda et de 02 plateformes de séchage au niveau de Kaolack ;
- l'autonomisation des femmes par l'acquisition de 20 unités de transformation de produits céréaliers et de fruits et légumes, de 04 unités de séchage de produits halieutiques pour la réalisation d'activités génératrices de revenus ;
- l'accompagnement de ces femmes dans la structuration et la gestion de ces cases foyers ;
- la sensibilisation et la prise en charge des groupes vulnérables par les cabinets d'IEC et les entreprises exécutantes des travaux dans les zones d'intervention ; avec des formations sur une meilleure prise en charge des IST, l'intégration de la dimension genre sur les emplois créés ;
- la formation de 317 acteurs communaux dans les techniques de planification et de mobilisation des ressources, (cible de 21% de femmes) ;
- la formation de plus de 300 jeunes recrutés dans le volet spécial pavage du programme « XËYU NDAW ÑI », en plus des 1 200 jeunes qui sont en cours de formation.

⁴ Bilan des 5 marqueurs sociaux (PUMA, PROMOVILLE, PUDC, CMU et PNBSF) qui figure au niveau des acquis

⇒ Contraintes et perspectives

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen termes par le département repose sur :

- la poursuite de la stratégie d'intervention du PUDC en faveur de l'allègement des travaux des femmes en milieu rural et de leur autonomisation économique ;
- la réalisation d'études thématiques sur les volets électrification, pistes rurales, hydraulique, équipements de transformations post-récolte et entrepreneuriat pour documenter les effets de l'intervention du PUDC ;
- la contribution pour le PROMOVILLE à l'amélioration de l'environnement par des projets qui contribueront au développement durable et équitable par la réalisation d'infrastructures intégratrices de la dimension genre (chaussée ou le tracé prend en compte les personnes en situation de handicap par exemple) ;
- la formalisation du PNBSF à travers un acte juridique ;
- la réalisation de la certification des bénéficiaires du PNBSF ;
- la promotion de l'autonomisation des ménages bénéficiaires du PNBSF ;
- l'évaluation de l'impact du PNBSF sur l'enregistrement à l'état civil ;
- la mise en place des réseaux de femmes mutualistes devant accompagner les réformes et participer à la massification des mutuelles départementales ;
- la réalisation d'études pour fixer la situation de référence et renforcer la prise en charge des groupes vulnérables (femmes, jeunes, enfants de 0 à 28 jours, les jeunes, les handicapés...) ;
- l'organisation de sessions de renforcement de capacités ;
- la pérennisation des cotisations des ménages bénéficiaires de la CMU (autonomisation des femmes).

⇒ Maquette de budgétisation sensible au genre

PROGRAMME BUDGETAIRE	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES GENRES	INDICATEURS	REF 2021	CIBLE 2023	BUDGET
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Coordination administrative	Le genre est pris en compte dans la politique sectorielle	Réalisation de l'audit genre du MDCEST	Disponibilité du rapport d'audit genre	Non	Oui	10 000 000
			Organisation des rencontres de sensibilisation	Tenue de la JMF	Oui	Oui	
				Organisation d'octobre rose	Oui	Oui	
Développement communautaire et équité territoriale	PUDC	Le personnel technique du PUDC maîtrise les outils de " prise en compte des inégalités de genre et la réduction des inégalités femmes-hommes" dans un projet de développement.	Formation du personnel du Programme (UGP et PRI) sur la prise en compte du genre dans les interventions.	Nombre de personne formées à la prise en compte du genre et des inégalités hommes-femmes dans les interventions du Programme.	0	40	20 000 000

PROGRAMME BUDGETAIRE	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES GENRES	INDICATEURS	REF 2021	CIBLE 2023	BUDGET
		Les travaux des femmes rurales sont allégés à travers la mise à disposition d'équipements de transformation post-récolte.	Réalisation d'une étude thématique : Effets de l'intervention du PUDC sur l'allègement des travaux des femmes en milieu rural (Zone couverte par le PUDC).	Rapports thématiques sur les Effets de l'intervention du PUDC sur l'allègement des travaux des femmes en milieu rural	0	1	15 000 000
		L'autonomisation économique des femmes est accrue en milieu rural à travers le désenclavement, l'accès à l'eau et à l'électricité.	Réalisation d'études thématiques : Effets de l'intervention du PUDC sur l'autonomisation économique des femmes en milieu rural.	Rapports thématiques sur les effets de l'intervention du PUDC sur l'autonomisation économique des femmes en milieu rural.	1	3	45 000 000
	PROMOVILLES	Les femmes ont accès aux infrastructures socio-économiques et collectives	Construction d'une maison de la femme à Ndiobene	Nombre de maisons de la femme	0	1	74 000 000
			Construction d'une case foyer des jeunes à Diamagueune (Kaffrine) et Oussouye	Nombre cases foyers jeunes	0	2	148 200 000
			Construction de 3 logements de Sagefemme aux postes de santé de Peulga-Daral, Ndiaye-Ndiaye et Ndouk	Nombre de logements de sagefemme	0	3	62 700 000
		Les jeunes sont formés sur les techniques de pavage	Formation des jeunes sur les métiers de pavage	Nombre de jeunes formés	1000	1000	50 000 000
		les femmes sont renforcées sur les techniques de productions et gestion administrative	Formation des femmes sur les techniques de séchages	Nombre de femmes formées	0	40	3 000 000
			Formation des femmes bénéficiaires des cases foyers sur la gestion administrative et financière	Nombre de femmes formées	0	70	7 000 000
		Encourager l'alphabétisation des femmes	Organisation de session de formation semestrielle	Nombre de femmes autonomisées	0	50	7 000 000
		Faciliter la production, la commercialisation et le réseautage	Foire communautaire mensuelle	Nombre de femmes formées	0	150	3 000 000
		Une bonne gestion de leurs produits	Formation en entrepreneuriat et gestion des entreprises	Formalisation et accès financement de l'état	0	150	7 000 000
		Renforcer leurs capacités pour faire face aux violences récurrentes	Campagne de sensibilisation médiatisée	Nombre de femmes et personnes vulnérables sensibilisés	0	4000	7 000 000
	PUMA	Les femmes sont autonomisées dans les AGR	Promotion d'AGR pour les femmes	Nombre de projets d'appui à l'autonomisation des femmes et jeunes filles	758	1076	693 000 000
		Une étude sur la dimension genre au niveau des zones frontalières est faite	Etude et sensibilisation sur le genre	Rapports d'étude et de mission	0	10	130 000 000
		Formation du personnel du PUMA, de ses partenaires et entreprises retenues sur l'importance de	Formation et renforcement de capacités	Nombre de personnes formées	0	50	25 000 000

PROGRAMME BUDGETAIRE	ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES GENRES	INDICATEURS	REF 2021	CIBLE 2023	BUDGET
		L'intégration genre est effectuée					
Equité sociale	ANACMU	Le leadership des femmes dans la gouvernance et le pilotage de l'ANACMU et des OM est renforcé	Mise en place des dispositifs de promotion et de contrôle d'une CSU sensible au genre	Une communication de proximité et de masse adossée aux objectifs du projet est mise en œuvre ; le plaidoyer est renforcé au niveau local, régional, national et international	0	X	62 320 000
		La participation du Sénégal à la rencontre internationale organisée chaque année	Visite d'échange au niveau local, voyage d'étude...	Nombre de visites/voyages organisés	Oui	X	11 000 000
		Un dispositif de veille et d'alerte pour promouvoir l'accès à la couverture sanitaire universelle des femmes est mis en place	Mise en place des réseaux départementaux de femmes mutualistes	Nombre de réseaux départementaux mis en place	0	47	181 850 000
		Des études sont menées pour une meilleure prise en compte du genre et de l'inclusion sociale	Étude d'évaluation sur la représentativité des femmes dirigeantes dans la gouvernance des mutuelles, Réaliser un état des lieux de la prise en compte de la dimension "genre" dans la mise en œuvre de la CMU	Nombre d'études réalisées	0	2	21 000 000
		L'accès aux soins de santé des groupes vulnérables est amélioré	Prise en charge des besoins spécifiques des cibles (femmes handicapées femmes enceintes, nouveau-né...)	Nombre de personnes vulnérables prises en charge	0	12000	55 000 000
		Les mécanismes de financement des soins de santé en faveur des groupes vulnérables sont développés	Capitalisation d'expérience, bonnes pratiques	Les mécanismes de financement des soins de santé des groupes vulnérables sont développés	0	2	33 000 000
		Les capacités du personnel de l'ANACMU et des institutions mutualistes sont renforcées	Formation sur le genre, inclusion sociale, leadership, estime en soi...	Nombre de personnes formées sur le genre, l'inclusion sociale et le leadership féminin	0	800	190 000 000
TOTAL SECTION 84							1 861 070 000

CONCLUSION

Le Sénégal a entamé, depuis 2016, l'élaboration du **Document budgétaire Genre** qui accompagne le **Projet de Loi de Finances de l'année**. Cette approche novatrice et progressive a permis, en 2020, d'enrôler, l'ensemble des départements ministériels. L'objectif visé par le Ministère des Finances et du budget est de rendre effective la budgétisation sensible au genre à travers son opérationnalisation dans la chaîne PPBS.

Dans la même logique, des cellules dédiées au genre ont été mises en place au sein de tous les ministères, ce qui permet, entre autres avantages, au ministère des finances et du Budget de disposer d'interlocuteurs et de garantir une coordination efficiente ainsi que la sensibilisation aux problématiques d'équité et d'égalité.

Aujourd'hui, le processus d'élaboration du DBG, qui en est à sa **septième année** consécutive, s'achève par la synthèse des contributions desdites cellules, ce qui a permis de retracer l'ensemble des efforts consentis pour résorber le gap en vue de corriger les inégalités de genre dans les politiques publiques.

Par ailleurs, la mise en œuvre du budget-programme a facilité le déploiement en liant les cibles budgétaires avec les objectifs de politiques publiques, y compris en matière d'égalité des genres. En vue d'institutionnaliser le genre dans la conception des politiques publiques, des maquettes de budgétisation ont été conçues pour une prise en charge correcte de cette problématique au niveau des programmes budgétaires des ministères. Les maquettes budgétaires sont assorties d'un cadre de performance dans le but de mesurer les efforts accomplis.

Il convient de retenir que le Document budgétaire Genre constitue un outil stratégique pour le **Ministère des Finances et du Budget** qui accompagne et rapproche, les départements ministériels dans leur processus de programmation budgétaire sensible au genre.

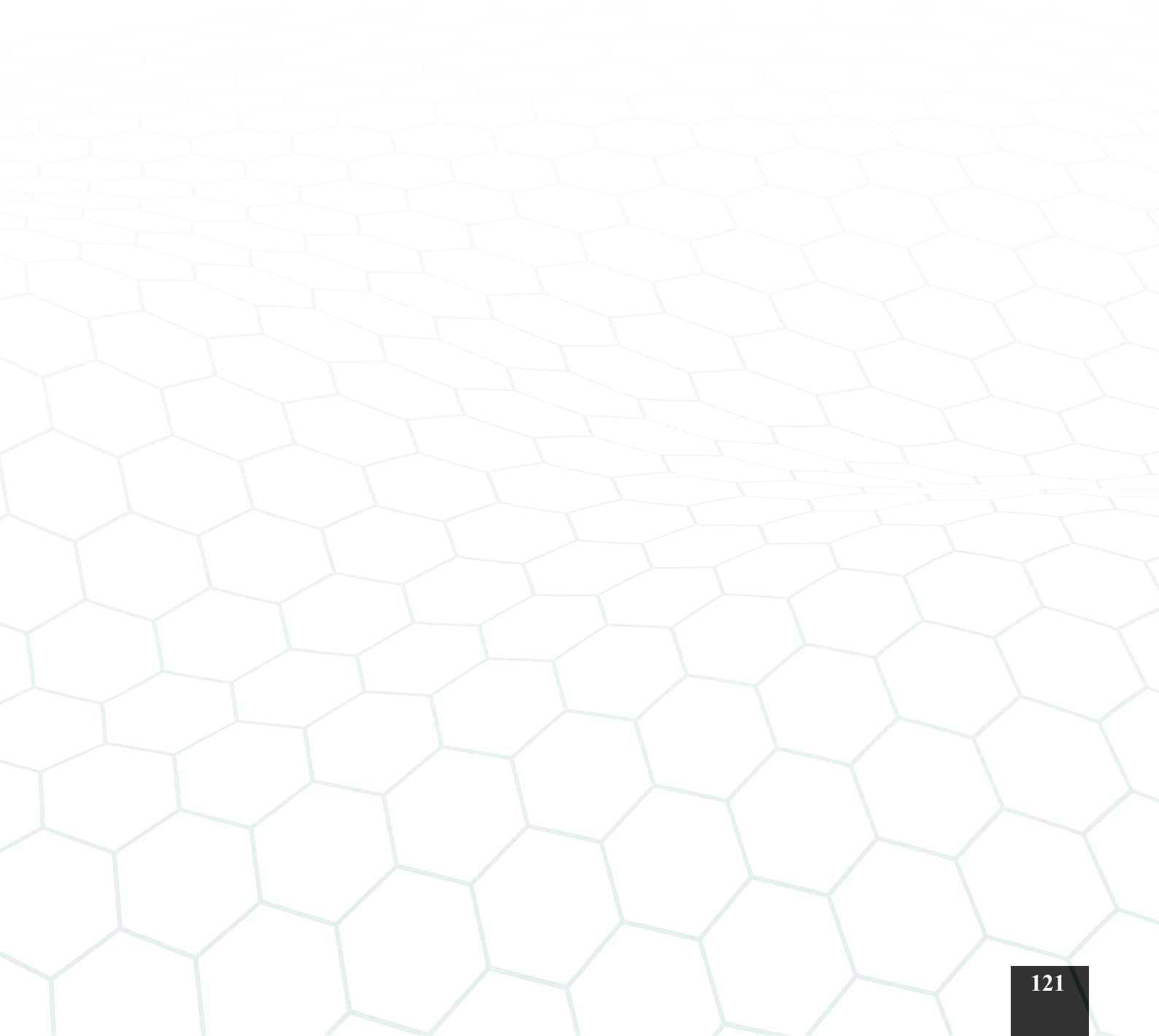
En dehors des politiques publiques ciblées, les pouvoirs publics ont aussi introduit des clauses discriminatoires en faveur des femmes dans le code des marchés publics pour encourager l'entrepreneuriat chez les femmes. Ledit code impose qu'un ratio de 2% des marchés publics soit attribué aux entreprises dont l'actionnariat majoritaire est détenu par des femmes. A terme, l'ambition affichée par l'Etat est de porter ce taux à 8%.

Tous ces efforts ont eu un impact positif dans la conduite de la politique « genre » menées par les départements ministériels qui, au fil des années, commencent à se familiariser avec le concept genre et à le traduire en actes concrets dans la maquette de budgétisation sensible au genre. A titre illustratif, en ce qui concerne l'éducation nationale, les politiques discriminatoires menées en faveur des filles ont largement

contribué à une amélioration des taux d'accès et de maintien des filles dans le cycle élémentaire, dans des proportions supérieures à celles des garçons, en plus d'une amélioration dans la conception des infrastructures (bâtiments scolaires, blocs d'hygiène et blocs administratifs, etc.).

S'inscrivant dans la même dynamique, les principaux projets/programmes du projet de loi de finances 2023 à forte connotation « genre » traduisent la volonté politique affichée par les autorités de réduire le fossé qui existe entre les hommes et les femmes avec des politiques publiques, des programmes et des actions davantage orientés vers l'équité et l'égalité.

**FAIRE DE LA GESTION DES INEGALITES UNE REALITE POUR UNE
ALLOCATION EQUITABLE DES RESSOURCES**



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE
172, Avenue Président Lamine GUEYE

